

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

- ACEP : Alliance de Crédit et Epargne de la production
- ANSO : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
- CMD : Crédit Mutuel de Diénder
- CMS : Crédit Mutuel du Sénégal
- CR : Communauté Rurale
- ENEA : Ecole Nationale d'Economie Appliquée
- FAD : Fédération des Agropasteurs de Diénder
- FAISE : Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur.
- FAO: Food and Agriculture Organization of the United Nations
- FPMN : Fédération des Producteurs Maraîchères de la zone des Niayes
- GIE : Groupement d'Intérêt Economique
- GOANA : Grande Offensive pour la Nourriture et l'Abondance
- IPDSR : Institut de Population, Développement et Santé de la Production
- IRD : Institut de Recherche pour le Développement
- ISRA : Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
- OIM : Organisation Internationale des Migrations
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- PLD : Plan Local de Développement
- REMED : Recherches sur les Migrations et Education au Développement
- REVA : Retour Vers l'Agriculture
- RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
- SDE : Sénégalaise Des Eaux
- UCAD : Université Cheikh Anta Diop de Dakar

SOMMAIRE

REMERCIEMENT.....	1
INTRODUCTION GENERALE.....	4
PROBLEMATIQUE.....	6
METHODOLOGIE.....	28
<u>PREMIERE PARTIE : LA COMMUNAUTE RURALE DE DIENDER GUEDJ UNE ZONE D'EMIGRATION.....</u>	32
1-CONNNAISSANCE DU MILIEU.....	33
2-CARACTERISTIQUES DES MIGRANTS.....	42
<u>DEUXIEME PARTIE : LES INVESTISSEMENTS MARAICHERS DES MIGRANTS INTERNATIONAUX.....</u>	56
1-SITUATION DES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS.....	57
2-RETOMBES DES FINANCEMENTS MARAICHERS DES MIGRANTS SUR L'ECONOMIE A DIENDER GUEDJ	88
CONCLUSION GENERALE.....	101

INTRODUCTION GENERALE

Les migrations ont existé depuis très fort longtemps même si elles ont toujours souffert de marginalisation. Aujourd’hui, elles ont gagné en ampleur et en intensité dans un contexte mondial de mondialisation qui prône une libre circulation des personnes et des biens aboutissant à une mobilité croissante. Les chiffres relatifs aux flux migratoires sont ahurissants. Au Sénégal en particulier, plus d’un ménage sur dix est concerné par ce mouvement¹. Cette situation n’épargne pas la communauté rurale de Diénder Guedj qui se caractérise par une forte émigration vers la France, l’Italie, l’Espagne et à moindre mesure les Amériques. Elle constitue à ce titre un « terrain » idéal pour évaluer les retombées de la migration sur le développement de l’agriculture plus particulièrement le maraîchage, l’activité principale du milieu.

Les retombées de la migration peuvent être assimilées aux transferts de fonds des migrants dans leurs pays d’origine. Ces transferts sont, pour bien des pays en développement comme le Sénégal, en particulier le « monde rural » une source financière d’une portée indéniable. A l’instar du pétrole, la migration semble être considérée alors comme une mine d’or mais renouvelable. D’après les statistiques, l’apport des migrants dépasse même l’apport des investissements directs étrangers, y compris l’aide au développement constituée de don et de prêt, souvent destinée aux pays dits « pauvres ». Pour le Sénégal, les migrants ont injecté environ 341 milliards FCFA (environ 740 millions USD) en 2005, et 566 milliards FCFA en 2006/2007, selon le rapport 2007 de la Banque africaine de développement (BAD). Ils se sont ensuite stabilisés à environ 555 milliards FCFA (environ 1 milliard USD) en 2008.

De ce fait, l’orientation ou l’utilisation de ces fonds importants surtout en termes d’investissement mérite d’être analysée et approfondie pour essayer de voir leurs réelles portées sur l’espace rural. Les retombées financières de la migration ont toujours été vues comme un moyen de satisfaire les besoins à caractère familial (se nourrir, se soigner, éduquer les enfants et s’abriter) et que leurs effets sur le développement seraient incertains. Cependant, les priorités d’investissement des migrants ont évolué au fil du temps notamment dans le « monde rural » vers un trait essentiellement agricole. Dans la communauté rurale de Diénder Guedj peuplée de 29922 habitants, le maraîchage capte une bonne partie des investissements

¹LESSAULT. David, 2002, L’émigration internationale au Sénégal: les enseignements du dernier recensement de la population du Sénégal(INED), MAFE-SENEGAL, page 5.

des émigrés de la localité. Le maraîchage est pratiqué entièrement par la population et constitue évidemment sa principale source monétaire et alimentaire.

En outre, ces investissements ont influé de nouveaux changements sur les activités maraîchères ainsi que sur le statut du migrant et sur l'économie rurale. Le migrant s'affirme en tant qu'acteur central du développement de sa localité d'origine et est de plus en plus présent et considéré. Il revalorise le maraîchage et crée de nouveaux modes d'exploitations comme l'exploitation à l'entreprise qui pourvoie une main d'œuvre significative. Le développement de l'agriculture rurale trouve-t-il ainsi sa réponse dans les fonds migrants ?

C'est dans ce cadre, s'inscrit alors la présente étude ayant comme dessein d'apporter un éclaircissement sur les investissements agricoles des migrants. Toutefois, l'on se limitera précisément aux investissements maraîchers. Ainsi, en premier lieu, nous analyserons les éléments de connaissances de la zone d'étude en essayant de voir son profil migratoire. Ensuite, nous exposerons le profil des migrants investissant dans le maraîchage. Dans la dernière partie de l'analyse, nous étudierons la situation des investissements des migrants en tentant de voir les logiques d'investissement et en mettant plus notre réflexion sur les changements apportés par les investissements des migrants dans les périmètres maraîchers à Diénder Guedj ainsi que leurs retombées sur le développement économique.

PROBLÉMATIQUE

Présentement, la migration compte parmi les grandes questions mondiales qui suscitent des intérêts particuliers de la part des acteurs politiques, économiques et de la société civile. Les personnes en mouvement de par le monde, marquées par des disparités abyssales entre le nord et le sud et où l'on dénombre six milliards de voisins, sont aujourd'hui plus nombreuses qu'elles ne l'ont jamais été.

Singulièrement au Sénégal, pays traditionnel de migration, un ménage sur six compte au moins un membre qui vit à l'étranger. Dans le même sens, **Madame Seynabou Gaye Touré**, Ministre déléguée auprès au Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, chargée des Sénégalais de l'Extérieur, a affirmé que « sénégalais bi toukki kat la », c'est-à-dire « le sénégalais est un grand migrant ».

Outre, ces aspects d'ampleur, ce phénomène revêt des dimensions économiques qui atteignent des proportions prodigieuses. Cela se traduit par les flux financiers des migrants.

Depuis une décennie, le marché des transferts d'argent des migrants a connu une hausse considérable et significative. Les migrants envoient mensuellement ou annuellement des fonds colossaux dans leurs pays d'origine, nonobstant un contexte de crise économique mondiale qui sévit aussi dans les pays d'Europe provoquant la baisse des transferts de fonds des migrants.

D'après les données des comptes nationaux du pays, les envois d'argent des migrants sénégalais représentent 15,1 % du PIB du pays. Sur la période 2000-2004, la progression est de 82 % sur quatre ans et de 17 % par an. Selon le classement fait par Gupta, Pattillo et Wagh (2007), le Sénégal est le troisième pays d'Afrique subsaharienne (derrière le Nigéria et le Kenya) à recevoir le plus de transferts d'argent en valeurs absolues, et le quatrième (derrière le Lesotho, le Cap Vert et la Guinée Bissau) en pourcentage du PIB. C'est dans ce même ordre d'idée que le Directeur de cabinet du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, M. Moctar. SAKHO a révélé que « les émigrés ont injecté 643 milliards de francs CFA dans notre pays durant l'année 2011. »² Qu'en est-il vraiment de ces flux financiers ?

Ces ressources monétaires tirées de la migration constituent à la limite une source financière considérable pour aider à relancer l'économie de leur pays d'origine, en particulier les espaces ruraux. Cependant, l'usage de ces fonds pose problème dans leur gestion comme dans la

² Séminaire sur « gestion et suivi des projets » destiné aux émigrés de retour au Sénégal, organisé par le Fonds d'Appui d'Investissement aux Sénégalais de l'Extérieur (F.A.I.S.E), ENA, 31 mai 2012.

priorisation des secteurs où investir, poussant certains partisans de l'optique du « syndrome du migrant » à défendre que la migration est plutôt un facteur d'appauvrissement qu'un facteur de développement. En général, les transferts de fonds des migrants sont affectés à la satisfaction des besoins familiaux, au détriment des secteurs économiques productifs tels que l'agriculture. Ce qui pose le débat sur les ordres de priorité des investissements des migrants dans leurs pays respectifs « survivre d'abord et investir ensuite ». En outre, les migrants semblent donner plus d'importance au confort et au prestige souvent exprimé à travers les cérémonies à l'image des mariages. Ils portent plus d'intérêt sur le social que sur les projets susceptibles de produire une plus-value économique. Les émigrés laissés à eux même, n'ont pas bien souvent la capacité managériale des projets. Ainsi, ne serait-il pas temps de revoir l'éducation financière des migrants pour en faire des acteurs économiques de premier ordre, en orientant leurs épargnes vers des réalisations à vocation productive?

En revanche, Diénder Guedj, une zone propice à l'agriculture, marquée par une présence de l'eau, attire des investissements venant de plus en plus des migrants de retour comme actuels. La crise économique et le problème de regroupement familial ont précipité sans nul doute le retour des migrants. Ces derniers à travers leur épargne « projet » investissent financièrement, matériellement et immatériellement dans la filière maraîchère, une activité qui repose sur un fond historique, sociologique et géographique. Le maraîchage, dans la communauté rurale, est un mode de vie ou encore une identité. Ainsi, ces ressortissants de la communauté rurale de Diénder Guedj investissent-ils dans le secteur maraîcher pour la rentabilité économique ou seulement par l'attachement culturel ?

Hormis les migrants, d'autres acteurs sont aussi présents dans le maraîchage. Ces acteurs sont essentiellement les banques, les réseaux mutualistes, les associations villageoises, etc. Cependant, la densification des structures bancaires et des réseaux mutualistes de proximité a-t-elle motivé ou promu les investissements des migrants dans le maraîchage ?

Le Sénégal n'est pas autosuffisant en matière alimentaire. Le pays importe l'essentiel de sa nourriture. Les investissements accordés au secteur agricole sont faibles. Selon, Jean ZIEGLER « Le Sénégal n'investit que 7,8 % de son budget dans l'agriculture »³. Ce constat semble être le même dans la filière maraîchère où selon le coordinateur de la Fédération des Producteurs Maraîchers dans la zone des Niayes (FPMN), M. Sidy Guèye (mai 2012), « les Niayes, malgré, le fait d'être considérées comme la première zone productrice en produits

³Alassane. Samba. DIOP, « Wade a remis des terres à des multinationales », in l'Observation N° 2673, vendredi 17 Août 2012, page n° 2.

maraîchers, souffrent d'un déficit financier chronique qui constitue un frein majeur pour booster ce secteur. ». C'est pratiquement dans ce même sens qu'abonde aussi les Nations Unies⁴ :« La crise alimentaire mondiale constatée aujourd'hui est avant tout le résultat de l'insuffisance des investissements observée depuis un certain temps, et qui a causé la baisse de la productivité agricole des pays en développement. » De ce fait, les investissements des migrants peuvent-ils constituer une réponse face au déficit financier constaté dans les activités agricoles comme le maraîchage ? Autrement dit, les transferts des migrants peuvent-ils se substituer à l'Etat ? Ne devons-nous pas optimiser alors les fonds constants issus de la migration dans les secteurs comme l'agriculture, dans une optique de création d'emplois et d'un développement économique plus harmonieux en monde rural ?

Les investissements des migrants ne constituent-ils pas un apport important pour la relance de la production maraîchère et la mise en valeur des terres abandonnées, et même restreindre l'attrait de l'émigration ? Ces investissements maraîchers permettent-ils de réduire la dépendance des ménages en vers les revenus migratoires ? Quels changements les investissements des migrants ont apporté dans l'exploitation de la production maraîchère ?

C'est à ce niveau qu'il paraît intéressant de se pencher pour bien analyser les investissements agricoles des migrants internationaux dans le maraîchage à Diénder Guedj.

Ainsi, les investissements des migrants internationaux peuvent-ils influer sur le développement de l'agriculture notamment le maraîchage dans la communauté rurale de Diénder Guedj ?

Rapport

⁴ 2008, la conférence de presse organisée au Siège des Nations Unies, sur les questions relatives à l'agriculture, la sécheresse et la désertification.

REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE

Il existe plusieurs documents portant sur les investissements des migrants et leurs effets sur le développement des milieux d'origine. Toutefois, à travers notre revue critique (non exhaustive) on s'est rendu compte que la plupart des travaux menés dans la localité de Diénder Guedj portent plus sur les investissements immobiliers des migrants que sur les investissements agricoles.

Néanmoins, cet inventaire bibliographique nous a permis de bien documenter notre sujet, en nous fournissant des renseignements sur le phénomène migratoire d'une manière générale, sur la zone d'étude qu'est Diénder Guedj mais aussi en apportant des éléments de réponses aux interrogations posées par notre sujet.

❖ Aymar Narodar SOME, *Migration au Sénégal, profil national 2009*

Dans cette publication, l'auteur montre que le Sénégal est à la fois un pays d'immigration et d'émigration, avec un solde migratoire positif (immigrés moins émigrés). L'immigration est principalement une migration de transit, en raison de sa position géographique, les candidats à l'émigration, d'Afrique de l'Ouest en particulier, transitent par le Sénégal pour se rendre plus au nord, dans les pays du Maghreb, ou pour emprunter les voies maritimes et aériennes vers l'Occident. Il souligne que le regroupement familial apparaît comme l'une des raisons principales en 2001 puisque 51,4% des immigrés justifiaient leur venue par des raisons familiales (ANSD, 2004). À cela s'ajoute les raisons liées au travail ou à l'économie. Toutefois, les principales destinations des sénégalais sont la Gambie (20 %), la France (18 %), l'Italie (10 %), la Mauritanie (8 %), l'Allemagne (5 %) et le Ghana (5 %). L'auteur pose également deux problèmes majeurs de la migration : la problématique de l'exode des compétences et la question des transferts de fonds. Bien qu'êtant un document intéressant, il ne traite pas de façon profonde les investissements agricoles des migrants dans leurs pays de départ, hormis les chiffres relatifs dans la région de Dakar par le bureau de Dakar de l'OIM, près de 50 % des envois finiraient dans la consommation courante, contre 25 % pour l'épargne de précaution, 20 % pour l'investissement immobilier et moins de 5 % seulement pour l'investissement productif (OIM, 2007).

- ❖ Babacar DIONE, Jérôme LOMBARD, *diagnostic des initiatives de réinsertion économique des migrants de retour dans leur pays d'origine : étude de cas du Mali*

Ce document retrace la réinsertion des migrants et les projets développés par ces migrants en termes de réussite et d'échec ou de blocage. Les auteurs montrent que beaucoup de migrants prennent l'option de retourner vivre dans leur pays d'origine avec un projet d'investissement personnel et que leurs échecs sont surtout liés à la charge familiale. L'étude nous renseigne sur les conditions initiales contribuant aux succès des projets menés par les migrants de retour. Ces conditions sont surtout la pratique du secteur d'activité, l'expérience professionnelle, l'importance du capital de départ et le soutien de la famille. On peut retenir aussi que les migrants de retour investissent plus en ville qu'en milieu rural. Puisque, la ville ouvre des perspectives de développement plus importantes. Le document précise également que les migrants de retour des pays Africains ne bénéficient de l'aide d'aucun bailleur de fonds, contrairement aux promoteurs émigrés en France qui, informés des programmes d'aides, ont souvent misé sur un soutien financier pour le développement de leur projet. Cependant, la limite de ce travail par rapport à notre étude réside sur le fait de son caractère strictement urbain.

- ❖ DIAGNE. Alioune et RAKOTONARIVO. Andonirina, *Les transferts des migrants sénégalais vers la région de Dakar : ampleur et déterminants.*

Ce rapport a été réalisé en 2008, par l'Institut National d'Etudes Démographique (INED). L'étude porte surtout sur la nature et l'importance des transferts migratoires, les facteurs associatifs aux transferts et en fin, les transferts et les conditions de vie des ménages.

Selon, l'auteur une part importante des migrants transfère des biens en nature ou de l'argent à destination de leur famille restée à Dakar. Cependant, il souligne que les sommes envoyées restent faibles et servent majoritairement aux dépenses quotidiennes des ménages bénéficiaires et à la constitution d'une épargne ou l'achat d'un bien immobilier. A son avis, le fait que le migrant soit un homme, ayant une proximité relationnelle avec le ménage, est important dans le transfert d'argent destiné à la famille. Il va jusqu'à préciser que du côté des ménages, le nombre de migrants dans le ménage influence la propension à recevoir des transferts d'argent. Il soutient aussi que les ressources issues de la migration semblent constituer une aide pour la vie ou même la survie quotidienne des ménages à Dakar mais ce dernier dénonce la part marginale des sommes destinées aux investissements productifs.

- ❖ FALL. Abdoulaye. Amadou, *Étude de cas sur le financement des agriculteurs et agricultrices urbains de la zone des Niayes (Sénégal)*.

Dans cette étude, l'objectif global est d'évaluer le système de financement de l'agriculture urbaine et périurbaine au Sénégal. Tout d'abord, l'auteur remarque l'agriculture est considérée le plus souvent, à tort, comme une activité marginale et non rentable. Pourtant, sa promotion permet de lutter contre la pauvreté.

Sa situation actuelle de son financement, marquée par le faible engagement des banques commerciales, de l'Etat et l'accès limité et contraignant au crédit, ne permettra pas de répondre aux besoins d'une population urbaine galopante.

Selon l'auteur, le secteur horticole qui constitue le principal bassin d'activités agricoles en zone urbaine a été longtemps négligé par l'État au profit des cultures céréalières et de rente. Face à ces difficultés de financement, de nouvelles stratégies sont mises en œuvre, à l'instar des caisses d'épargne et de crédit qui cherchent à conserver les valeurs de solidarité qui ont fait le succès de la tontine. La micro-fiance est présentée comme un puissant moteur de pallier aux problèmes de finance du secteur agricole.

Par ailleurs, dans ce document, les besoins de financement et l'accès au crédit, ont occupé une large part. En effet, l'eau, les équipements, les technologies de production et le fonds de roulement constituent les besoins les plus élevés. Les problèmes majeurs du développement de l'agriculture urbaine restent la rareté de l'eau et du foncier. A cela s'ajoute l'accès difficile aux crédits en raison des garanties difficiles à avoir, un apport personnel non disponible (pas assez d'argent pour épargner) et des délais de remboursement courts.

- ❖ LACROIX. Thomas, *Migration, rural development, poverty and food security: a comparative perspective*.

Ce rapport est basé sur une comparaison entre sept études de pays (l'Inde, la Jamaïque, le Kenya, le Sri Lanka, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Tonga et la Jamaïque). Il est initié par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en collaboration avec la Fondation du Commonwealth et de la Commission Rampal sur la migration et le développement. La question centrale de ce rapport est la suivante: de quelle manière et dans quelle mesure la migration peut être un instrument de lutte contre le sous-développement rural, la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les zones rurales?

En effet, l'auteur par de l'idée selon laquelle, les aléas climatiques, les parasites, les maladies et la volatilité des prix des denrées alimentaires sont une menace constante pour les revenus des agriculteurs et que la migration a toujours été un moyen pour compenser les irrégularités de revenus des ménages. Aussi, l'auteur montre que les stratégies de développement ne prennent pas en compte la migration et s'ils le font, c'est de le traiter comme un problème à résoudre plutôt que comme un instrument destiné à être utilisé.

Dans le cas de l'inde, la migration est reconnue par les pouvoirs publics comme un atout économique et politique majeur. Ainsi, une politique à multiples facettes diaspora a été mise en œuvre.

L'auteur souligne également que les envois de fonds des migrants constituent un filet de sécurité pour les ménages ruraux. Ces transferts financiers sont la principale forme de la contribution des migrants à l'amélioration des moyens de subsistance de ceux qui restent. Néanmoins, il précise que la migration internationale est susceptible d'augmenter les écarts de revenus entre les ménages internes, internationaux, et non-migrants. Etant donné qu'en raison de la hausse des coûts de voyage et de règlement, les émigrés à l'étranger ont tendance à provenir de ménages les plus riches et des zones plus riches. Par contre, les ménages les plus pauvres ont tendance à opter pour la migration rurale-rurale ou rurale-urbaine et donc recevoir des envois de fonds inférieurs.

D'autre part, l'auteur explique au Bangladesh, le pouvoir d'achat des migrants a un impact positif sur l'emploi rural. La migration a contribué à la création des commerces et a bénéficié le secteur de la construction et des services agricoles. Et elle améliore aussi la sécurité alimentaire des ménages. L'auteur affirme que les envois de fonds sont largement utilisés pour la consommation quotidienne, en particulier dans les ménages pauvres.

❖ FALL. P. D, *Migration, Marché du travail et Développement*.

D'après l'auteur, l'augmentation des transferts financiers des migrants constitue l'arbre qui cache la forêt. A son avis, les travaux menés sur les migrations sont surtout axés sur le volume des transferts d'argent des migrants que sur le migrant lui-même.

Par ailleurs, il affirme que les fonds injectés au Sénégal par les migrants dans l'économie provenaient en 2005, de plus de 43 % du continent africain notamment les pays limitrophes ou la Gambie avec les 27% du volume global des transferts se met au premier

rang toute provenance confondue. Ceci prouve que la migration intra africaine, interafricaine ou sud mérite une attention particulière même si aujourd’hui la migration vers l’Europe domine les discussions.

L’auteur montre aussi la méfiance affichée par les structures bancaires aux migrants. Une situation qui conduit les migrants à ne compter que sur ses revenus propres. Et ceci limite parfois leurs investissements

Par contre, bien qu’étant un document important pour bien appréhender les conséquences de la migration, l’auteur ne met pas de façon précise sa réflexion sur les investissements productifs des migrants.

❖ GUBERT. Flore, *Le développement est-il une réponse aux migrations internationales ?*

Cet article présente les principaux résultats d’une recherche portant sur l’analyse des liens entre migration et développement. Les données mobilisées sont issues d’une enquête de ménages réalisée par l’auteur en 1997 au sein de huit villages situés en bordure du fleuve Sénégal, à proximité de la ville de Kayes (voir Gubert, 2000).

L’auteur souligne dans cet article que le comportement migratoire diffère sensiblement entre homme et femme. Les femmes sont en moyenne moins mobiles que les hommes et lorsqu’elles migrent, choisissent de migrer à l’intérieur du pays au contraire des hommes qui privilégient des destinations étrangères. La distance est alors un élément déterminant dans la migration féminine ou masculine.

L’auteur souligne que la fréquence et le montant des transferts varient considérablement selon les pays d’immigration. Les migrants vivant à l’étrangère envoient plus de l’argent à leurs familles que ceux vivant à l’intérieur du pays.

Dans le cas du Mali, il fait savoir que le comportement de transferts des migrants paraît guidé par un motif d’assurance. Il existe une corrélation positive et statistiquement significative entre les chocs subis par les familles et le montant des envois de fonds qu’elles reçoivent. La fonction d’assurance des transferts implique aussi que les ménages récipiendaires sont protégés contre les désagréments des chocs qu’ils subissent. Ils constituent donc un instrument de lutte contre la pauvreté transitoire et la vulnérabilité dont les effets néfastes, sur la santé et l’éducation des enfants notamment, sont largement décrits dans la littérature. De la même façon, en suppléant à l’absence de systèmes d’assurance-maladie. Cependant, les ménages ont une incitation à « tricher » en réduisant leurs efforts dans la production agricole

et s'en remettre aux migrants pour leur subsistance. De ce fait, en cas de rupture soudaine des transferts, ces ménages migrants seront confrontés sans doute à des difficultés majeures. Contrairement dans notre étude, les transferts des migrants ont participé activement aux investissements maraîchers. La migration est un mécanisme d'assurance pour les familles mais surtout une ressource financière palliant le déficit des investissements accordés à l'agriculture.

Il précise également que les associations de migrants contribuent activement aux aspects de la vie sociale des villages (éducation, santé, mosquée, etc.). Mais souligne, par contre, le caractère non productif des projets souvent mis en place. Les quelques investissements à vocation productive qu'ils financent sont généralement réalisés en milieu urbain, dans des secteurs comme l'immobilier, transport, hôtellerie, etc. L'auteur trouve que les principales raisons à ce phénomène sont qu'en milieu rural, des conditions climatiques particulièrement défavorables ou des infrastructures routières défaillantes ou inexistantes sont bien souvent des facteurs qui incitent les paysans à se détourner de l'agriculture et qui ne favorisent pas le réinvestissement des transferts migratoires localement. Ce document est important pour comprendre le rôle des transferts dans le fonctionnement des ménages qui ont des migrants mais il ne pose pas de manière éclairée la fraction accordée aux investissements agricoles.

- ❖ KHOUMA. M, *les investissements immobiliers des migrants internationaux au sein de la région de Thiès.*

L'auteur remarque que la recherche du travail et les raisons familiales restent les principaux motifs de la migration dans cette localité. Il souligne également que la fréquence des envois d'argent des migrants dépend de ses possibilités d'épargne, de la disponibilité des structures de transferts et des besoins de la famille. Ainsi, pour que le retour des migrants soit favorable à l'économie du milieu d'origine, il serait nécessaire voir obligatoire de développer des politiques migratoires efficaces pour orienter le capital des migrants. Dans ce mémoire, l'auteur montre que les migrants investissent plus dans le secteur immobilier que dans le secteur agricole.

- ❖ LESSAULT. David, 2002, *L'émigration internationale au Sénégal: les enseignements du dernier recensement de la population du Sénégal*

Ce dernier recensement sur l'émigration internationale au Sénégal a été réalisé par MAFE. Il a deux principaux objectifs. Il s'agit d'abord de décrire les tendances récentes de l'émigration

internationale sénégalaise et d'examiner les relations entre le niveau de vie des ménages et leur statut migratoire.

Au sorti de leur recensement, 170000 Sénégalais sont partis à l'étranger entre 1997 et 2002 soit l'équivalent de la population de la ville de Saint Louis (5ème ville du Sénégal). Le taux d'émigration est de 1,8% et la prévalence migratoire revient à 11,9%.

Quant à la distribution régionale des départs entre 1997 et 2002, trois « régions » principales ont assuré près de la moitié des départs récents. Il s'agit de Région de Dakar: 26% des départs, la Région du « fleuve » (Matam et Podor) 12% et des départs Département M'Backe (Touba) 7% des départs. Mais de nouveaux espaces d'émigration émergent: Kanel, Louga, Thiès, Backel, Kaolack, Bignona, Kolda.

De ce fait, trois faits marquants sont distingués : La baisse de la part relative des destinations africaines au profit des destinations du Nord, la diversification des destinations du Nord (Europe du Sud et Etats Unis), les espaces d'émigration qui varient fortement selon les régions d'origine.

Ce recensement souligne également que le choix de destination des migrants (Nord ou Sud) dépend du niveau de richesses des ménages. Il précise que la migration vers le « Nord » améliore le niveau de vie des ménages contrairement à celle vers le « Sud ». La réorientation de la migration sénégalaise vers le Nord est motivée par la richesse.

❖ *MBOUP Bara, politiques de développement, migration internationale et équilibre villes campagne dans le vieux bassin arachidier (région de LOUGA)*

L'auteur fait savoir que le vieux bassin arachidier était une zone qui attirait beaucoup de personnes du fait de son importance économique. Cependant, ce dernier a subit de profondes mutations avec la crise arachidière rendant son économie expirante. Aujourd'hui, cette zone est devenue l'un des principaux foyers d'émigration du Sénégal. Toutefois, la migration a participé de façon significative au développement de la région de Louga. Elle a enclenché une nouvelle dynamique permettant à la région de Louga de retrouver sa compétitivité mais aussi de rétablir l'équilibre entre villes et campagnes. Aujourd'hui, il est impératif de compter sur l'apport des migrants. Les envois de fonds ont permis à la population de palier à l'insuffisance des revenus issus de l'activité arachidière. Aussi, l'auteur compare ici la migration à l'arachide, comme étant une ressource capable d'encourager le développement économique. Il précise que la migration surtout internationale a été l'alternative de la crise arachidière et a permis la reconstitution de l'espace. Il souligne que les investissements des migrants suivent

une certaine logique ou priorité. La première logique est le soutien du migrant à la consommation de famille pour assurer sa sécurité alimentaire en l'évitant de toute éventuelle crise. Le transfert constitue ainsi un soutien à la famille rurale. La deuxième logique est la construction d'une maison. En fin, la dernière logique concerne les investissements productifs. A son avis la migration est plutôt un atout qu'un problème.

❖ SALL. Seydou, *Les investissements des migrants dans le pays de départ : cas des investissements agricoles à Ndouloumadji Dembé (Région de Matam)*

Dans ce mémoire, l'auteur souligne deux faits majeurs qui ont motivé la migration des habitants du village de Ndouloumadji Dembé appartenant à la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Les effets des sécheresses successives des années 1970 et la croissance de la population de l'ordre de 3,7% démographique ont poussé la population à adopter de nouvelles stratégies comme la migration, en vue de combler le déficit des ressources économiques. Le facteur environnemental et celui démographique sont alors les principales causes de la migration.

D'autre part, il affirme que grâce aux retombées économiques de la migration, les migrants ont pu contribuer à bâtir leur terroir. La migration a limité les difficultés causées par le désengagement de l'Etat et la raréfaction des capitaux. Ce fut le cas de Ndouloumadji Dembé où la mise en place de groupements d'intérêts économiques pour la plupart créés par les émigrés. Ces GIE ont repris la gestion et le financement des différentes campagnes agricoles des périmètres irrigués villageois restés inexploités depuis le retrait de l'Etat. Ainsi, la migration a induit des changements dans la gestion des périmètres irrigués au sein de la vallée du fleuve Sénégal. Cette dernière serait un moyen de contourner et de vaincre les risques et les chocs.

❖ *Rapport de l'atelier sur la migration et le développement et la réduction de la pauvreté*

Ce rapport est le fruit d'un atelier organisé par Horizon Sans frontières à l'occasion de la journée mondiale de la migration du 18 décembre 2012, avec comme thème « Migration et Développement ».

Cette rencontre a réuni des personnalités comme le représentant le Ministère des affaires étrangères et des sénégalais de l'extérieur et le Ministère de l'environnement, des ambassades, des associations de la diaspora, des associations qui luttent contre la migration clandestine,

des ONG, des membres du corps diplomatiques accrédités à Dakar ainsi que des personnalités issues du monde culturel et de la recherche.

Au cours de l'atelier, les principaux thèmes débattus tournaient autour des questions portant sur : Flux migratoires et Dialogue interreligieux, Flux migratoires et VIH SIDA, Flux migratoires et Economie, et en fin Flux migratoire et Environnement. C'est ainsi que Monsieur Massène SECK, consultant a abordé le thème flux migratoires et économie. Dans son discours, il repasse en revue la notion de migration. Selon lui, les personnes migrent par manque de perspectives et que la crise économique est l'absence de responsabilité de l'Etat mais elle est aussi le fait que chaque jeune a son levé du matin pense à migrer en Europe. Selon, le présent de l'horizon sans frontières, Monsieur Babacar SEYE, la migration est un droit économique et que chaque jeune a le droit de chercher sa réussite ailleurs. Il va jusqu'à comparer la migration au pétrole en disant que le pétrole est une ressource usable alors la migration est une mine d'or mais renouvelable.

- ❖ TALL. M. Serigne, *les investissements immobiliers à Dakar des émigrants sénégalais.*

L'auteur souligne que l'habitat constitue le secteur de prédilection de l'investissement des migrants internationaux sénégalais. Selon l'auteur, la réduction drastique des subventions étatiques allouées aux sociétés immobilières a plongé ces dernières dans une crise financière qui les empêche de réaliser leurs programmes de logements. Du coup, le migrant investisseur se substitue à l'Etat. Et ses investissements constituent une alternative. Il précise aussi qu'il ya relation entre les cycles migratoires et les vagues d'investissements. Les investissements des migrants dépendent des logiques qui peuvent être familiales, culturelles de rentabilité, d'âge, etc. L'analyse de ce document nous a permis de construire quelques éléments comparatifs entre les logiques des investissements agricoles et les logiques des investissements immobiliers.

- ❖ WAN. A, *Optimiser les retombées présentes et minimiser les effets négatifs de migration de main-d'œuvre.*

Dans ce document, l'auteur montre que la migration de travail offre des opportunités mais aussi des risques pour le développement des pays d'origine. L'auteur distingue également quatre aspects importants de la migration qui peuvent contribuer au développement économique des pays de départ. Il s'agit du capital financier des migrants (envois de fonds),

du capital humain (compétences, savoir faire), du capital social des migrants qui peut faciliter les relations entre les pays et enfin du capital culturel des migrants. Cependant il précise qu'il faut encadrer la migration de travail, tout en n'oubliant pas que la migration doit être au centre et considérée non comme une ressource mais aussi comme un partenaire.

Toutefois, l'auteur analyse la migration dans son aspect bénéfique mais ne devrions-nous pas revoir ces effets contraignants pour mieux optimiser ces retombées.

CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

A- cadre théorique

L'ampleur prise par les investissements des migrants dans leurs pays respectifs a suscité la réflexion de plusieurs auteurs qui ont tenté de développer des théories et des logiques. Toutefois, en revisiter quelques unes nous semble important pour avoir une connaissance approfondie de l'orientation ou l'usage de ces fonds de migrants dans les secteurs productifs, à l'instar du maraîchage.

Le couple migration-investissement constitue un bon indicateur pour mieux appréhender l'usage des fonds des migrants dans leurs pays d'origine et leurs impacts sur le développement. La migration est vue ici comme une source de revenus permettant au migrant d'investir dans un projet quelconque. Ce qui renvoie à la théorie d'accumulation qui considère la migration comme outil d'accumulation d'un capital primitif. On parlera alors d'« objectif d'épargne ». La migration est axée sur la recherche de fonds et de revenus, dans le souci d'investir en milieu d'origine. La plupart des ménages surtout pauvres utilise l'émigration comme une source de diversification et une stratégie d'assurance contre les chocs internes. Anis, selon Samuel A. Stouffer « les personnes se déplacent parce qu'elles y trouvent un avantage, une amélioration de leurs ressources,... »⁵

Néanmoins, il faut signaler que ce ne sont pas toutes les migrations qui aboutissent à une accumulation de fonds ou d'investissement. L'accumulation dépend à priori de la réussite du migrant en milieu d'accueil et de sa capacité d'épargne. La réussite migratoire est essentielle pour capitaliser des fonds.

Par ailleurs, l'épargne des travailleurs migrants constitue également une grande ressource financière pouvant faire l'objet d'investissement dans le secteur agricole et peut jouer un rôle important dans la création d'emplois. Ceci nous renvoie aux théories sur les logiques d'investissement des migrants.

Effet, les projets d'investissement des migrants sont souvent inscrits dans leur décision migratoire. Le migrant investit pour préparer son retour et vivre décemment dans le milieu de départ. L'investissement agricole serait alors une stratégie de retour. Ce qui pose la relation

⁵DUMONT (G.F), 1995- Les migrations internationales. Les nouvelles logiques migratoires. SEDES, Paris, page 77

entre le cycle migratoire et les investissements agricoles. Le migrant met donc en place une stratégie prospective.

Les investissements des migrants dans l'agriculture sont aussi destinés à la famille. On parlera, alors, de la logique familiale. Les migrants investissent pour disposer de ressources additionnelles qui pallieront les retards ou/et les insuffisances que connaissent les envois destinés à l'entretien de la famille. Très souvent, les migrants à l'étranger confient la gestion de leurs exploitations à leurs familles (cousin, oncle, neveu, etc.). Ces exploitations sont souvent familiales. La famille est au cœur même de la décision de l'émigré. Néanmoins, les investissements des migrants, notamment dans l'agriculture, ne sont pas uniquement destinés aux besoins de la famille mais aussi à la rentabilité financière. Dans la logique de rentabilisation financière, le migrant cherche à maximiser ses investissements. Cette rentabilité peut être à court terme (maraîchage) ou à long terme (arboriculture). En effet, les investissements agricoles des migrants peuvent être mixtes (logique mixte). Le migrant essaie en même temps de nourrir sa famille et de rentabiliser son investissement.

En effet, dans notre zone d'étude, les investissements des migrants sont liés aussi bien à la logique de la densification qu'à celle culturelle. Les Niayes étant une zone à prédilection maraîchère, produisent l'essentiel de la production nationale de légumes du pays. La densification de l'activité maraîchère attire les investissements des migrants car ayant la possibilité de fructifier l'investissement. Par ailleurs, le maraîchage est l'activité première de la population, ce dernier constitue même l'identité culturelle de la zone des Niayes et de sa population. En outre, les investissements des migrants, dans le maraîchage sont déterminés par l'ancre de cette activité dans les habitudes de la population.

B- cadre conceptuel

La migration

Parmi tous les phénomènes humains, la **migration** est sans conteste l'un des plus difficiles à analyser et à cerner. Elle est diversement comprise et son étude pose un débat important entre chercheurs de différentes disciplines (géographie, sociologie, anthropologie, droit, etc.). De ce fait nous avons au tant de définitions que de chercheurs.

Dans le dictionnaire les mots de la géographie, la migration« est un déplacement, un changement de lieu ». Cette définition renvoie à une compréhension simplifiée de la migration, qui n'est rien d'autre qu'un mouvement, un déplacement d'un lieu à un autre. Le

dictionnaire de géographie de Pierre. GEORGE et Fernand. VERGER⁶, abonde dans ce même sens en soulignant que « la migration est un ensemble de déplacements ayant pour effet de transférer la résidence des intéressés d'un certain lieu d'origine, ou lieu de départ, à un certain lieu de destination, ou lieu d'accueil. »

Mansour TALL⁷ vient appuyer ces définitions, précisant au-delà de l'aspect du déplacement temporel ou définitif de l'individu, d'un lieu à un autre accompagné d'un changement de résidence, le caractère de la durée pour trois à six mois au moins.

Quant à Gérard. François. DUMONT⁸, il appuie le point de vue de Pierre GEORGE et de Fernand VERGER sur la notion de la migration. Cependant, il met essentiellement sa réflexion sur la nature géographique de la migration. La migration a une double nature géographique, selon qu'on considère la direction qu'elle prend ou l'importance du champ parcouru. En cela, il précise que quatre types de parcours migratoires peuvent être distingués selon le rapport géographique entre le pays d'origine et le pays de destination. Il s'agit donc des migrations au niveau des espaces transfrontaliers, migrations des pays contigus, migrations régionales et mondiales. Ces différents types de migration peuvent être résumés à deux niveaux : la dimension internationale et la dimension interne. C'est ce que veut montrer aussi Madon Awissi Sall,⁹ en identifiant la géographie interne et internationale de la migration. Il précise que dans le contexte africain, « le fait de traverser une frontière ne constitue donc pas une condition suffisante pour parler de migration internationale mais plutôt le fait de franchir une frontière internationale. » Pour lui les déplacements dans les espaces transfrontaliers ne correspondent pas à la migration internationale, se sont juste de simples prolongements, au-delà des frontières. Par contre, il faut introduire alors le fait de traverser non seulement une frontière étatique mais aussi celle continentale. Et pour la migration interne, elle est plutôt le mouvement de personnes à l'intérieur des frontières d'un pays.

Toutefois une migration n'est jamais anodine, elle est toujours déterminée par des motifs qui font qu'on distingue :

- migration économique : Mobilise un certain nombre d'acteurs à la quête d'emploi rémunérateur. Elle peut être temporaire, saisonnière ou définitive.

⁶ GEORGES (P) et VERGER (F), 2006 – Le dictionnaire de la géographie. PUF, 472 pages

⁷ Mansour TALL, ACTES DU DINER DEBAT : *Les migrations internationales sénégalaises : potentiel financier et changement social*, IPFSR.

⁸ Gérard-François. DUMONT, 1995, les migrations internationales, Les nouvelles logiques migratoires, C.D.U et SEDES, paris, 53-59p.

⁹ Madon Awissi SALL (2010) Population et Développement en Afrique : Migration interne et Migration internationale au Sénégal : Que représente dans Dakar dans ce processus, IPDSR, n° 2, 103p.

- migration politique : Elle concerne les personnes victimes de troubles d'ordre politique (persécutions) en cas de guerre par exemple au niveau du pays d'origine.
- migration professionnelle ou étude : Elle concerne des personnes parties en mission pour une durée assez longue ou celles parties pour poursuivre leurs études à l'étranger.

En définitif, nous comprenons la migration comme étant un mouvement de population collectif ou individuel, volontaire ou forcé, à l'intérieur d'un territoire ou entre deux territoires voisins ou lointains pour un but bien défini de manière temporaire ou permanente tout en impliquant un changement du lieu de résidence habituelle, quelles que soient leurs causes, leur composition, leur durée, incluant ainsi notamment les mouvements des travailleurs, des réfugiés, des personnes déplacées ou déracinées.

Pour ce qui est du terme **migrant**, il s'applique à l'individu qui effectue le déplacement vers un pays ou une région pour une fin quelconque. Et usuellement la décision d'émigrer est prise librement par la personne concernée, pour des raisons « de convenance personnelle », améliorer leurs conditions économiques et sociales, et celles de leur famille. Toutefois, l'applicabilité de ce concept permute selon qu'on se trouve dans le pays de destination ou dans le pays de provenance. On parle alors d'**immigré** dans le premier cas et d'**émigré** dans le second cas. Autrement dit, l'émigration est « l'action de quitter un pays pour s'installer dans un autre pays, momentanément ou définitivement » tandis que, l'immigration est « le fait d'entrer dans un pays étranger pour s'y établir. »

Par ailleurs, pour la **migration de retour**, elle s'applique à la personne qui a effectué une migration et qui a l'intention de retourner dans son territoire d'origine de manière permanente ou temporaire, pour une durée supérieure ou égale à un an, après avoir été un migrant. De cette définition ressortent deux niveaux d'analyse. Il s'agit d'être un émigré et avoir l'intention de retour.

Présentement, la migration à laquelle notre étude s'intéresse est celle internationale, plus singulièrement les émigrés de la communauté rurale de Diénder qui ont migré en Europe en l'occurrence la France, l'Italie, l'Espagne et les Etats Unis, qu'ils y soient encore ou de retour mais investissant surtout dans le secteur maraîcher. Par contre, l'émigration sous régionale (Gambie, Côte d'Ivoire, Nigeria, Mauritanie, Ghana entre autres) sera ignorée.

L'investissement

Il est défini dans le dictionnaire de la géographie de Pierre GEORGE et Fernand VERGER comme « une application par un individu, une entreprise ou un gouvernement, d'une certaine quantité de monnaie à la création de biens de productions, d'équipements, de produits de consommation ou de services. » Ainsi, on distingue les investissements productifs utilisés pour accroître la production (investissements agricoles maraîchers des migrants) et les investissements sociaux qui sont destinés à améliorer les conditions de vie. Investir suppose alors l'existence d'un capital monétaire. Dès lors, les investissements maraîchers des migrants peuvent être résumés par le triptyque suivant :

- remplacement d'un matériel obsolète
- augmentation des capacités de production
- modernisation et accroissement de la productivité

Ici, l'investissement est assimilé à l'utilisation des fonds provenant de la migration mais aussi les compétences. L'investissement est à la fois matériel et immatériel. On peut investir soit en utilisant ses compétences soit en s'appuyant sur ses opportunités monétaires ou en combinant les deux. Dans les questions migratoires, l'investissement est surtout analysé à partir du montant d'accumulation du migrant. Or, il ne suffit pas d'avoir de l'argent pour réussir un bon investissement. Un investissement réussi suppose un gain ou une rentabilité économique ou sociale ; ce qui suppose surtout une **intention**(désir) et une **formation** de la part des migrants. De ce fait, il faudrait privilégier le renforcement de l'éducation financière des migrants afin qu'ils puissent être de vrais acteurs de développement. « L'éducation financière consiste à améliorer la capacité des individus à faire des choix “éclairés” et prendre des décisions efficaces sur l'utilisation et la gestion de leur argent » (Badara Ndiaye, OIT, 2011). Cela couvre les aspects des connaissances, des capacités et des comportements. Il est effectivement bénéfique pour les institutions financières d'avoir des clients qui sont mieux informés, et capables de rentabiliser leurs prêts.

L'investissement dépend également des conditions sociales et culturelles dans les pays de départ, conditions qui ne sont pas souvent favorables. Les notions de **construction de chez soi** et de **penser à la campagne** demeurent déterminants dans les investissements des migrants en milieu rural. Il faudrait éduquer les gens à cultiver l'amour du rural et à comprendre que la finalité du développement futur se trouve forcément au niveau rural.

Autosuffisance alimentaire/Sécurité alimentaire

La question de « l'autosuffisance alimentaire » est sujette à de nombreuses interrogations aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. La notion d'autosuffisance alimentaire est souvent confondue aux concepts de « sécurité alimentaire » et de « souveraineté alimentaire ». La sécurité alimentaire est un concept plus vaste que l'autosuffisance. L'autosuffisance alimentaire est « la capacité de satisfaire tous les besoins alimentaires d'une population par la seule production nationale. » alors que « **la sécurité alimentaire** est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine. »¹⁰

En fait, la sécurité alimentaire met en avant quatre dimensions :

- disponibilité des vivres ou stocks.
- disponibilité de revenus
- fonctionnement et stabilité des marchés
- accessibilité des ménages et des individus à l'alimentation.
- utilisation des aliments (dimension nutritionnelle et sanitaire).
- salubrité alimentaire

A notre niveau, la notion d'*autosuffisance* peut concerner tant un individu, une petite communauté, qu'un pays ou un groupe de pays. De ce fait, l'auto-suffisance alimentaire c'est lorsqu'une famille, une petite communauté ou un pays, est capable de produire assez d'aliments sains pour se nourrir. Etre autosuffisant pour son alimentation devrait être le credo de chaque pays.

L'espace rural

Comme toute étude géographique s'insère dans un espace géographique, nous avons choisi de porter notre réflexion sur l'espace rural. L'espace rural se rapporte au terme campagne ou village. La notion de village est une notion souvent opposée à celle de la ville surtout en termes d'activités, de niveau de vie et d'habitat. L'espace rural est caractérisé par une population largement agricole. Cependant, d'autres activités s'y pratiquent comme l'industrie rurale, l'artisanat rural, le tourisme rural etc.

¹⁰Extrait de la déclaration adoptée lors du Sommet mondial de l'alimentation tenu à Rome du 13 au 17 novembre 1996.

L'espace rural n'est plus un espace clos ou léthargique. Il est évolutif et dynamique. Aujourd'hui, l'espace rural connaît des mutations avec l'arrivée d'un nouvel acteur : le migrant investisseur. Comme en atteste la communauté rurale de Diénder Guedj où ils faut compter sur les migrants pour booster le secteur agricole.

CADRE OPERATOIRE

Les objectifs de recherches

Objectif général

Analyser la situation des investissements des migrants internationaux et les changements induis dans le secteur maraîcher ainsi que leurs retombées dans la vie économique de la population de Diénder Guedj.

Objectifs spécifiques

1. Identifier les caractéristiques des migrants internationaux et leurs logiques d'investissement dans la filière maraîchère à Diénder Guedj ;
2. Etudier les changements induits par les investissements des migrants dans le maraîchage à Diénder Guedj.

Les hypothèses de recherches

Hypothèse générale

Les investissements agricoles (maraîchers) des migrants internationaux induisent-ils des changements dans la pratique des activités maraîchères pour un développement économique de la communauté rurale de Diénder Guedj.

Hypothèses spécifiques

1. Les investissements des migrants ont entraîné des changements dans le maraîchage ;
2. Les investissements des migrants internationaux dans le secteur maraîcher ont des retombées dans l'économie de Diénder Guedj.

Opérationnalisation des hypothèses

HYPOTHESES	VARIABLES	INDICATEURS
les investissements des migrants ont entraîné des changements dans le maraîchage.	Provenance des investissements	<ul style="list-style-type: none"> • Fonds propres • Prêts • Financement d'un partenaire au développement • Soutien d'un migrant
	Changements dans la pratique du maraîchage	<ul style="list-style-type: none"> • Logique d'investissement • Type d'exploitation • Acteurs qui investissent niveau rural • Migrants plus considérés • Moyens matériels et, taille des exploitations.
Les investissements des migrants internationaux dans le secteur maraîcher ont des retombées dans l'économie de Diénder Guedj.	Investissements des migrants internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Monétaire • Matériel (terrain, forage, entrants, etc.) • Compétences • Main d'œuvre
	Retombées économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des périmètres maraîchers • Augmentation des revenus • Prolifération des marchés ruraux et des banques de proximité • Création d'emplois • Autosuffisance alimentaire

METHODOLOGIE

Notre méthodologie de recherche comprend les étapes suivantes : l'observation sur le terrain, la recherche documentaire, l'enquête et le traitement et l'analyse des données.

L'observation sur le terrain

À cet effet, nous nous sommes rendus d'abord au niveau du conseil rural de communauté rurale de Diénder Guedj pour disposer des éléments de connaissance concernant notre zone d'étude.

La recherche documentaire

Pour cette phase, nous avons visité les bibliothèques de l'UCAD, de l'ESEA et de l'IPDSR. Cette étape a permis de disposer d'une compilation de données sur l'ensemble des écrits portant sur la problématique des migrations notamment la valorisation des fonds des migrants. Pour plus d'approfondissement, nous avons fréquenté aussi le centre de documentation de l'OIM, les locaux du ministère des sénégalais de l'extérieur et de l'ISRA.

Au cabinet du ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'extérieur, et à la bibliothèque de l'Institut Sénégalaise de Recherches Agricoles, nous avons également recueilli plusieurs documents en version électronique. Enfin, les besoins de données statistiques nous ont conduits à visiter l'ANSD pour recueillir des données quantitatives.

Le recours également à l'Internet nous a été d'un apport considérable puisque nous avons pu disposer de documents en ligne très importants qui ont permis de construire certaines idées de ce mémoire.

Enquêtes de terrain

Le nombre de villages de la communauté rurale de Diénder Guedj étant chiffré à vingt un (21) villages, nous avons pris alors le 1/3 qui correspond à 7 villages suivant une méthode aléatoire élémentaire sur la base d'un tirage simple sans remise. La sélection de ces villages nous a amenés à mener également une prospection au niveau des chefs de villages, axée sur deux indicateurs majeurs. Il s'agit de l'ampleur de la migration et de l'importance de la pratique du maraîchage. Sur ce, nous avons identifié les villages comme Beer Thialane, Mbissao, Thor, Diender, Ndiar Tidiane, Thieudeme et Ndieuene. Pour être efficiente, cette approche d'enquête suppose :

- ✓ que, le chef de quartier ou le responsable associatif ou de structure d'appui ait une parfaite connaissance du milieu ;
- ✓ que le chef de quartier ait des relations étroites avec la population cible.

De plus cette enquête nous a permis de collecter des données sur le nombre d'exploitations des migrants et celui des non migrants mais également l'ensemble des exploitations maraîchères suivant chaque localité ciblée. Le tableau suivant en donne un résumé synoptique :

Villages	Nombre d'exploitations migrants	Nombre d'exploitation non migrants	Nombre total d'exploitation
Beer Thialane	35	109	144
Diénder	45	56	101
Ndieguene	32	82	114
Thor	55	225	280
Thieudeme	26	274	300
Ndiar Tidiane	20	82	102
Mbissao	10	140	150
Total	223	968	1191

Puisque nous connaissons la population mère qui correspond au total des exploitations appartenant à des migrants et des non migrants, nous avons opté pour un échantillon test qui consiste à faire une comparaison entre les exploitations des migrants composées de 223 et des non migrants de l'ordre de 968.

De ce fait, nous avons utilisé, en rapport avec la normale 30, un échantillon de 62 exploitations qui correspond à 31 par sous populations (exploitations des migrants et exploitations des non migrants) afin de pouvoir généraliser les résultats sur cet échantillon à la population de l'ensemble des exploitations de la zone.

La répartition du nombre d'exploitations appartenant à des migrants et celle du nombre d'exploitations appartenant à des non migrants, à enquêter par village est résumée dans le tableau suivant :

Villages	Nombre d'exploitations des migrants	Pondération	Taille échantillon	Nombre d'exploitations des non migrants	Pondération	Taille échantillon
Beer Thialane	35	0,16	5	109	0,11	3
Diénder	45	0,2	6	56	0,06	2
Ndiégoune	32	0,14	4	82	0,09	3
Thor	55	0,25	8	225	0,23	7
Thieudeme	26	0,12	4	274	0,28	9
Ndiar Tidiane	20	0,09	3	82	0,09	3
Mbissao	10	0,04	1	140	0,14	4
Total	223	1	31	968	1	31

- L'entretien semi-structuré

L'entretien semi-structuré est utilisé sur la base de guides d'entretien pour servir de base à des discussions avec les personnes ressources du secteur. Il nous a permis de glaner les perceptions de certaines personnes ressources sur les investissements des migrants dans la filière maraîchère. Pour cela nous avons élaboré des guides d'entretien sur les institutions financières, sur les organisations maraîchères à Diénder Guedj, sur les institutions qui s'occupent des questions migratoires et sur les femmes maraîchères. De ce fait, nous avons interrogé 03 structures financière (PAMECAS, CMS, ACEP), 03 organisations maraîchères, et en fin 01 représentant du Ministère des Sénégalais de l'Extérieur, 03 représentants de Fonds d'Appui d'Investissement aux Sénégalais de l'Extérieur (FAISE).

Traitement et analyse des données

Pour le traitement et l'analyse des données, nous avons utilisé les logiciels sphinx et Excel. Ils nous ont permis de construire des tableaux et des graphiques. En ce qui concerne les cartes nous avons utilisé le logiciel ArcGIS et ERDAS IMAGINE 9. 1. Nous avons également utilisé la photo numérique pour illustrer certains faits. En plus, la maîtrise du logiciel Microsoft Word nous a permis de rédiger ce mémoire.

Les difficultés de l'étude

Dans cette étude, les difficultés rencontrées sont multiples. Elles peuvent être résumées en trois (3) catégories :

La première est que les sites ciblés avaient déjà fait l'objet de plusieurs enquêtes, même si elles portaient sur des thèmes différents du nôtre. De ce fait, les populations se protestent : nous sommes « fatiguées » de répondre à des questions qui, finalement, ne changent pas fondamentalement nos conditions de vie.

La deuxième concerne les difficultés rencontrées pour obtenir des réponses surtout sur les migrants actuels qui sont en Europe au moment de nos enquêtes. Enfin, la dernière, elle porte sur les difficultés de déplacement.



PREMIERE PARTIE :

LA COMMUNAUTE RURALE DE DIENDER GUEDJ, UNE ZONE D'EMIGRATION

CHAPITRE I : CONNAISSANCE DU MILIEU

Il s'agit ici de donner des éléments de connaissances sur la région éco-géographique des Niayes mais en accentuant la réflexion sur la communauté rurale de Diénder Guedj pour comprendre davantage la singularité du milieu, une zone réputée être une zone de destination plutôt qu'une zone de départ.

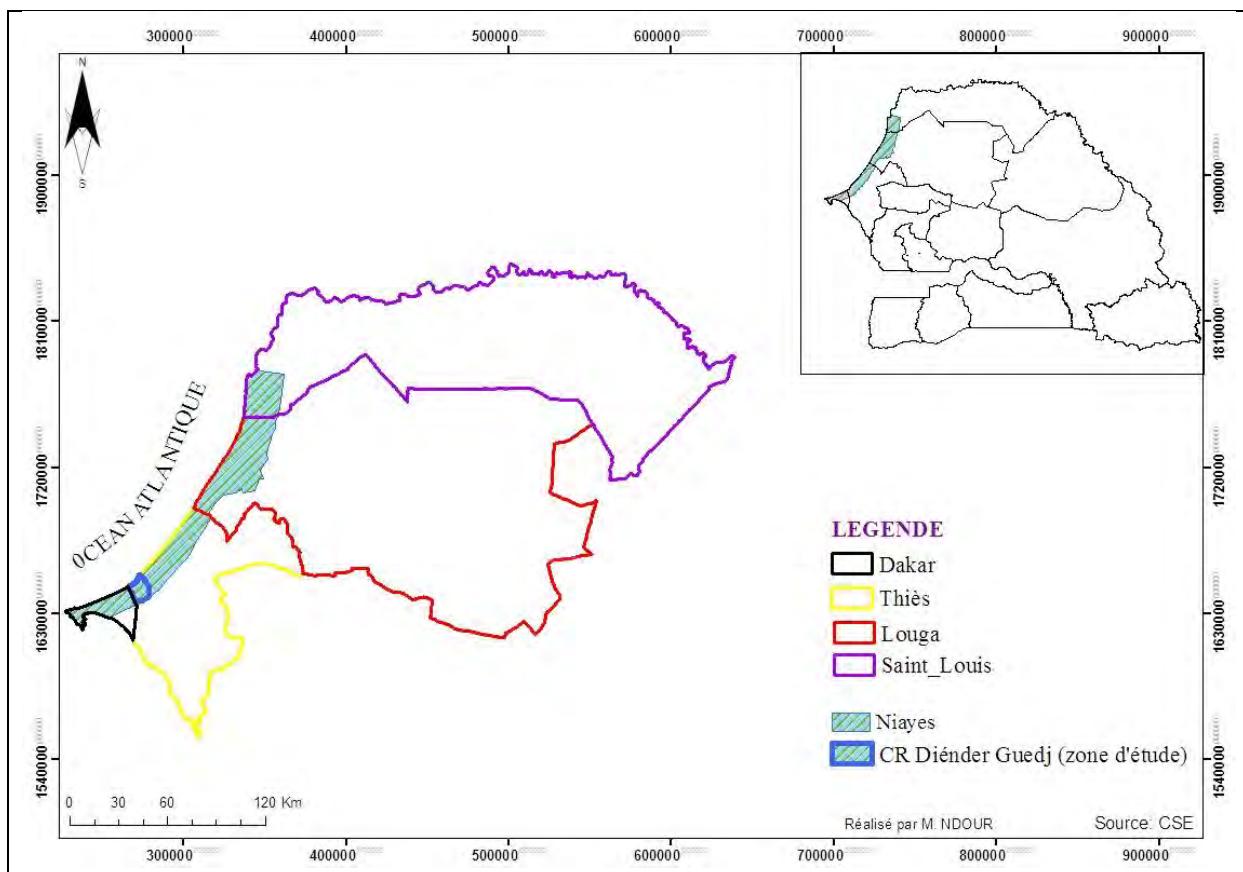
I-1 LOCALISATION DES NIAYES ET DE LA COMMUNAUTE RURALE DE DIENDER GUEDJ

➤ Les Niayes

« La région des Niayes » s'inscrit administrativement dans les quatre régions bordant la frange maritime du nord du pays : Dakar, Thiès, Louga et Saint Louis. Les Niayes s'étirent sur une bande de 180km de long et varient de 5 à 30 km de large à l'intérieur des terres. Elles se situent sur la frange littorale qui s'étend de Saint-Louis à Dakar communément appelée la grande côte. Caractérisées par une nappe phréatique peu profonde, parfois sub-affleurante dans les cuvettes, un climat sub-canarien et des ressources hydriques importantes, les Niayes constituent la principale zone maraîchère du pays. Support d'une économie horticole, les Niayes représentent actuellement plus de 63 % des surfaces (tomates, oignons, salades, piment,...), contre 22 % sur le fleuve (tomates, oignons) et 15 % dans les régions de Thiès et Kaolack¹¹.

¹¹<http://www.au-senegal.com/l-agriculture-senegalaise,359.html>

Carte 1 : La localisation des Niayes au Sénégal

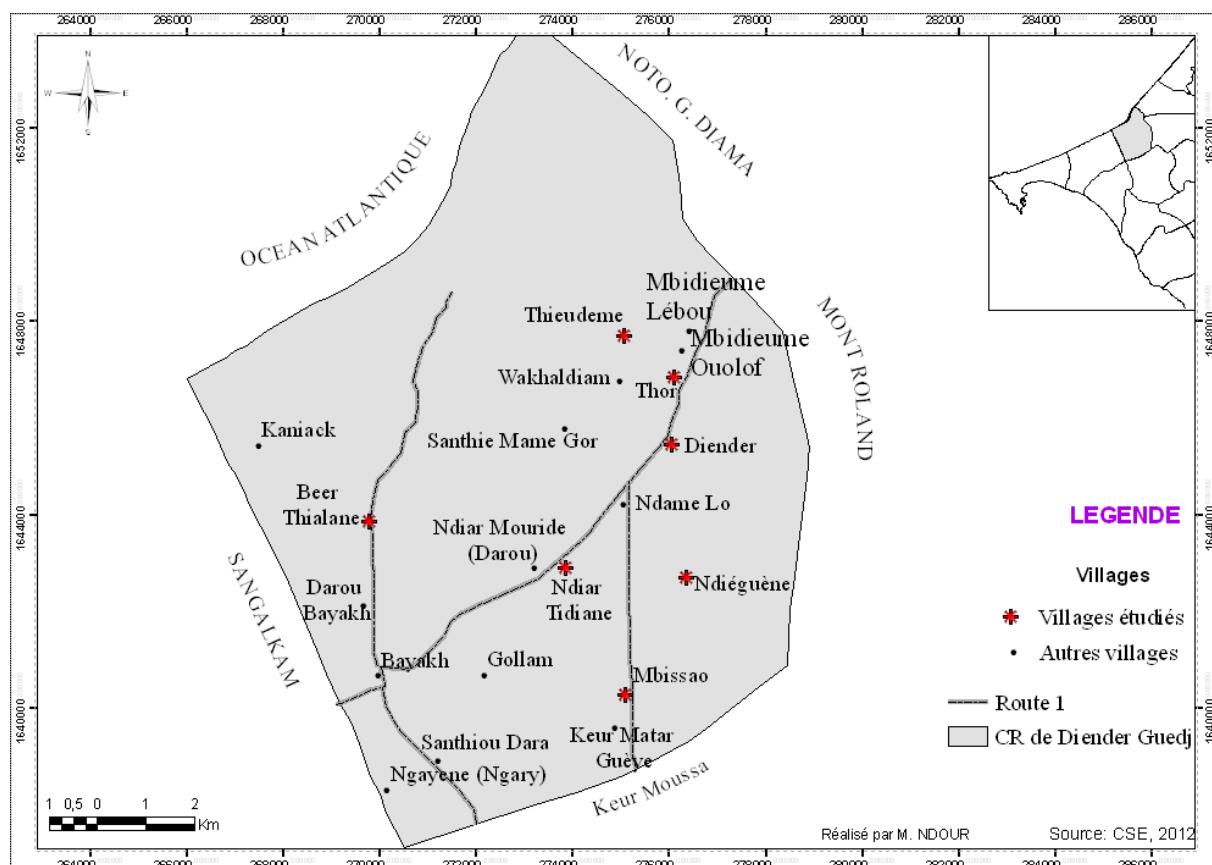


➤ La Communauté Rurale de Diénder Guedj

Partie intégrante de la région des Niayes, Diénder Guedjse situe dans le département de Thiès et dans l'arrondissement de Keur Moussa. La communauté rurale est limitée au Nord par la communauté rurale de Notto Gouye Diama, à l'Est par celle de Mont-Rolland, à l'Ouest par l'Océan Atlantique et la communauté rurale de Bamylor, et au Sud par les communautés rurales de Yenne et Keur Moussa.

De coordonnées 14°36-14°50 Nord et 17°05-17°45 Sud, Diénder couvre une superficie de 118km² et compte (21) vingt un villages pour une population estimée à 24767 habitants avec une densité moyenne de 210 habitants au km².

Carte 2 : La localisation de la communauté rurale de Diénder Guedj.



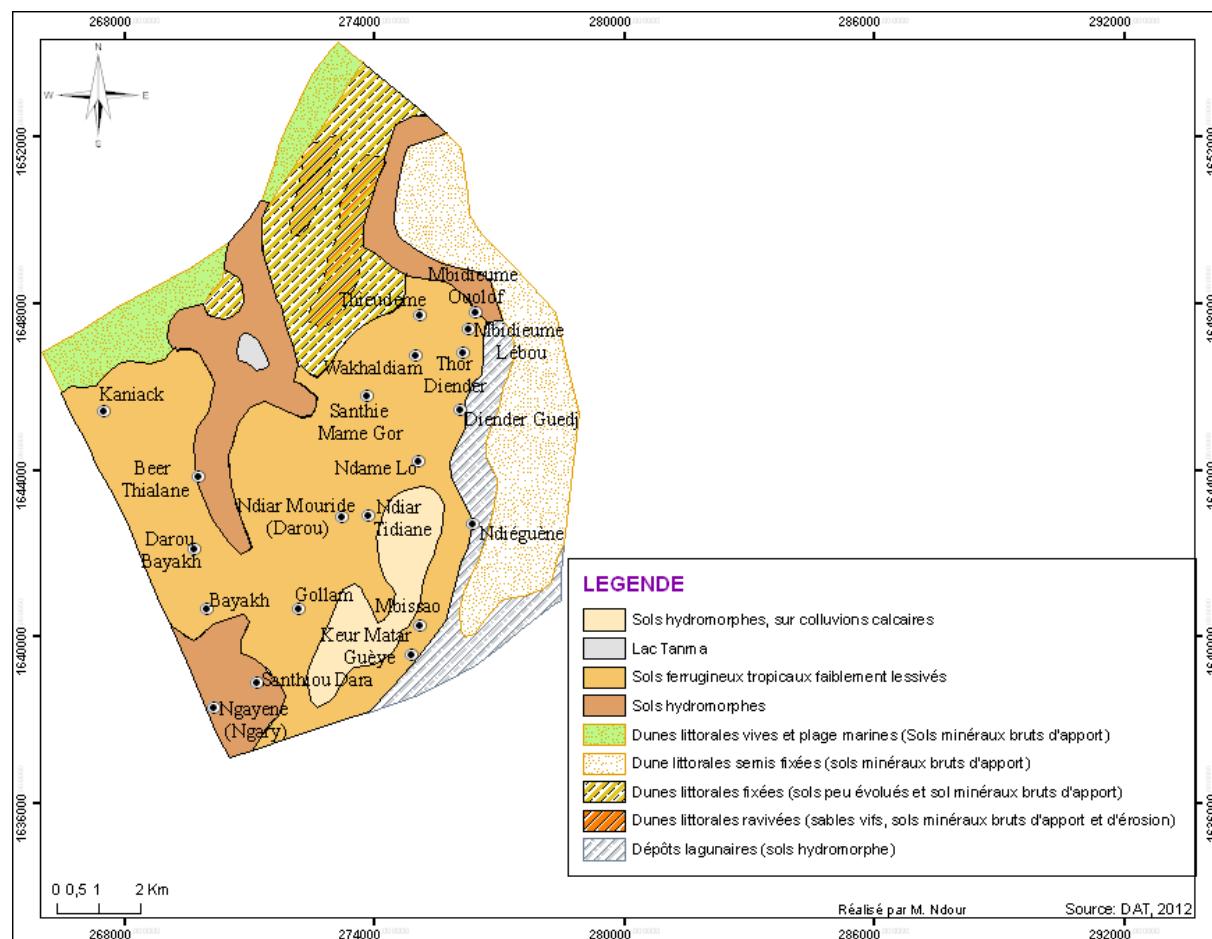
I-2UNE TERRE FAVORABLE AU MARAICHAGE.

La communauté rurale de Diénder, du point de vue géographique, se situe dans le bassin sédimentaire sénégalo-mauritanien et renferme une variété de sols (carte 3, ci-dessous). Avec un relief relativement plat, caractérisé par des plateaux entrecoupés de cuvettes et de dépression inter dunaires à engorgement temporaire. Le sol est assez varié et distinct. Néanmoins, il renferme des potentialités agricoles indiscutables en l'occurrence les activités maraîchères qui attirent les investissements financiers, matériels et immatériels des migrants. C'est le cas des sols hydro-morphes ou sols de bas fond, de texture argilo humifères qui sont très aptes à la culture maraîchère et à l'arboriculture. Sans oublier également les sols plutôt argilo sableux ou sablo argileux dans les cuvettes et les dépressions, communément appelés Deck-Dior ou Dior-Deck fréquemment utilisés pour la pratique du maraîchage et autres activités similaires.

Nous avons également d'autres types de sols comme les sols Dior ou sols ferrugineux tropicaux lessivés caractérisés par leur texture sableuse et sont généralement aptes à la culture de l'arachide, et les sols ferrugineux tropicaux peu ou pas lessivés appelés sols Deck, de texture argilo sablonneuse, qui sont favorables à la culture du maïs.

En définitive, il faut souligner que dans la communauté rurale de Diénder, le maraîchage est pratiqué quasiment dans toutes les catégories de sols. Or, avec le développement fulgurant de l'immobilier où les maisons poussent comme de l'herbe, les surfaces de terres maraîchères se sont petit à petit réduites.

Carte 3 : La situation des sols dans la communauté rurale de Diénder Guedj



I-3UNE HYDROLOGIE ASSEZ INTERESSANTE

La communauté rurale de Diénder est définie par une série de dépressions parallèles à la côte. La nappe phréatique effleurante ou peu profonde et la présence de certains lacs dans la localité comme le lac Mbaouane (1360 m de long et 800m de large) et celui de Tanma, confèrent à la zone une hydrographie assez intéressante pour la faire le bastion de la culture maraîchère.

La situation hydrographique est également tributaire de la pluviométrie, marquée par une saison humide (Juillet à Septembre) et une saison sèche (Octobre à Juin). La pluviométrie est un facteur non négligeable de l'activité de la production agricole surtout dans un milieu où la

presque totalité de la population est cultivateur. Durant ces dernières années, les précipitations ont connu une hausse assez importante pouvant impacter sur la nappe phréatique devenue de plus en plus profonde avec comme conséquence immédiate la disparition des « céanes » (puits peu profond accessible à pied pour y puiser.)

Nous avons également les précipitations qualifiées d'occultes et appelées « heug » ou pluie des « mangues » ayant un caractère un peu accidentel. Elles sont surtout enregistrées en saison sèche notamment durant la période de fraîcheur, c'est-à-dire Décembre, Janvier, et Février, dues aux invasions polaires. Ces pluies issues d'intrusion de masses d'air polaire, irrégulière et peu abondantes, sont cependant d'une grande importance pour la pratique des cultures de contre saison (maraîchage) dans la localité de Diénder.

Au cours de ces dernières années, les précipitations ont permis l'espoir dans la mesure où elles ont connu une hausse. La géographie hydraulique redessine aujourd'hui de nouvelles zones agricoles.

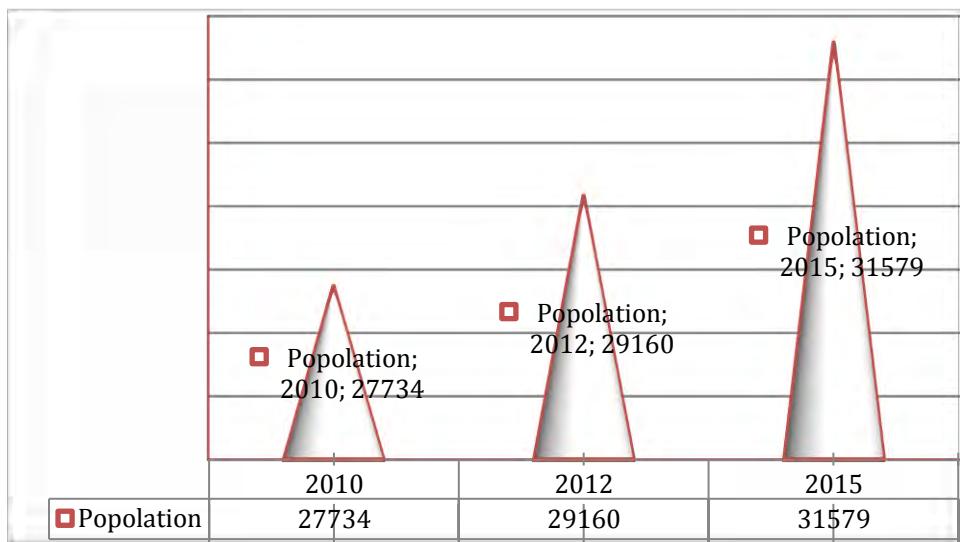
I-4 SITUATION DEMOGRAPHIQUE

L'analyse des données démographiques recueillies auprès de l'Agence Nationale de La Statistiques et de la démographie, dans le cadre de ses différentes séries de recensements général de la population notamment celui de 2002, montre que la population de la communauté rurale de Diénder Guedj s'élève à 24767 habitants, répartie dans Vingt un (21) villages. La densité rapportée au km² est de 210 habitants. Dans cette population, les jeunes y sont estimés à 60%.

D'après les résultats ressortis des enquêtes et interviews menées auprès de la population, la localité de Diénder est une zone d'immigration. Ils montrent que les premiers habitants proviennent de Zinder, une localité située au Niger, et constituent les ancêtres des Lébous (95%). En suite, viennent les Sérères venus de Mboro près de Mbour, et les haoussas, les wolofs venus du Cayor et les peuls qui représentent 4%.

Par la suite, elle connaît une dynamique de la population assez importante, avec une croissance démographique de 3%, Ce constat sur l'évolution de la population de Diénder Guedj, semble être confirmée par les données de prévision fournies par l'ANSD d'ici 2015. (Figure ci-dessous n°13)

Figure n° 1 : Les estimations de la population de la communauté rurale de Diénder Guedj (2010 à 2015).



Source : Agence Nationale de la Statistique et de la démographie (ANSD).

Dans cette figure, nous pouvons constater une évolution constante de la population. Ainsi, de 2010 à 2015, la population passerait de 27734 à 31579 habitants, soit une augmentation de 3845 habitants en valeur absolue et 87,9% en valeur relative.

L'évolution de la population peut s'expliquer à la fois par le fort taux de natalité (2,7%) mais également par l'apport des flux migratoires venant de l'intérieur du pays et de la sous régions. De part sa position géographique et ses opportunités agricoles immenses, elle constitue une zone d'attraction et de polarisation.

Cependant, Diénder Guedj, longtemps considérée comme une zone d'immigration tend, aujourd'hui à devenir une zone d'émigration encouragé par sa double position géographique : par rapport à la région de Dakar pour une migration rurale-urbaine et par rapport à la mer (proximité de Cayar) pour une migration vers l'Europe.

I-5 UNE VIE ECONOMIQUE A DOMINANTE AGRICOLE.

Les activités économiques sont clairement dominées par les pratiques agricoles comme les cultures de sous pluie, le maraîchage, et l'arboriculture même si d'autres activités s'émergent à l'image du transport et le commerce qui sont le prolongement de ces dernières.

➤ L'agriculture sous pluie

Elle est une activité relativement ancienne et concerne exclusivement la production céréalière et vivrière. Cette production était essentiellement destinée à l'autoconsommation, excepté l'arachide orientée dans la recherche monétaire. Toutefois, les sécheresses des années 70 et 80 ont précipité la crise du monde arachidier occasionnant progressivement son abandon. De nos jours, les gens sont moins attirés par les cultures substantielles, ils s'orientent davantage vers les cultures lucratives comme le maraîchage ou/et l'arboriculture.

➤ Les cultures maraîchères,

Les cultures maraîchères sont de loin les plus pratiquées par la population. Elles reflètent un trait identitaire et historique. C'est à ce titre qu'un maraîcher de Diénder affirme que « le maraîchage est l'activité de nos ancêtres, il est notre identité ». Le maraîchage est alors un genre de vie, un mode de vie ou une ligne de conduite.

La production maraîchère représente une place fondamentale dans l'économie de Diénder. Plusieurs espèces y sont cultivées (oignon, pomme de terre, piment, tomate etc.). Ici, le maraîchage constitue une potentialité financière inestimable, raison pour laquelle, il attire et englobe une part importante des investissements financiers des émigrés au moment où les dépenses publiques accordées à ce dernier sont faibles et même inexistantes. C'est à ce propos que le coordinateur de la Fédération des Producteurs Maraîchers dans la zone des Niayes (FPMN), Sidy Guèye indiquait « le maraîchage est l'activité la plus importante de la localité mais aussi la plus délaissé. » Ainsi, du fait des difficultés enregistrées dans le maraîchage (surtout en terme financier), ajoutées à la migration clandestine forte de son voisin Kayar, beaucoup de gens de la localité de Diénder ont choisi de migrer dans les pays européens.

Ces cultures maraîchères sont souvent associées à des **cultures arboricoles** qui sont très représentatives et lucratives au niveau de la localité et concernent principalement le mangueier même si les acajous et les agrumes y font de plus en plus leur apparition. En effet, les fruits sont écoulés dans les marchés urbains, dans la sous régions et même dans l'international. Cependant, durant ces trois dernières années, la production des mangues a baissé du fait de la « maladie des mangues » due à des moustiques.

A ces activités, s'ajoute le **commerce** qui est surtout lié aux activités maraîchères et arboricoles. Le développement du secteur maraîcher a entraîné l'émergence des marchés locaux villageois agricoles. Quasiment chaque village dispose d'un marché « louma » à vocation agricole et polarisante. Les boutiques qui vendent des semences, des engrains, en gros ou en détail, se sont aussi très densifiées.

I-6 D'UN ESPACE D'IMMIGRATION A UN ESPACE D'EMIGRATION

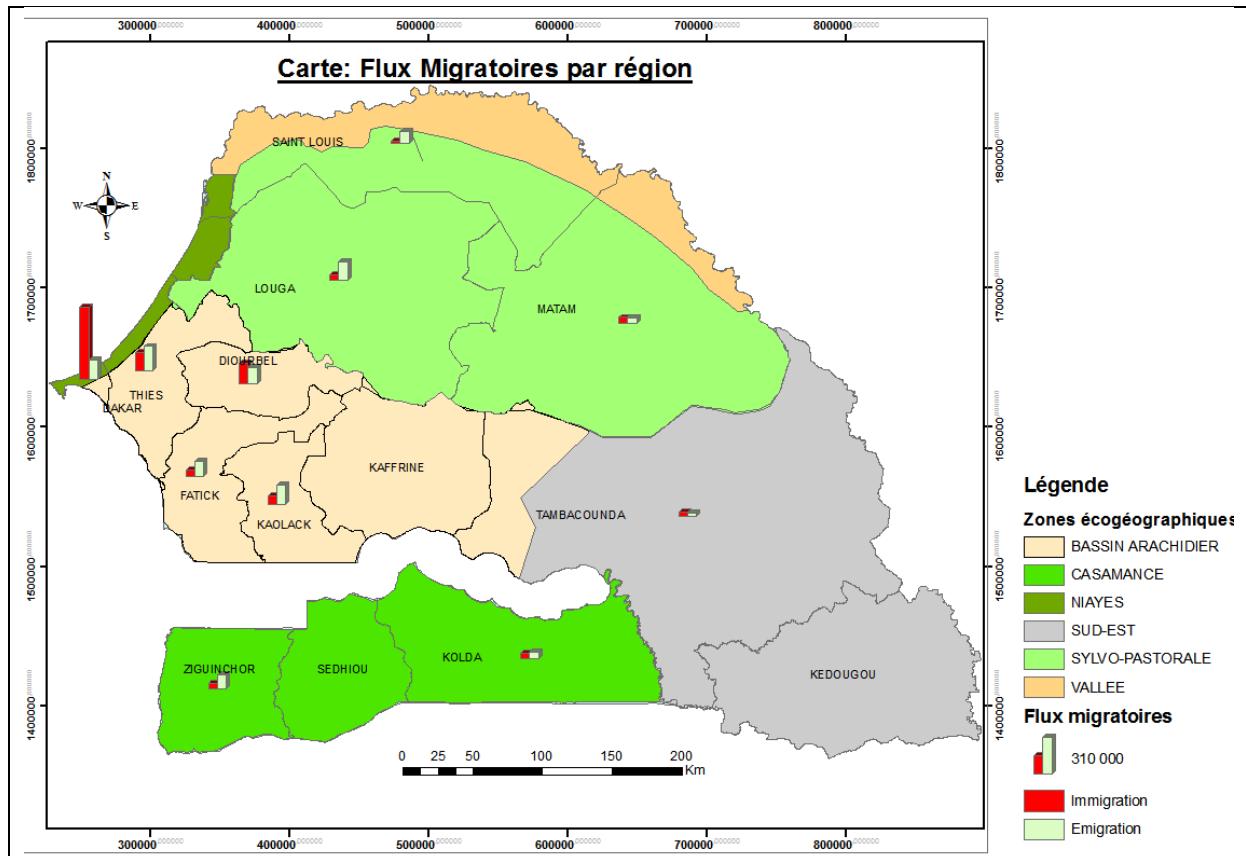
Le profil migratoire de la communauté rurale de Diénder Guedj est caractérisé à la fois par des départs et des arrivées. En effet, partie intégrante de la « région des Niayes », Diénder Guedj est une zone stratégiquement économique. Par la diversité et l'accessibilité de ses ressources, le littoral constitue un environnement attractif aux établissements humains. En outre, elle renferme des potentialités agricoles diverses et immenses qui font d'elle, une zone à forte attrait magique. Elle a accueilli et continue d'accueillir des flux migratoires significatifs venant des horizons divers, de l'intérieur du pays comme des Etats voisins. La pratique du maraîchage fait appel à une main œuvre importante, suscitant la venue de nombreux jeunes surtout du bassin arachidier pendant la période sèche dite désœuvrée. Ces gens travaillent notamment comme ouvriers maraîchers dans les exploitations communes dites « mbey seddo ».

Toutefois, la localité de Diénder Guedj connaît des mutations importantes dans le domaine de la migration. En effet, beaucoup de ses ressortissants ont migré vers la ville de Dakar et cela a été amplifié par sa proximité métrique avec cette dernière. Vu la mauvaise situation dans laquelle se trouve le maraîchage surtout en matière foncière (espace maraîcher réduit), hydrique (problème d'accès à l'eau), financier (faible soutien des pouvoirs publics), commercial (absence de marché), et entre autres, partir à Dakar devient alors une priorité, une alternative. Ainsi, suite aux difficultés multiples et grandissantes dont souffre la ville, une nouvelle migration se crée, cette fois-ci en direction des pays d'Europe comme l'Italie, l'Espagne, la France ou les Etats Unis en moindre mesure, notamment axée sur la recherche de profit et de fonds.

Au niveau de la carte n° 4 ci-dessus, nous constatons une inégale répartition de la géographie des flux migratoires dans le pays. En fonction de chaque région éco-géographique, la migration est diversement appréciée. Elle permet de mieux analyser le phénomène des migrations en raison des réalités spatiales de chaque région.

Aujourd’hui, la migration internationale ne concerne plus seulement le monde de la vallée du fleuve, mais nous avons désormais une diversification des destinations et des origines des migrants internationaux.

Carte 4 : Flux Migratoire selon la région éco-géographique



Source :CSE 2012

CONCLUSION PARTIELLE

La communauté rurale de Diénder Guedj regorge d’immenses potentialités en eau, en sol et en ressources humaines. Ces ressources lui confèrent une zone agricole assez particulière considérée comme le bastion maraîcher. Grâce à son activité première, à l’image du maraîchage, elle attire un nombre incalculable de migrants venant de l’intérieur du pays, des pays limitrophes et de la sous région. Néanmoins, elle enregistre des départs importants, au début en direction de la ville de Dakar par la migration pendulaire pour se prolonger en suite vers les pays occidentaux. A travers l’analyse de l’éco-géographie des migrations, il ressort que les Niayes historiquement pris comme un espace d’immigration, voit une part importante de sa population partir vers d’autres d’horizon.

Les Niayes sont-elles devenues répulsives ? Quelle place occupe les migrations dans cette région dont les populations n’ont pas la culture migratoire ?

CHAPITRE II : CARACTERISTIQUES DES MIGRANTS

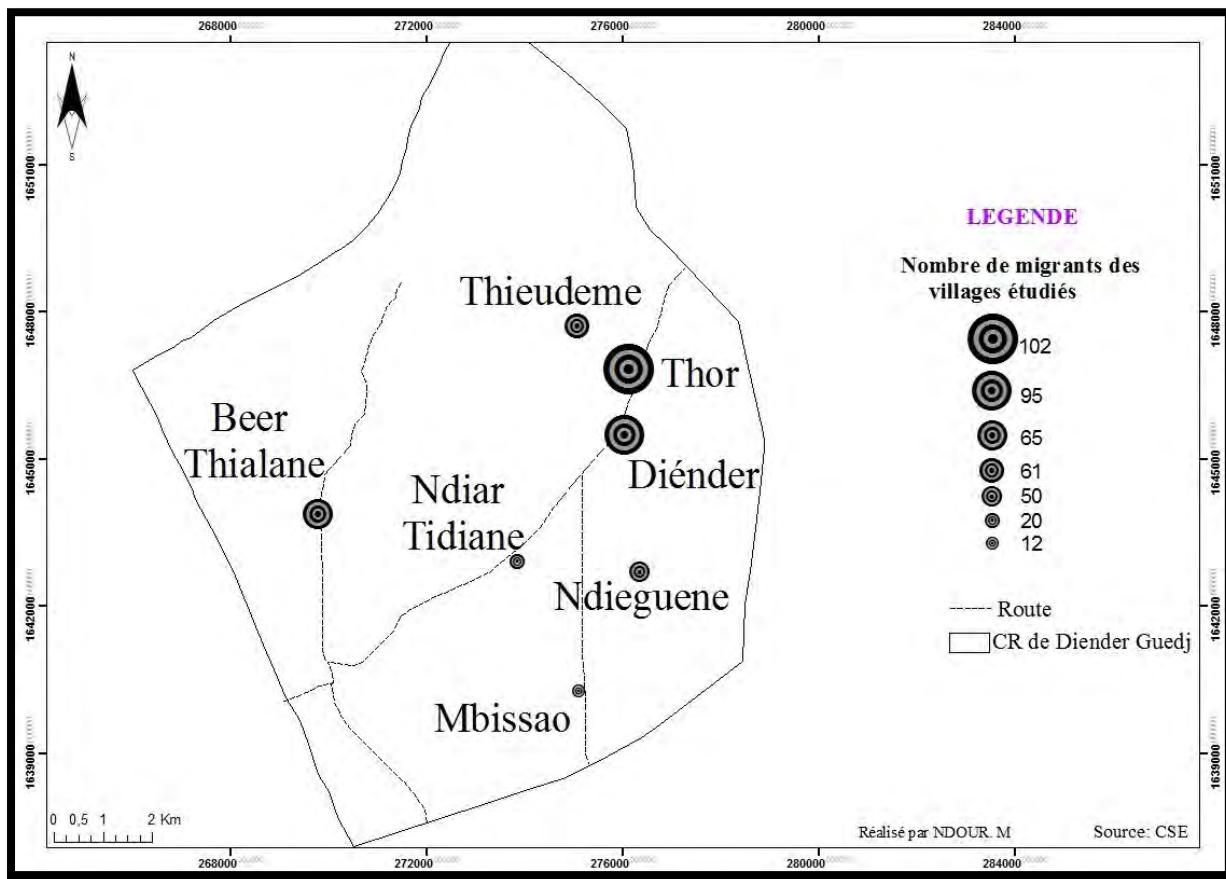
Dans ce chapitre, nous nous intéresserons essentiellement aux raisons qui ont poussé les Diéndériens à migrer mais aussi à leurs caractéristiques – qui sont-ils ?

La carte n°5 ci-dessous, nous donne une idée chiffrée concernant la distribution des migrants suivant les sept villages enquêtés. Une distribution inégalement répartie, dont l'ampleur de la migration varie considérablement d'un village à un autre. Le village de Thor enregistre le plus grand nombre de migrants (102), suivi de Diénder village (95) et celui de Beer Thialane (65). Toutefois, les villages comme Ndiar Tidiane et Mbissao, possèdent les plus faibles nombres de migrants, 20 pour le premier et 12 pour le second.

A l'échelle du village, la migration est appréciée contradictoirement. Certains villages sont plus touchés par la tentation migratoire que d'autres. Plusieurs raisons tentent de l'expliquer : Les personnes interrogées dans les villages comme Ndiar Tidiane, Mbissao et Ndieuene, ont affirmé que leurs villages ont entré tardivement dans la migration du fait que la population n'avait pas une culture migratoire. Elle considérait la migration surtout celle vers les pays européens comme périlleuse et mythique.

Contrairement, aux villages qui enregistrent le nombre le plus grand de départs, les raisons évoquées sont la proximité géographique avec la ville de Kayar théâtre de la migration clandestine comme Mbissao (on parle de l'effet de diffusion ou d'entrainement), et le manque de terres appropriées au maraîchage (c'est le cas des villages comme Thor ou Diénder village où les terres disponibles sont orientées souvent vers l'arboriculture, à l'instar du manguier). Quant au village comme Thieudeme qui est à la fois une zone d'émigration et celle maraîchère, la migration peut s'expliquer par la recherche de fonds. Il est intéressant de noter que le développement des activités maraîchères a contribué parallèlement à accroître le phénomène de la migration Nord.

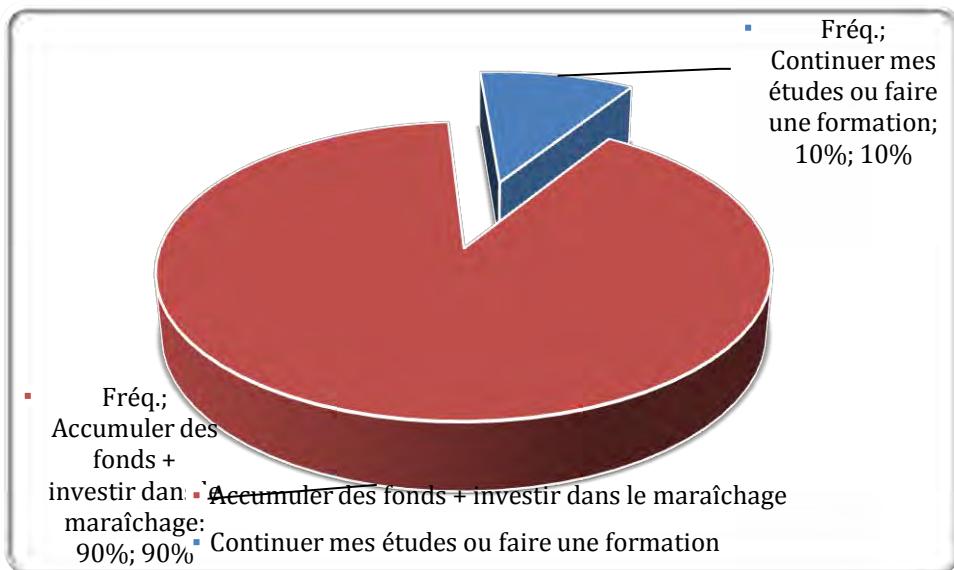
Carte 5 : Le nombre de migrants selon les villages étudiés



II-1 LES MOTIFS D'EMIGRATION DES MIGRANTS

Les motifs de la migration des ressortissants de la localité de Diénder Guedj en direction des pays du Nord sont en général ceux de tout jeune africain. Néanmoins, ils sont multifactoriels et multiformes, et peuvent être résumés à deux niveaux : économique et éducatif.

Figure 2 : Les motifs des migrants de la communauté rurale de Diénder Guedj



Source : Moussa NDOUR, enquêtes Août 2012

❖ Les motifs d'ordre économique

La migration est l'action combinée de multiples facteurs répulsifs comme attractifs. Elle constitue un bon baromètre pour mesurer les déséquilibres économiques entre deux espaces. Au niveau de Diénder Guedj, la migration est pratiquement orientée vers les pays d'Europe considérés par la plupart des jeunes africains comme la terre promise ou de réussite. D'une manière générale, la migration est souvent confondue à la pauvreté. Les personnes migrent parce qu'elles sont pauvres et sont en quête de meilleures conditions de vie. Cependant, les résultats obtenus de nos enquêtes ont montré que les habitants de Diénder Guedj n'ont pas migré en raison de la pauvreté mais plutôt par l'envie d'accumuler des fonds et investir dans le maraîchage. Ce qui rejoint les résultats des enquêtes obtenus par Cerstin SANDER et Issa BARRO qui affirment que « la motivation première des migrants sénégalais est donc la recherche de ressources financières ».¹² Ceci réconforte aussi l'idée que la migration est la rencontre entre le travail et le capital. Les migrants vont à l'extérieur pour monnayer leur talent ou leurs forces.

Il est limité de vouloir considérer la migration par la dimension de pauvreté car cette dernière est un processus qui exige un capital financier, un capital réseau, une capitale santé et aussi un capital intellectuel (connaissances du milieu, bien que beaucoup de gens migrent sans connaître au préalable leurs milieux d'accueil).

¹²SANDER. Cerstin et BARRO.Issa, (...), « étude sur le transfert d'argent des émigrés au Sénégal et les services de transfert en micro finance. », Employment Sector International Labour Office, Geneva, page 9.

En posant la question de savoir pourquoi avez-vous pris la décision d'émigrer ? 90% des migrants ont répondu que c'est pour accumuler des fonds et revenir investir. Comme l'affirme ce migrant de retour rencontré dans sa ferme à Santhiou Dara « Avant de migrer je travaillais dans le maraîchage et je gagnais ma vie convenablement. J'ai migré pour obtenir de l'argent et renforcer mon business». Ces migrants s'inscrivent dans la migration circulaire. La décision de retour est prix à l'aube de la migration.

D'autres ont également migré parce que leurs activités ne marchaient plus. Ils n'arrivaient pas à joindre les deux bouts et croient que la migration peut les permettre d'accumuler des ressources financières importantes pour renforcer leurs activités. Ces deux types de migrations sont animés d'une autonomisation financière. La migration est vue alors comme un outil productif et de recherche de profit. Elle n'a pas ici une valeur initiatique ni une valeur existentielle mais plutôt une incidence économique. L'incidence économique est déterminée par les opportunités d'emplois qu'offre le milieu de destination. Ce point de vue est partagé par Samuel A. Stouffer¹³ qui analyse la migration à partir de la distance fonctionnelle non la distance physique. A son avis les espaces s'attirent par leurs possibilités économiques différentes.

Les résultats ont montré aussi la dimension « rotatative » de la migration. En effet, les migrants retraités avant le retour, font migrer un membre de la famille généralement un homme (enfant, neveu, oncle, etc.) pour permettre à la famille de continuer à bénéficier des retombées de la migration. A cet effet, la migration est considérée comme un héritage ou une succession. La migration comme relai est une stratégie de pérennisation des transferts des migrants et confirme la dépendance des ménages et le souci de perdre les opportunités engendrées par celle-ci.

❖ Les motifs d'ordre éducatif

Le durcissement des politiques migratoires dans les pays d'accueil surtout ceux du Nord qui vise à réduire les flux migratoires en mettant l'accent sur la qualification des migrants, et l'accès à un emploi exigeant un minimum de compétences, a entraîné l'adoption de nouvelles stratégies d'insertion de la part des candidats africains à l'émigration. Ils optent désormais pour la migration d'études espérant après les études trouver un emploi. Dans notre zone de travail, la migration d'études, même si, elle est minime, commence à prendre racine. Au

¹³DUMONT (G.F), 1995- Les migrations internationales. Les nouvelles logiques migratoires. SEDES, Paris, page 77.

début, les habitants de Diénder Guedj migraient sans qualification du moins pour la plupart d'entre eux. Mais aujourd'hui, ils ont compris que la qualification constitue un facteur encourageant à la réussite du migrant dans le pays de destination. De ce fait, 10% des migrants affirment avoir migré dans le cadre d'une formation. Au-delà de la recherche pour le migrant africain à continuer ses études en Europe, la migration d'études ne revêt-elle pas quelque part une incidence économique pour les pays d'immigration ?

Le fait que certains pays d'Europe comme d'Amériques (Canada) ouvrent leurs portes universitaires aux étudiants africains est souvent combiné à une recherche de gains et de profit. Dans ce cas de figure, la migration est un marché financier. Les étudiants africains injectent beaucoup de capitaux dans les universités et les centres de formation au niveau des pays du nord. Ce marché financier fait l'objet de politiques incitatives pour favoriser la migration clandestine.

II-2 LE PROFIL DES MIGRANTS

Cette section s'appuie sur les résultats de nos enquêtes menées dans la communauté rurale de Diénder Guedj. Elles nous ont permis de voir les variables qui déterminent les émigrés de la localité mais aussi d'identifier le lien existant entre le profil des migrants et les investissements agricoles.

II-2-1 L'apparition de nouveaux bailleurs de fonds dans le monde rural

Les émigrés qui étaient la plupart des paysans de faibles qualifications et de revenus moindres sont devenus grâce à la migration de véritables investisseurs. Ce nouvel acteur tend, désormais, à remplacer les acteurs politiques et économiques dans le processus de développement en milieu rural, comme à Diénder Guedj. Ils sont plus respectés et mieux présents, et occupent une place centrale dans la prise de décisions des questions concernant non seulement leurs familles mais aussi le futur de leurs localités. La hiérarchisation des acteurs au niveau rural longtemps dominée par les acteurs politiques et religieux est aujourd'hui bouleversée par l'arrivée des migrants investisseurs. Ces migrants investisseurs représentent de plus en plus la société civile active dans l'espace rural. Ils s'affirment en tant qu'acteurs centraux dans le processus de développement de leurs localités d'origine, du fait de leurs investissements. Grâce aux fonds issus de la migration, de nouvelles alternatives peuvent être trouvées face au déficit budgétaire alloué au monde rural et à la crise alimentaire. En effet, l'utilisation judicieuse de ces fonds peut constituer un levier puissant pour l'avenir de l'économie. L'implication des migrants dans la production agricole, dans l'industrie, dans le

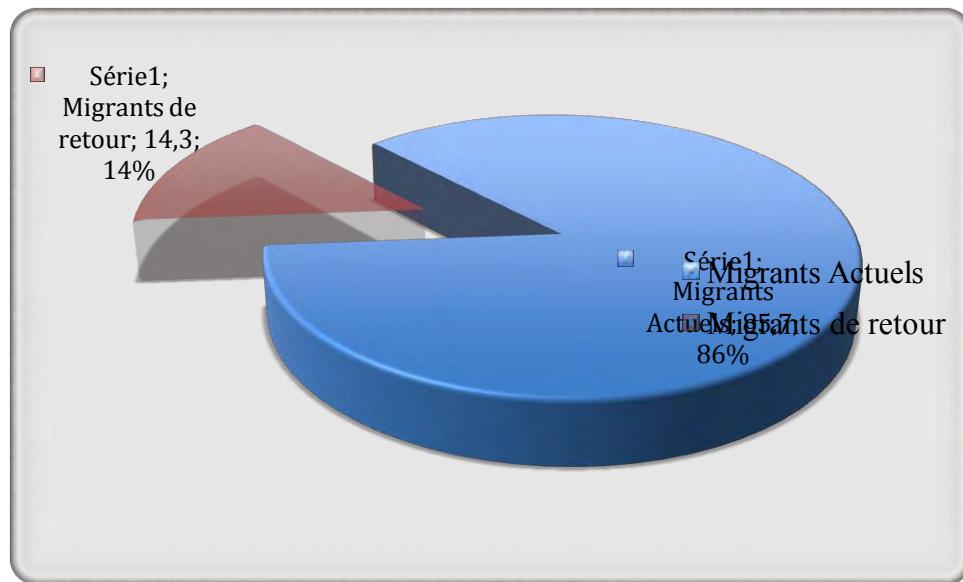
commerce, dans le social, concourt sans doute à la création d'emploi et à l'augmentation des revenus de la population et à l'amélioration de leur bien être. Ne devrons-nous pas, alors, redéfinir la nouvelle géographie des acteurs au niveau rural ? Ne devrons-nous pas aussi renforcer les capacités des migrants pour valoriser les atouts des espaces ruraux ? Qui sont ces nouveaux acteurs ?

II-2-2 Statut des migrants investissant dans le maraîchage

Tout d'abord, il convient de distinguer les migrants de retour et les migrants actuels. Dans nos enquêtes, les migrants de retour investissent de loin dans l'agriculture que ceux actuels qui sont toujours à l'étranger. Ce constat est aussi et surtout valable au niveau des investissements destinés au maraîchage où nous avons constaté 85,7% des migrants de retour et seulement 14,3% pour les migrants actuels (figure 3, ci-dessous). Parmi ces migrants actuels, on a surtout les migrants circulaires effectuant des allers et retours qui investissent dans le maraîchage, car ils ont la possibilité d'évaluer en permanence leurs exploitations contrairement aux migrants qui sont restés à l'étranger pour une durée élevée. Même s'ils arrivent à tenter un investissement à distance comme on l'a constaté à Diénder Guedj, cela connaît malheureusement dans la plupart des cas des insuffisances dans la conception et/ou dans l'exécution. Le manque de suivi et d'entretien sont aussi cités dans les raisons pouvant affecter ces investissements confiés très souvent à un membre de la famille (cousin ou neveu). C'est ainsi que la plupart des migrants préfère attendre leur retour pour effectuer un « investissement de proximité » au lieu de faire un « investissement à distance ». « Etant en place, l'investissement a de meilleures chances d'aboutir à un avenir certain. » souligne D. Mbengue, Migrant de retour au Village Ndieuene. C'est dans ce même sillage que SADY. M, migrant de retour d'Italie rencontré au quai de pêche de Kayar précise que « l'investissement c'est d'abord le retour ».

Figure3 : Projet d'investissement

Qui sont les migrants qui investissent dans l'agriculture ?



Source : Moussa NDOUR, enquêtes septembre 2012

II-2-3Une migration à tendance masculine

Dans la Communauté Rurale de Diénder Guedj, la migration internationale est essentiellement un fait plus masculin que féminin. Cependant, les femmes migrantes sont mieux représentées dans la migration à courte distance.

La notion de distance semble être significative dans la répartition par sexe ration des migrants. L'état embryonnaire de la migration dans cet espace a influé sur la migration féminine. Les rares femmes qui migrent à l'étranger, sont celles où leurs maris sont en Europe, ce phénomène est favorisé par le regroupement familial. Mais cela ne signifie pas pour autant que les femmes ne s'investissent pas dans le maraîchage.

A Thieudeme, nous avons vu des femmes non migrantes à la fois des productrices et des commerçantes. Elles peuvent être recensées durant tout le processus de la production maraîchère. Elles disposent des terres par l'intermédiaire de leurs maris. En effet, une fois mariée, la femme issue d'une autre localité est initiée par sa belle mère aux pratiques des cultures maraîchères, après assimilation le mari lui donne un lopin de terre. Très souvent, elle exploite des cultures de courte durée comme le nana, le persi, concombre, et. Les revenus qu'elle gagne lui serviront à satisfaire ses besoins personnels et ceux de ses enfants sans

entièrement dépendre de son mari. Cette stratégie est un moyen pour réduire les risques de chocs internes.

Nous avons aussi remarqué que la plupart des migrants actuels investissent à distance dans l'agriculture et le plus souvent se sont les épouses qui gèrent ces financements afin de créer des ressources supplémentaires pour corriger les envois irréguliers et parfois insuffisants.

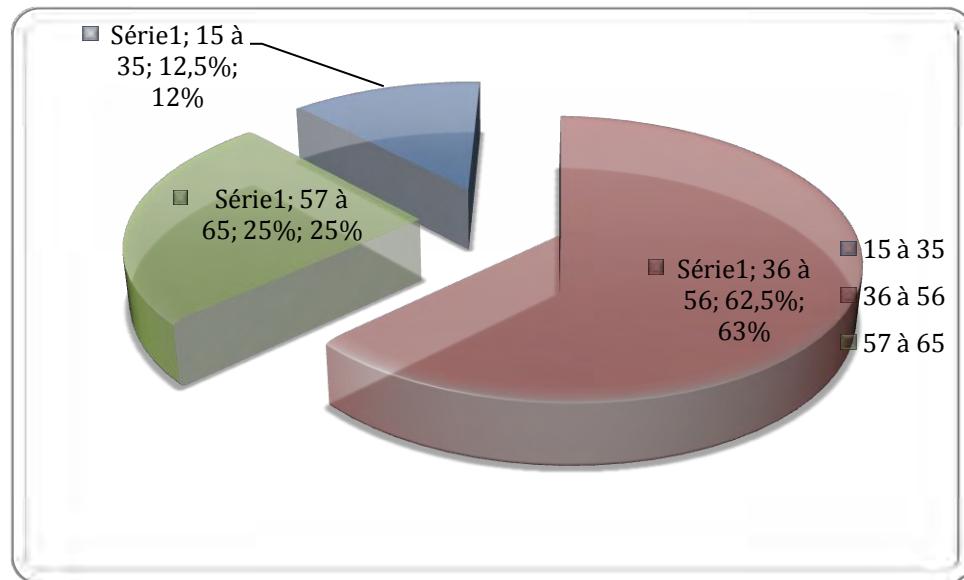
II-2-4Une migration à toutes les catégories d'âge

Les enquêtes ont montré que la migration est un phénomène qui touche toutes les catégories d'âges. Elle n'est pas réservée à une tranche d'âges précise. Néanmoins nous constatons à l'issu de nos enquêtes, une forte domination de personnes âgées de 57 à 65ans de l'ordre de 62,5% contre 12,5% de jeunes (figure 2, ci-dessous). Les migrants âgés investissent davantage dans le secteur agricole que les jeunes migrants ; pourtant ce sont les jeunes qui migrent le plus. En outre, cette situation peut s'expliquer par le fait que les migrants jeunes souvent instruits s'orientent très peu vers le travail de la terre après leurs études en Europe. En général, ils sont à la recherche d'un emploi bien rémunéré qu'ils peinent à trouver. Les jeunes qui pratiquaient le maraîchage avant de migrer, s'investissent surtout au retour dans l'immobilier ou le commerce. Selon M. Guèye, maraîchers à Mbissao, « le métier d'agriculteur est en général déprécié par les jeunes. »

Il est nécessaire de préciser qu'un nombre important de jeunes y accèdent à la terre et le plus souvent par achat du fait, des retombées financières de leurs déplacements migratoire. Le profit financier de la migration constitue un moyen de distribution du foncier rural favorisant les jeunes qui avaient du mal à l'accès à la terre. De ce point de vue la migration introduit de nouveaux changements dans la société agricole.

Les migrants âgés, quant à eux, disposaient de parcelles avant leurs départs, ce qui facilite leurs investissements maraîchers. Ces migrants s'inscrivent dans une logique prospective de retour et le maraîchage semble être une bonne optique pour subvenir aux besoins alimentaires et budgétaires de la famille.

Figure4 : Répartition par âge des migrants.

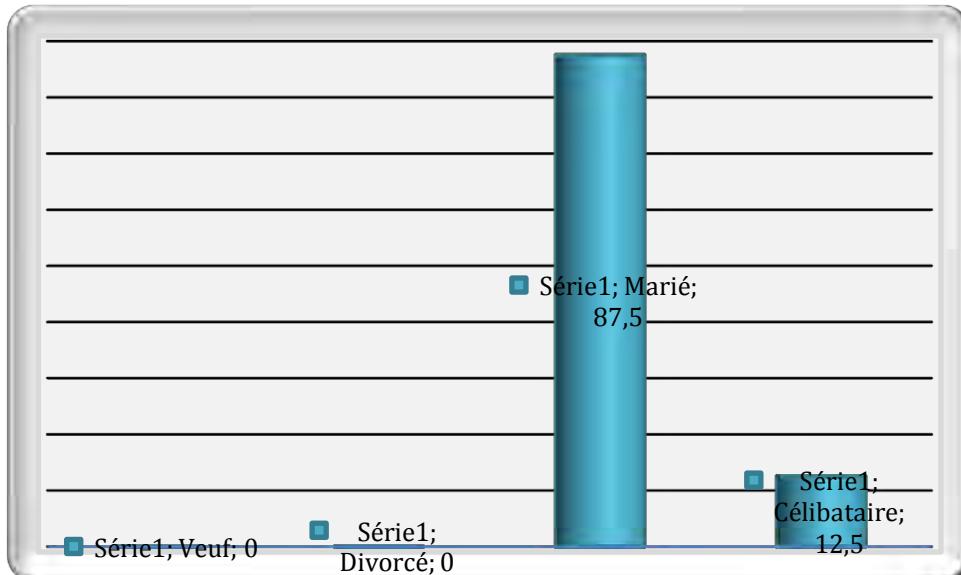


Source : Moussa NDOUR, enquêtes septembre 2012

II-2-5 Profil marital des migrants

La situation matrimoniale du migrant occupe une place centrale dans les orientations des investissements agricoles. 87,5% des migrants qui investissent dans le maraîchage sont mariés. Par ailleurs, 12,5% des migrants sont célibataire. La famille constitue alors une raison de plus à investir dans le maraîchage. Etant conscients de l'irrégularité et l'insuffisance des envois d'argent, ces migrants mariés pour entretenir leur famille investissent dans l'exploitation des produits maraîchers. Ainsi, le fait d'être marié, incombe des charges familiales et un rôle de chef de famille ; une situation qui pousse sans nulle doute le migrant à développé d'autres possibilités pour pallier les fonds issus de la migration. Nous avons constaté surtout que le migrant actuel marié investit dans la filière maraîchère par la voie de son épouse. Elles gèrent souvent les exploitations de leurs maris migrants et constituent des actrices indispensable dans le système des investissements des migrants.

Figure 5 : Répartition des migrants selon leur situation matrimoniale



Source : Moussa NDOUR, enquêtes novembre 2012

II-2-6 Des migrants moins instruits

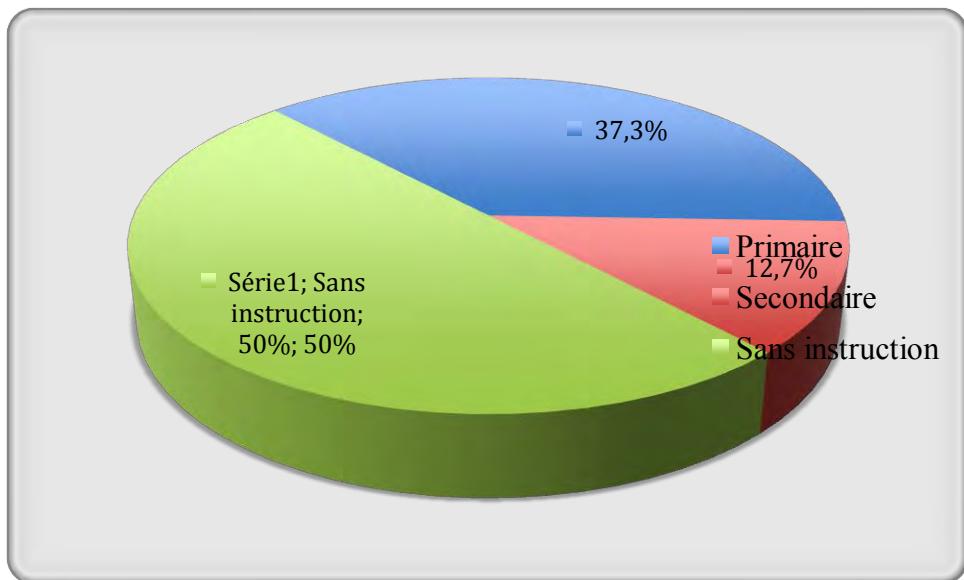
D'après nos enquêtes, 50% ne sont pas instruits et 35,3% s'arrêtent qu'au primaire. Par contre, 12,7% ont atteint le niveau primaire. Ainsi, malgré le niveau d'instruction généralement faible, ces résultats ont montré que ce sont les migrants souvent pas ou peu instruits qui investissent dans le maraîchage. Ceci peut s'expliquer par deux raisons : Le premier, les migrants à un niveau faible prennent plus le risque et le second, les migrants qui sont instruits, dévalorisent très souvent le métier d'agriculture.

Par ailleurs, définir la notion d'instruction en se référant uniquement à la capacité de pouvoir lire et écrire, ne nous permet pas d'analyser de manière claire la relation entre le niveau d'instruction et les exploitations maraîchères. Il faut inclure notamment la notion de formation à proximité aussi bien en termes d'investissement qu'en termes de méthodes d'exploitation. Les migrants maraîchers de la communauté rurale de Diénder Guedj n'ont pas d'inquiétude sur la façon de produire mais sur celle de trouver des financements et d'écouler leurs produits.

Le problème qui se pose est d'insister les migrants à investir davantage dans le secteur agricole et pour cela, il faut renforcer leur éducation financière. La formation financière des migrants constitue un facteur incontestable pour le succès de leurs investissements productifs. Les retombées de la migration ne peuvent être profitables aux pays d'origine qu'en

promouvant la formation financière des migrants et en créant un environnement propice aux investissements.

Tableau6 : Répartition des migrants selon le niveau d'instruction



Source : Moussa NDOUR, enquêtes septembre 2012

II-2-7Des destinations élargies.

L'espace « connu » est très important dans le choix migratoire. Le pays de destination est très souvent celui dont le migrant a une connaissance d'après ce que lui ont dit des parents ou des amis qui y résident ou y ont résidé. Le migrant va là où ses connaissances vont.

Les données publiées en 2007 par DRC sur les pays de destination des émigrés Sénégalais montrent la Gambie (20%), la France (18%), l'Italie (10%), la Mauritanie (8%), l'Allemagne (5%) et le Ghana (5%). Toutefois, dans la communauté rurale de Diénder Guedj, cette tendance statistique n'est pas confirmée où nous constatons d'après nos enquêtes l'arrivée en tête de l'Italie (60%), suivie l'Espagne (20%) et la France (16%) en troisième position. En effet, la plupart des migrants étant peu qualifié opte pour l'Italie du fait des emplois qui ne sollicitent pas de grandes qualifications. L'Italie offre plus de possibilités en termes d'emplois en particulier dans le secteur tertiaire, l'agriculture, le commerce et dans l'industrie pourvoyeuse de main-d'œuvre faiblement qualifiée, délaissé par les autochtones avec le phénomène des « modou-modous ».

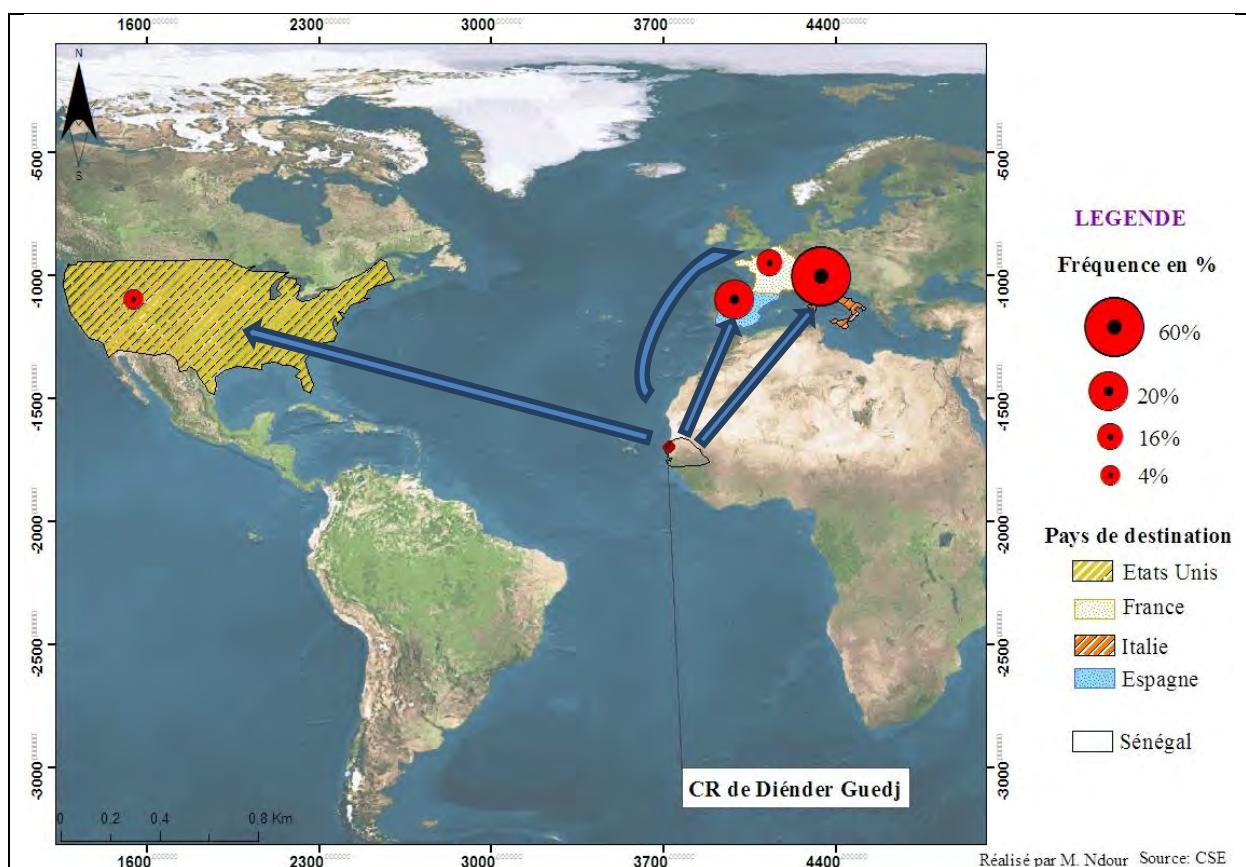
Le réseau social reste aussi significatif dans le choix migratoire. Les enquêtes menées ont montré que les émigrés de Diénder Guedj ont une association en Italie qui participe

activement à la migration de beaucoup de jeunes. Le pays d'accueil de la première génération migrante influe aussi sur le choix du candidat à la migration. Comme souligne B. Kane, migrant de retour, village de Thor « j'ai migré en Italie parce que mon père était là-bas ».

Quant à la migration vers la France, elle est très ancienne. Elle peut être liée par la proximité culturelle et historique. En revanche, l'adoption des autorités françaises à la fermeture des frontières et à la migration choisie ou sélective, a découragé certains candidats. Par contre, la migration vers l'Espagne et les Etats-Unis fait partie de la nouvelle géographie de destination des migrants de Diénder Guedj. La migration a atteint des horizons très lointains. Elle n'est plus à sens unique mais multiple sans barrières linguistiques, métriques, religieuses, temporelles, etc.

En définitive, il faut préciser que la migration vers le « Sud » n'est pas représentative. Beaucoup de gens considèrent que les ménages avec migrant dans le « Sud » et ceux sans migrant, semblent avoir un niveau de vie légèrement inférieur. Alors que la migration vers le Nord semble améliorer mieux le niveau de richesses du migrant comme celui de sa famille. Le niveau de richesses des pays est déterminant dans l'orientation des flux migratoires.

Carte 6 : Les pays de destination des migrants de la communauté rurale de Diénder Guedj

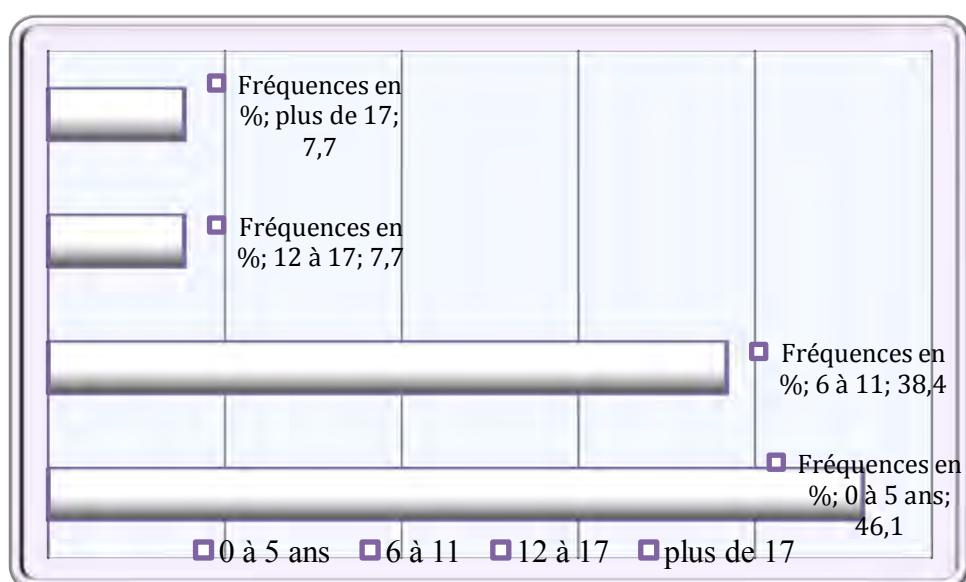


II-2-8 Durée de séjour en milieu d'accueil

La durée de séjour en milieu d'accueil est déterminante dans la capitalisation des fonds du migrant. Généralement, plus la durée de séjour est longue plus le migrant accumule des fonds suffisants susceptibles de faire l'objet d'un investissement. Le volume de la durée détermine souvent aussi si le migrant a réussi ou non son insertion. Dans la figure suivante, 46,1% des migrants de retour ont demeuré dans leurs pays d'arrivée entre 0 et 5 ans. Les cinq premières années correspondent souvent à la période des premières difficultés rencontrées par le migrant en termes d'adaptation et d'insertion. Les migrants sont en général peu ou pas informés des réalités qui les attendent dans les zones d'arrivée. D'autre, sont mal informés et concluent souvent en fonction d'informations qu'ils croient fiables. De ce fait, ils attribuent, au hasard aux lieux de destination une certaine utilité économique. Ainsi, il faudrait ajouter dans l'analyse de la migration la notion de contrainte et de connaissance. Ces deux notions peuvent certainement influer sur la durée du migrant en milieu d'accueil.

Cependant, 53,9% sont restés dans leurs pays de destination pendant plus de cinq ans. Le volume du temps de séjour demeure important pour le migrant de gagner en compétence et en fortune, mais aussi de mieux préparer son investissement dans son pays respectif. L'expérience acquise durant des années dans l'exercice de la migration demeure un atout considérable en faveur de la maximisation de fonds et parallèlement à la réussite d'un projet quelconque.

Figure 7: Fréquence de la durée de séjour en milieu de destination

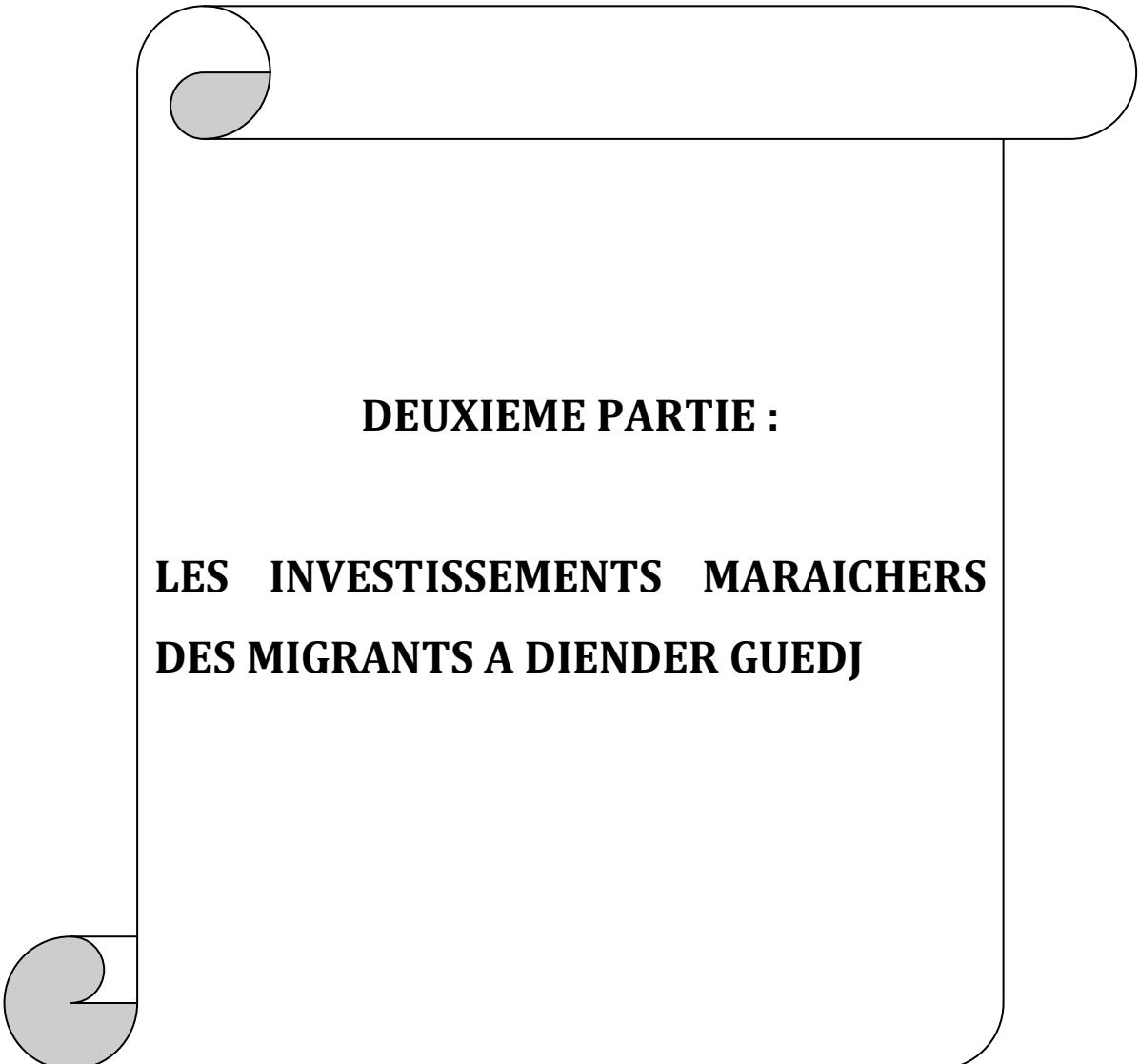


Source : Moussa NDOUR, Août 2012

CONCLUSION PARTIELLE

Au terme de cette analyse portant sur les caractéristiques des migrants, il ressort que la majeure partie des migrants sont issus des ménages modestes ou même pauvres, contrairement à l'opinion générale qui croit que ce sont les personnes riches qui migrent. Ces migrants sont aussi soutenus par la famille surtout en ce qui concerne l'aspect financier de la migration internationale, même si certains se sont pris en charge eux-mêmes. Ils sont plus présents en Italie (60%), mais ils ont aussi développé de nouvelles destinations à l'instar des Etats Unis. De ce fait, la barrière linguistique ou physique n'est plus un obstacle à la migration. On parle très souvent de l'élargissement des pays de destination. Les raisons d'accumulation de fonds, de recherche de l'argent ont été aussi évoquées par les migrants.

Nous avons constaté également que se sont les migrants les plus âgés et en général mariés qui investissent dans les activités agricoles notamment le maraîchage. Ce qui montre que les investissements surtout agricoles sont liés à l'âge, à la situation matrimoniale et à la capacité d'épargne. Mais, il est important de mentionner que la migration a influé des changements dans l'organisation de la société rurale en forgeant un nouveau bailleur de fonds : « le migrant rural investisseur ». D'où l'importance d'étudier l'utilisation de ces fonds dans la filière maraîchère et ses retombées dans le développement économique de Diénder Guedj.



DEUXIEME PARTIE :

LES INVESTISSEMENTS MARAICHERS DES MIGRANTS A DIENDER GUEDJ

CHAPITRE I : LA SITUATION DES INVESTISSEMENT DES MIGRANTS DANS LE MARAICHAGE

Dans ce chapitre, il est question d'étudier les éléments qui déterminent les investissements des migrants dans le secteur maraîcher. A savoir, la provenance des investissements, les priorités d'investissement, les logiques d'investissement, la nature des investissements et les activités investies par les migrants internationaux.

I-1 PROVENANCE DES INVESTISSEMENTS

Les investissements des migrants proviennent de diverses sources. Ils sont principalement issus de fonds propres hauteur de 67,8%. Les fonds propres constituent ici l'argent accumulé ou épargné lors de la migration. Ceci montre l'importance des flux financiers qui ne servent pas uniquement à résoudre les besoins de la famille mais aussi à investir dans des secteurs productifs. « Ces fonds peuvent être plus importants dans la mesure où les émigrés sénégalais gagnent beaucoup plus d'argent que les autres émigrés mais la moitié des sommes reste en Europe », souligne SADY. M, migrant de retour d'Italie.

Certains migrants associent également à leurs fonds propres à des prêts bancaires. Etant donné que leurs fonds propres seraient insuffisants pour satisfaire leurs besoins d'investissement. Ceux-ci représentent 19,3% des enquêtés. Par contre, d'autres au lieu de faire des prêts dans les structures financières sont appuyés financièrement et matériellement (semences) par des migrants qui sont à l'étranger. Ces migrants agricoles constituent 9,7%.

D'autres migrants (3,2%) aussi sont entièrement financés par des partenaires au développement après l'étude de leurs projets.

A travers l'analyse de ce tableau, nous pouvons retenir que les migrants font faiblement de prêts au niveau des structures financières de proximité implantées dans la localité. En dépit d'une forte densification des banques ou des mutuels de crédit dans le territoire de Diéndérien. La densification des banques de proximité ne rime pas forcément avec le taux d'épargne et de prêts. Selon LO. I, Maraîcher à Bayakh « Beaucoup de gens ne veulent plus faire de prêts au niveau des banques, car ils ont des difficultés de remboursement. Ce qui décourage les autres à faire des prêts... Emprunter de l'argent est un gros risque.»

Par ailleurs, face à ces risques d'emprunt, certains développent de nouvelles stratégies d'acquisition de financement. Il s'agit des financements octroyés par les « banabanas », des

commerçants devenus de véritables banquiers. Ils financent des producteurs maraîchers en partageant les revenus ou en leurs prêtant de l'argent.

D'autres moyens de pourvoyeur de fonds sont aussi entrepris par les non migrants en particulier. NDOYE. M, maraîchers à Thieudeme, « le plus difficile est l'investissement premier ». Ainsi, il ya certains qui exploitent d'abord des cultures à courte durée (45 jours) comme le concombre, haricot vert, qu'ils vont vendre et les revenus acquis serviront de fond de roulement pour financer les cultures de longue durée comme le piment, l'aubergine, le chou, l'oignon, etc. D'autres, pour la première campagne, ils font un prêt de semences et de engrais auprès des associations ou des « banabanas », après vente, ils disposeront d'un fond de roulement pour la deuxième campagne. Une dernière catégorie, qui s'appuie sur les « tontines »¹⁴ comme NDOYE. M qui a investi ses 15000Fcfa qu'il y a gagné.

En ce qui concerne, les femmes, elles sont financées par leurs maris comme dans le village de Thieudeme. Certaines d'entre elles aussi font du petit commerce pour trouver du financement. C'est le cas de NDOYE. A, maraîchère à Ndieuene qui exploite de l'aubergine et du persi.

Tableau n°1 : La provenance des investissements maraîchers des migrants internationaux

Provenance des investissements	Nb.cit	Fréq.
Fonds propres	21	67,8%
Financement d'un partenaire au développement	1	3,2%
Fonds propres+prêts bancaires	6	19,3%
Fonds propres+appui financier et matériel (semences) par un migrant	3	9,7%
TOTAL OBS.	31	100%

Source : Moussa NDOUR, Octobre 2012

¹⁴Le mot “tontine” désigne un crédit solidaire : pas de garanties matériels financiers mais exige une cotisation de chaque membre du groupe avant de bénéficier d'un quelconque crédit. En dehors de l'aspect financier, l'individu s'y reconnaît par son groupe et sa culture. Ainsi, les « tontines » des migrants dans les pays d'accueil, témoignent une appartenance culture ou/et religieuse. Le principe est de mettre à la disposition des plus pauvres des financements qui vont les permettre d'acquérir leurs propres moyens de production et disposer des revenus suffisants et de rembourser leurs crédits.

I-2- ORDRE DE PRIORITE DES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS

L'analyse du tableau n°2 ci-dessous, montre que les investissements des migrants suivent un ordre de priorité, construire une maison d'abord et investir dans le maraîchage ensuite. De ce fait, 96,8% des migrants affirment avoir construis une demeure avant d'investir dans le maraîchage. En effet, l'acquisition d'une maison demeure l'investissement le plus fréquent. Elle fait parti certainement du projet migratoire. Avoir une maison semble être la première préoccupation des migrants. « Un migrant de retour qui ne dispose pas de maison, est un échec, la première chose à faire est de construire une maison. » affirme Ndoye. M, migrant de retour, village de Beer Thialane.

Nous avons constaté aussi que les investissements à distance des migrants à l'extérieur concernent plus particulièrement la construction d'une maison et l'achat de terrains. La construction d'un toit est souvent considérée comme une réussite sociale et revêt particulièrement un caractère de prestige. L'énormité des besoins en matière d'habitation et la part financière colossale souvent attribuée à bâtir une maison, réduisent parallèlement les investissements destinés aux secteurs rentables. Mais ne devrons nous pas changer la donne en accordant plus d'importance aux investissements des secteurs productifs comme le maraîchage à Diénder Guedj où pratiquement la quasi-totalité de la population sont des maraîchers. De ce fait, il faut renforcer l'éducation financière des migrants pour une utilisation plus bénéfique de leurs épargnes dans les secteurs de création d'emplois et de richesses. Les besoins sociaux constituent l'un des principales contraintes des migrants à investir dans des activités génératrices de revenus.

Peu de migrants ont compris que les investissements agricoles (maraîchage) sont d'autant plus vitaux que la construction d'une maison de prestige, dans la mesure ou les activités maraîchères peuvent générer d'importants revenus pouvant permettre d'acquérir une maison et de satisfaire à la fois les besoins de la famille.

Tableau n°2 : Les priorités d'investissement des migrants

Les priorités d'investissement	Nb.cit	Fréq.
Investis dans le maraîchage après la construction d'une maison	30	96,8
Investis dans le maraîchage avant la construction d'une maison	1	3,2%
TOTAL OBS.	31	100%

Source : Moussa NDOUR, Octobre 2012

I-3 EVOLUTION DES ACTIVITES INVESTIES PAR LES MIGRANTS

Dans cette partie nous essayerons d'analyser la trajectoire des investissements des migrants. En d'autres termes, voir si les migrants investissent dans la continuité ou dans la rupture ?

✓ Avant le départ

Du tableau n°3 ci-dessous, nous avons observé que la majeure partie des migrants 90,3% travaillait dans le maraîchage. Ceci, peut être expliqué, par le fait que dans la localité de Diénder Guedj, le maraîchage est une activité traditionnelle et identitaire. Elle est plus visible dans les villages comme Thieudeme, Beer Thialane, Ndieuene, Mbissao, etc. Autoconsommé et commercialisé, le maraîchage pratiqué par la quasi totalité de la population, a servi de financement aux projets migratoires de certains émigrés. Toutefois, 9,7% seulement des migrants affirment avoir pratiqué d'autres activités comme le transport et le commerce. Ces migrants commerçants ou chauffeurs sont surtout localisés dans le village Bayakh, Ndieuene, Santhie Mame Gor, etc.

Tableau n°3 : Fréquences des activités investies par les migrants avant leur migration.

Activités investies avant la migration	Nb. Cit	Fréq.
Maraîchage	28	90,3%
Autres activités	3	9,7%
TOTAL OBS.	31	100%

Source : Moussa NDOUR, Octobre 2012

✓ Au départ

Au tableau n°4, il ressort que le maraîchage est aussi la principale activité investie par les migrants au retour. 67,8% des migrants ont investi après la migration dans le maraîchage contre 32,2% dans d'autres secteurs en particulier le commerce, l'élevage et le transport.

Tableau n°4 : Fréquences des activités investies par les migrants après leur migration.

Activités investies après la migration	Nb. Cit	Fréq.
Maraîchage	21	67,8%
Autres activités	10	32,2%
TOTAL OBS.	31	100%

Source : Moussa NDOUR, Octobre 2012

La comparaison des deux tableaux ci-dessus (3 et 4) montre que la grande partie des migrants fait un investissement continu. Ils ont continué à investir dans la même activité qu'ils pratiquaient avant le départ. « La notion de continuité est un élément essentiel dans la réussite d'un investissement. » affirme NDOUR. B, migrant de retour, Keur Mbir. La migration est prise comme un moyen de densification et de renforcement de l'activité maraîchère. Ainsi, il n'est pas étonnant de voir des maraîchers qui migrent dans le but d'acquérir des compétences ou de chercher à accumuler des moyens financiers, leur permettant de redynamiser leurs exploitations en achetant du matériel agricole moderne et en augmentant leurs domaines fonciers. NDOYE. B. M, village de Diénder, « On peut dire que mon investissement est une continuité car lorsque j'étais en Italie, je travaillais dans les champs maraîchers et à mon

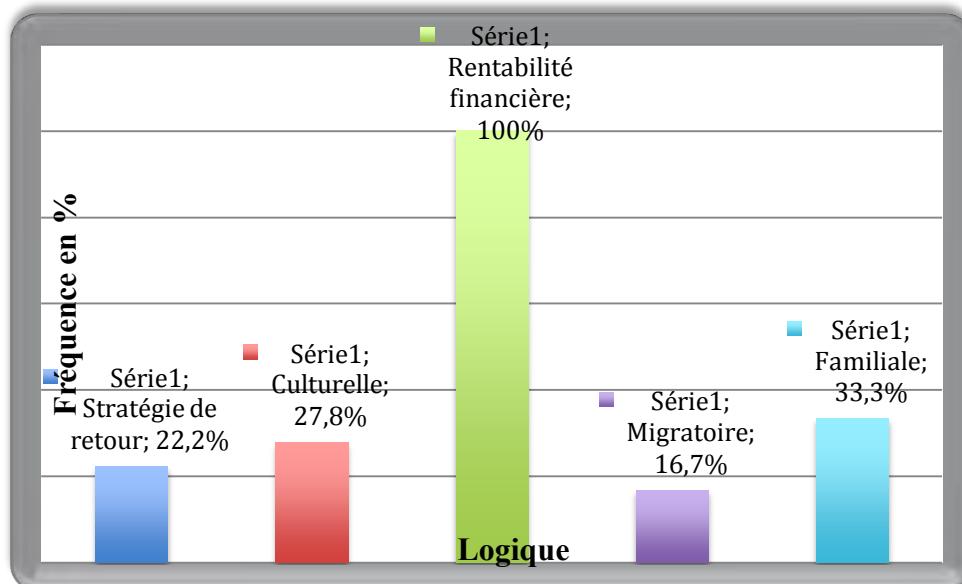
retour j'ai continué à investir dans le maraîchage en achetant du matériel agricole et en creusant des puits. » Etant des maraîchers au départ, ces migrants ont eu la possibilité de s'insérer en milieu d'accueil dans la même activité. Une situation qui leur a permis de gagner en expérience et en compétence, essentiel pour la réussite de leurs projets.

En revanche, il existe une minorité de migrants qui ont effectué un investissement de rupture. Se sont des migrant qui étaient avant dans le maraîchage mais préfèrent investir dans le commerce ou le transport. Ils croient que le maraîchage n'est plus rentable car il est livré à lui-même.

I-4 DIVERSITÉ DES LOGIQUES D'INVESTISSEMENT DES MIGRANTS

Tout investissement s'inscrit dans une logique. C'est le cas des investissements des migrants et des non migrants dans le maraîchage qui sont motivés par des logiques précises et spécifiques.

Figure 8 : Les logiques d'investissements des migrants dans le maraîchage



Source : Moussa NDOUR, Octobre 2012

✓ Logique familiale

Les investissements maraîchers des migrants ont une vocation familiale dont le but central, est de subvenir aux besoins de la famille. Le plus souvent des cultures de courte durée sont prévues qui peuvent être commercialisées quotidiennement, pour disposer de ressources monétaires qui pallieront les retards ou les insuffisances que connaissent les envois destinés à

l'entretien de la famille. La famille de l'émigré est très souvent dépendante des revenus envoyés de l'extérieur. Cette relation de dépendance crée une relation d'assisté, entre l'émigré et sa famille. En effet, le migrant ayant compris cela et que les transferts ne peuvent pas prendre en charge de façon continue les besoins vitaux de la famille, développe de nouvelles stratégies à travers les investissements agricoles. Ils constituent un filet de sécurité pour les ménages. Ici, les exploitations maraîchères visent essentiellement à supporter les besoins de consommation et monétaire de la famille. Le plus souvent ces exploitations sont gérées par un membre de la famille appuyé par l'émigré. Cette logique familiale des exploitations maraîchères peut permettre au migrant de réduire le montant financier alloué aux besoins sociaux de la famille afin de mieux orienter ses dépenses dans des secteurs à fort profit. Ces migrants constituent 33,3% des migrants interrogés.

✓ **Logique culturelle**

La logique culturelle est un aspect déterminant dans les investissements maraîchers des migrants au niveau de la communauté rurale de Diénder Guedj. Elle représente 27,8% des enquêtés. Le maraîchage est, socialement, historiquement et culturellement, une activité encrée dans le quotidien des populations. Son caractère culturel ou ancestral a beaucoup impacté sur le choix des investissements des migrants dans ce secteur. Selon, Kane. M, maraîcher à Bayakh, « le maraîchage est une activité transmise de génération en génération. » De ce fait, il n'est pas rare de voir des maraîchers qui rêvent un jour d'avoir la possibilité de léguer leurs exploitations à leurs enfants. Beaucoup de migrants se sont investis dans le maraîchage non seulement pour la rentabilité mais surtout parce qu'ils ont un héritage à perpétuer et à transmettre. En plus, la pratique des cultures maraîchères est devenue une tradition dans la communauté rurale de Diénder Guedj, à tel enseigne qu'elle sert pratiquement de zone d'apprentissage pour le reste des autres régions.

✓ **Logique de rentabilité financière**

L'investissement des migrants internationaux dans le maraîchage n'est pas entièrement destiné à l'autoconsommation ou à la logique culturelle mais il vise la rentabilité financière. En d'autres termes, il n'a pas simplement une fonction nourricière mais aussi celle monétaire. Pour GUEYE. S, coordinateur de la Fédération des Producteurs Maraîchers dans la zone des Niayes (F.P.M.N), « le maraîchage est une activité créatrice de richesses et d'emplois. » Ce constat est conforté par le fait que la quasi totalité des migrants affirment avoir investir dans le maraîchage pour la rentabilité financière. NDOYE. D. M, maraîcher à Ndieuene, « j'ai

quitté mon travail de chauffeur car c'était difficile de gagner 1000f/jour et je pense que le maraîchage peut apporter plus, 2 à 3 mois tu commences à disposer des revenus. »

La rentabilité est l'un des premiers facteurs explicatifs de l'investissement des migrants dans le maraîchage. L'exploitation des périmètres maraîchers permet aux migrants de fructifier leurs investissements tout en créant des possibilités d'emplois. Ceci est surtout constaté au niveau des exploitations entrepreneuriales où le migrant cherche à développer son exploitation et à amortir son investissement.

✓ Logique d'une stratégie de retour

Les investissements des migrants dans le maraîchage s'inscrivent aussi bien dans une stratégie de départ qu'une stratégie de retour. 22,2% des migrants préparent leurs retours en développant des activités génératrices de revenus qui lui permettent de vivre dans la tranquillité. Ainsi, MBENGUE. A, migrant actuel à Santhiou Dara « l'investissement, c'est dans le but de prévenir d'autant plus qu'on a prévu de rentrer».

A Diénder Guedj, avant la migration, la majorité des migrants avait des exploitations maraîchères où elle constituait à les entretenir à distance. Il s'agit d'une stratégie prévisionnelle en conservant leurs exploitations pour leur retour. Les migrants sont conscients qu'après la migration, il ya une autre vie qui mérite d'être préparée, car toute migration a une fin. Ainsi, pour NIANG.B, migrant de retour d'Italie, « toute la vie n'est pas migration. On a réussi ou pas de la migration on doit retourner ». DIOP. M, migrant de retour d'Espagne au village de Thor, « Ce qu'on fait là-bas on peut le faire chez nous...l'Europe c'est pour régler une situation mais pas pour y habiter».

Fort de toutes ces raisons, un nombre important de migrants met en place une stratégie prospective, sachant qu'il va retourner dans son pays d'origine. Le plus souvent, les cultures arboricoles (manguier) sont prévues dans les exploitations maraîchères, considérées comme une épargne de sécurité ou de caution. Les investissements sont ainsi un mécanisme d'assurance pour le migrant de retour et sa famille.

Selon ce migrant rencontré à Mbissao, « Europe dafa métí légui, wayé Afrique mon dess woutoukay ». En d'autres termes, l'Europe est difficile aujourd'hui mais l'Afrique est la future terre de richesses. L'Europe comme les autres pays développés sont attirés par l'Afrique car ce qu'ils espéraient chez eux ne s'y trouve plus mais plutôt dans le continent

noir. Dans ce sens, Président Sénégalais Maky SALL sonne l'alerte « l'Afrique risque de vendre ses terres aux multinationales. »¹⁵

✓ Logique de migrer

Dans cette logique, elle concerne habituellement les non migrants jeunes qui sont tentés par la migration vers l'Europe. La logique de migrer représente 16,7% et concerne la quasi-totalité des plus jeunes maraîchers, ces derniers trouvent dans l'exploitation du maraîchage un moyen de gagner de l'argent pour s'investir dans la migration. Ils s'inscrivent dans la logique d'une migration future ou proche. Ainsi, un nombre intéressant de jeunes ont pu migrer grâce aux revenus dérivés de leurs activités maraîchères. En effet, leurs investissements dans le maraîchage sont souvent temporaires et s'inscrivent dans le court terme. GUEYE. M, maraîcher à Ndieuene, « le maraîchage, un investissement à court, la plupart des cultures dure 2 à 3 mois. Je suis juste là pour gagner de l'argent afin de migrer en Europe. » De ce fait, le maraîchage est à la fois une logique de préparation du retour mais aussi une logique de migrer pour les non migrants. Il est évident de constater cette envie constante et persistante des jeunes de vouloir migrer vaille que vaille. Un rêve ou espoir qui se renouvelle chaque jour.

✓ Logique mixte

La logique mixte peut être mentionnée, dans la mesure où certains migrants satisfont en même temps les besoins alimentaires de la famille et rentabilisent leurs investissements par la spéculation des produits maraîchers. Ils constituent surtout la majorité des migrants cherchant à subvenir aux exigences de la famille tout en espérant une rentabilité financière. En revanche, il faut souligner que ces deux objectifs ne vont pas toujours de paire. Très souvent, ce sont les charges familiales qui étouffent la probabilité d'une rentabilité financière. Cette prééminence des charges familiales sur la rentabilité financière explique, en fait, l'échec des investissements des migrants souvent noté à Diénder Guedj.

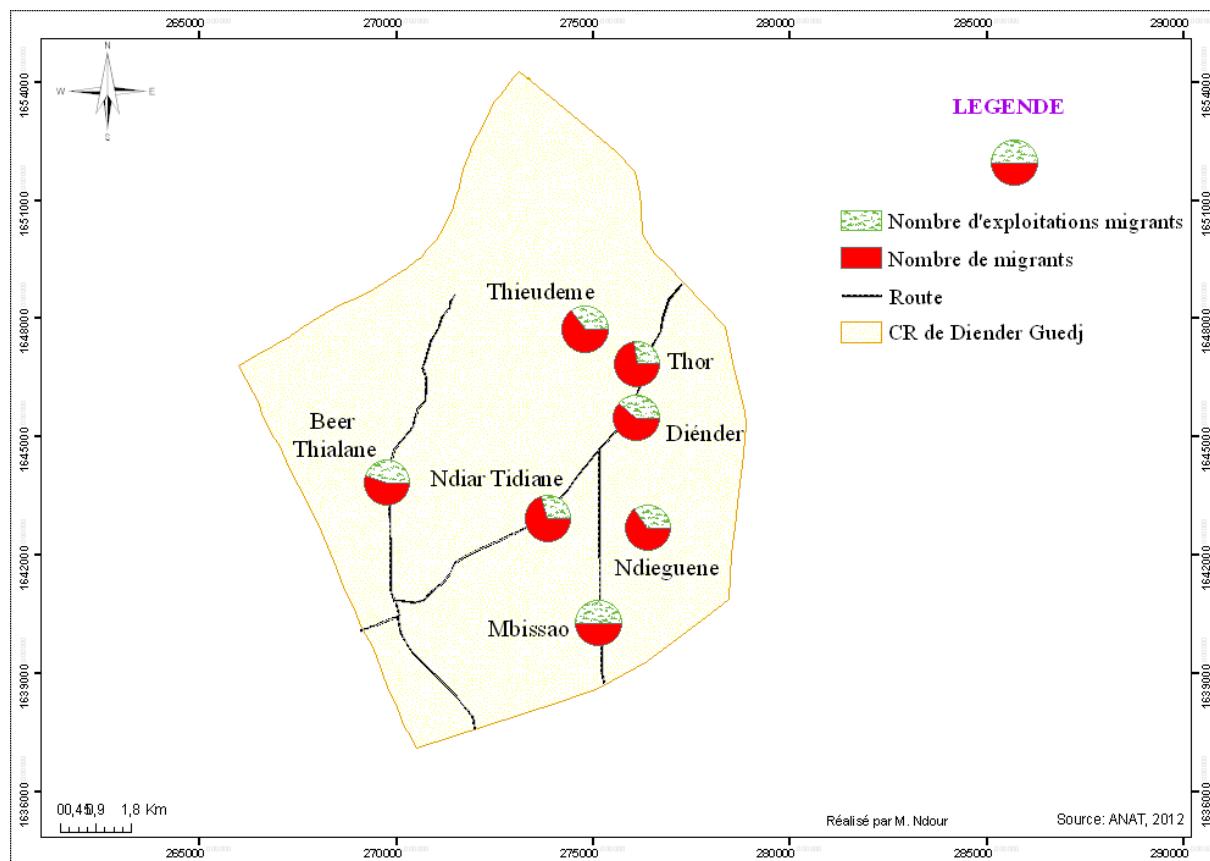
I-5 LES PERIMETRES MARAICHERS A DIENDER GUEDJ

Le maraîchage est pratiqué dans tous les villages de la localité, il est un élément structurant des grandes dynamiques de la société. Néanmoins, elles sont plus centrées dans les villages comme Beer Thialane, Mbissao, Ndieuene, Thieudeme, Santhie Mame Gor, Thor, et Diender (carte n°6, ci-dessous). De ce fait, nos enquêtes ont été particulièrement menées dans ces sept

¹⁵ El hadji Abdoulaye. THIAM. « Politique et Institutions ». in le soleil, 20 Juin 2013, page 3.

villages maraîchers. Le nombre d'exploitations maraîchères est chiffré à 1191 avec une variance entre 30m² à 1 hectare et constitué des exploitations appartenant à des migrants et celles appartenant à des non migrants dont nous avons décidé de faire un échantillon texte.

Carte 7 : Nombre d'exploitations maraîchères selon les villages étudiés



Suivant les sept villages enquêtés, le total des migrants s'élève à 405 et celui de leurs exploitations est estimé à 223. En d'autres termes, tous les migrants n'investissent pas de manière effective dans l'exploitation de la terre. Certes, ils disposent des lopins de terres, mais ces derniers ne sont pas mis en valeur surtout dans le domaine maraîcher. Toutefois, à Mbissao, il ya autant d'émigrés que d'exploitations, ils ont investi entièrement dans la production maraîchère, contrairement à Thor où les émigrés, malgré leur nombre significatif estimé à 102, ont investi faiblement dans le secteur maraîcher.

Cette situation opposée de ces deux villages trouve une explication dans le comportement de leur disponibilité de terres propices à l'exploitation du maraîchage. A Thor, les exploitations sont particulièrement à caractère arboricole réduisant en conséquence les surfaces susceptibles d'être destinées aux cultures maraîchères. En revanche, la situation est de l'inverse à Mbissao dont les exploitations sont largement dominées par les cultures maraîchères non arboricoles.

II-5-1 Le foncier maraîcher

Le problème foncier est aujourd’hui sur toutes les lèvres. La communauté rurale de Diénder Guedj n’est pas non plus épargnée à cette situation. Etant une zone à vocation essentiellement agricole, les Niayes souffrent sans conteste de la mauvaise gestion des terres destinées au maraîchage. Une situation due certainement à la croissance urbaine et à l’augmentation incessante du nombre de pratiquants maraîchers.

Les enquêtes menées dans les sept villages figurant au niveau de la carte n°6, ont montré que la disponibilité des terres et la proximité de la nappe phréatique ont été à la base de l’exploitation du maraîchage. Toutefois, suivant les différentes localités, nous avons constaté que certaines ont des terres et d’autres n’en ont pas. De ce fait, dans les villages comme Thieudeme, Mbissao, Beer Thialane et Ndieuene qui sont des grandes zones maraîchères, ont une disponibilité foncière importante. Par contre, le village de Diénder et celui de Ndiar Tidiane possèdent certes des terres mais la nappe phréatique est profonde avec des puits pouvant aller jusqu’à 15 ou 16 m de profondeur ! Cette situation a persuadé les populations de faire de ces terres des espaces arboricoles surtout le manguiers qui consomme moins d’eau. Le cultivateur avec peu ou pas de moyens, trouve plus facile de planter des manguiers que de cultiver le maraîchage. C’est aussi pour lui une solution de préserver sa terre contre la loi domaniale qui stipule que les terres sans exploitation doivent être désaffectées et affectées aux personnes pouvant les mettre en valeur. L’inconvénient est que les terres pouvant faire l’objet de pratiques maraîchères, sont souvent réduites. Kane. M, horticulteur au village de Diénder, « A cause des manguiers nous avons plus de terres pour le maraîchage »

Nous avons constaté aussi que beaucoup de gens vendent leurs terres par manque de moyens, par besoin ou par ignorance. Le Chef de village de Beer Thialane, Madoune Ciss précise « pour le paysan, la terre est son bureau ».

Le problème de la salinisation mérite d’être souligné aussi, une situation qui pousse beaucoup de gens à abandonner leurs terres, comme souligne, SARR. A, maraîcher au village de Thor. Quant à l'**acquisition des terres**, il se fait de diverses manières. Ici nous avons essayé de comparer le mode d’acquisition des terres suivant les migrants ou les non migrants. Le tableau suivant montre que le système d’héritage est dominant dans l’accès à la terre pour les migrants comme les non migrants. 77,4% des non migrants cultivent des terres léguées par leurs parents décédés ou vieux et 67,8% pour les migrants.

Certes, les migrants accèdent à la terre par héritage en grande partie, mais font aussi achat de terrains. 32,2% des migrants ont pu accéder à la terre par l'achat, et cela est surtout rendu possible par les fonds issus de la migration. Beaucoup de migrants notamment les jeunes se sont disposés des terres grâce aux moyens financier issus de la migration. Cependant, la spéculation foncière atteint à l'heure actuelle des proportions illimitées, accompagnée d'une augmentation sans précédente du prix de parcelles atteignant des dizaines et des centaines de millions Fcfa. En effet, le maraîchage est l'une des filières les plus dynamiques du secteur agricole au Sénégal, en raison de la permanence de ses activités dans certaines zones, du nombre de pratiquants au niveau national, de la diversité des espèces cultivées et des régions touchées et surtout des retombées financières sur les principaux acteurs. Cette situation influe sans doute sur la valeur financière des terres.

Par ailleurs, dans l'achat de terres, le Chef de quartier est souvent sollicité par le migrant. Maîtrisant parfaitement les ficelles du marché foncier, bénéficiant de protections inhérentes à son statut, le chef de quartier est au centre des transactions foncières. Ainsi, il est évident de se rendre à l'évidence que le conseil rural entant que l'organe délibérant est souvent délaissé.

Pour le prêt, il est moins pratiqué par la population en générale, ce dernier représente que 16,1% pratiqués d'ailleurs par les non migrants. Beaucoup de gens ne veulent pas prêter leurs terres à des exploitants même s'ils n'ont pas les moyens de les mettre en valeur, car selon certaines personnes enquêtées, un nombre important de paysans a perdu leurs terres suite à un prêt. C'est le cas de ce migrant rencontré à Ndieuene qui affirme « J'avais prêté une partie de mes parcelles à un exploitant et au bout de 2ans, il l'a « dominé ». »

Tableau n°5 : Le mode d'acquisition des terres selon le migrant ou le non migrant

Acquisition de parcelles	Migrant		Non migrant	
	Effectif	Fréquence en %	Effectif	Fréquence en %
Achat	10	32,2%	2	6,5
Prêt	-	-	5	16,1%
Héritage	21	67,8%	24	77,4%
TOTAL	31	100%	31	100%

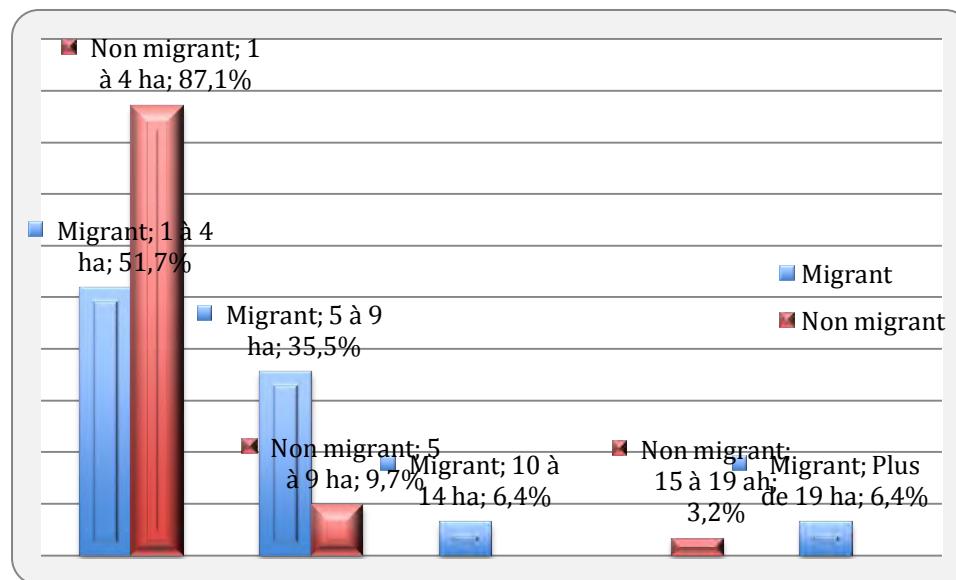
Source : Moussa NDOUR, enquêtes, novembre 2012

II-5-2 Superficie du domaine foncier selon le migrant ou le non migrant.

Le volume parcellaire des migrants n'est pas identique à celle des non migrants. Suivant la taille des parcelles dont disposent les migrants comme les non migrants, on a pu identifier la place de la migration dans l'acquisition des terres. Comme le montre la figure ci-dessous, 35,5% des migrants ont des parcelles qui varient entre 5 à 9ha contre seulement 9,7% pour les non migrants. En plus, 6,7% des migrants disposent des parcelles de plus de 19ha contrairement aux non migrants où la plus grande tranche se situe entre 15 à 19ha qui représente 3,2%. En revanche, les migrants ainsi que les non migrants possèdent en grande majorité entre 1 à 4 ha. On peut noter 87,1% pour les non migrants et 51,7% du coté des migrants.

En réalité, les migrants ont les tranches de parcelles les plus significatives car ils ont l'opportunité d'accroître leur capital foncier en se servant des retombées de la migration. Malgré, les terres héritées de leurs parents, les migrants achètent de façon effrénée des parcelles de terres même si elles ne sont pas exploitées significativement. Contrairement aux non migrants, ils se limitent très souvent aux terres reçues de leur héritage ; parfois confronté à des difficultés, ces derniers ont tendance à les vendre.

Figure 9 : Superficie du domaine foncier selon le migrant ou le non migrant



Source : Moussa NDOUR, enquêtes nombre, 2012

Dans cette figure, il est nécessaire de préciser que les migrants ainsi que les non migrants n'exploitent pas de manière effective l'ensemble de leurs terres. Quelques lopins de terres sont valorisés suivant la nature de la culture. Certaines terres sont exploitées pour le compte

maraîcher et d'autres réservées à l'arboriculture comme le manguier en particulier. Cependant, il est difficile de mesurer la superficie des terres mise en exploitation par le migrant ou le non migrant du fait qu'il exploite de petits périmètres allant de 1/2 hectare à 30m². Néanmoins, à travers les données recueillies de nos enquêtes, nous avons pu élaborer ce tableau suivant.

Tableau n°6 : Superficie mise en exploitation maraîchère selon le migrant ou le non migrant

Superficie exploitée	Non Migrant		Migrant	
	Effectif	Fréquence en %	Effectif	Fréquence en %
50m ² à 1/2 ha	14	41,1%	11	35,5%
1ha à 2ha	17	58,9%	16	51,7%
3ha à 4 ha	-	-	2	6,4%
4ha à 5 ha	-		1	3,2%
Plus de 5ha	-	-	1	3,2%
Totale	31	100%	31	100%

Source : Moussa NDOUR, enquêtes nombre, 2012

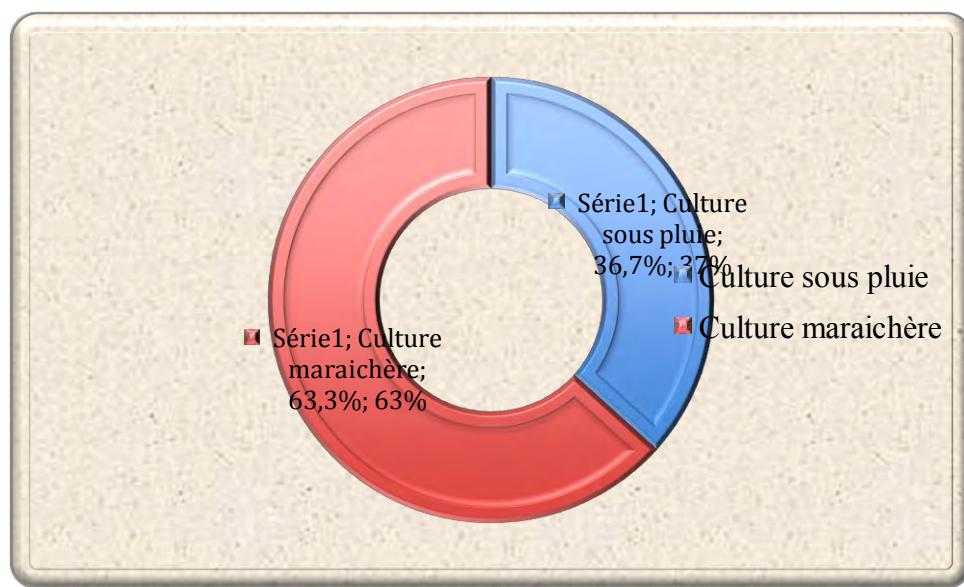
Ce tableau montre que la taille des superficies mises en valeur par les migrants est beaucoup plus importante que celle des non migrants. Les non migrants exploitent des parcelles comprises entre 50m² à 2ha dont 41,1% mettent en valeur entre 50m² à 1/2 ha et la majorité 58,9% entre 1ha à 2ha. Du coté des migrants par contre, les parcelles exploitées peuvent aller jusqu'à plus de 4ha soit 6,4%. Le reste constitué de 94,6%, est compris entre 50m² à 4ha avec une majorité de 51,7% pour les superficies de 1ha à 2ha.

Les grands espaces sont utilisés par les migrants, ils sont beaucoup plus entrepreneurs que les non migrants dont leurs exploitations sont largement destinées à satisfaire les besoins de consommation de la famille.

II-5-3 Les exploitations selon l'orientation

Les exploitations des migrants sont de plusieurs natures. Elles peuvent être des cultures de sous pluie ou des cultures maraîchères. Toutefois, les cultures maraîchères occupent la plus grande place des exploitations et y sont représentées à 63,3%. La part réservée à l'agriculture humide est faible, de l'ordre de 36,7% des exploitations. L'agriculture de sous pluie concerne principalement le manioc, le manguier et le bissap. Le citronnier est aussi largement cultivé dans le village de Beer Thialane en particulier. Raison pour laquelle on le considère comme la « capitale » ou le bastion du citron. Les terres où sont pratiquées les cultures sous pluie, sont généralement celles où la nappe phréatique est profonde posant un problème d'accès à l'eau permanent au cours de la période sèche. L'autre raison consiste que les migrants notamment en cours, préfèrent investir à distance dans les cultures comme le manguier et l'arachide « arrosée ».

Figure 10: Fréquence des exploitations selon l'orientation



Source : Moussa NDOUR, enquêtes nombre, 2012

II-5-4 Les exploitations maraîchères selon la catégorie de cultures

La diversification des exploitations varie considérablement selon les espèces cultivées. 25% des exploitations sont destinées à la culture du chou. Le chou fait partie des trois principales cultures exploitées dans la communauté rurale de Diénder Guedj. Il est surtout cultivé en

raison de sa capacité de production et de sa résistance. En suite, viennent la tomate et le piment qui occupent chacun 20% des exploitations.

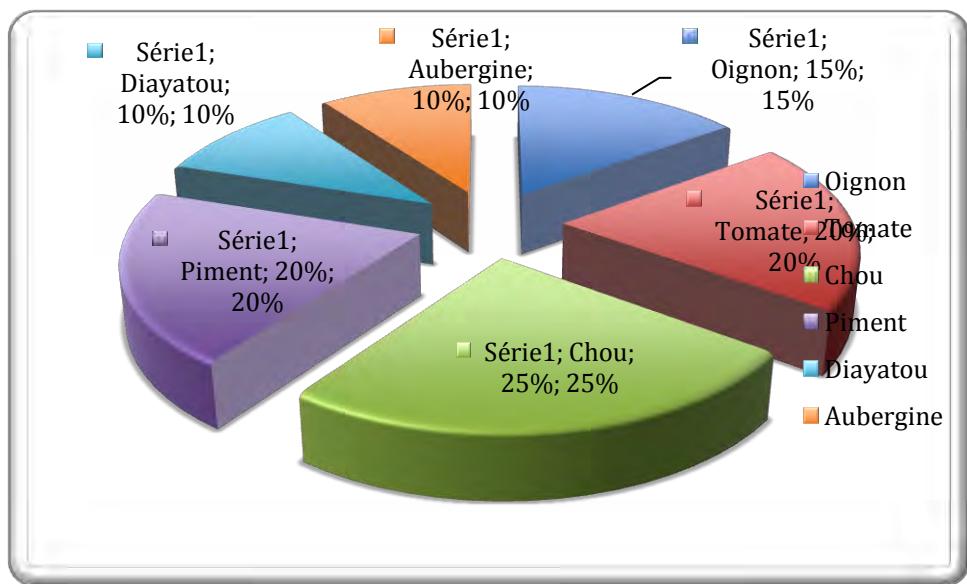
La tomate (*Lycopersicon esculenteum*), fait partie des produits faisant l'objet d'un commerce florissant en gros et en détail. Elle a une capacité de production notable et est très prisée dans la production industrielle.

Le piment (*capsicum frutescens*) troisième culture maraîchère exploitée après le chou et la tomate. Il est semé en pépinière avant d'être repiqué et peut être cultivé toute l'année. Le piment a une capacité productive remarquable, il est l'une des cultures qui peut durer plus d'une année sans repiquage. Le piment présente un potentiel énorme aussi bien en termes de production que de revenus monétaires.

L'oignon (*alibicum cepa*) vient en quatrième position en occupant 15% des exploitations maraîchères. Cette plante à bulbes et à croissance rapide, se fait d'abord par la mise en pépinière avant d'être repiquée un mois quelques jours plus tard. Les semis se font en général de novembre à janvier et les travaux de plantation de décembre à mars et l'arrosage est journalier. En fait, l'exploitation de l'oignon se fait pratiquement d'une durée inférieure ou égale à quatre mois. Cependant, sa production pose couramment des inquiétudes notamment dans la commercialisation où un nombre important de producteurs s'alarme sur le futur de l'oignon.

Enfin, 10% des exploitations concernent chacun des deux cultures à savoir l'aubergine et le Diyatou. En effet, l'analyse de la figure suivante, nous renseigne que de façon précise que le chou, la tomate, le piment et l'oignon sont essentiellement les cultures les plus pratiquées.

Figure 11 : Fréquence du nombre d'exploitation selon les espèces cultivées.



Source : Moussa NDOUR, enquêtes nombre, 2012

II-5-5 Superficie des exploitations mises en valeur selon la catégorie de cultures.

Les enquêtes ont révélé que les migrants n'exploitent pas toute la totalité de leurs parcelles. Ils cultivent des superficies variant d'une culture à une autre. Dans le tableau n°7 suivant, les superficies cultivées concernent l'oignon, la tomate et le chou. Elles sont plus importantes et oscillent entre 80m² et ½ hectares. Contrairement aux autres cultures comme le piment, diayatou et aubergine, les superficies tournent autour de 30 à 50m². En effet, sur une surface de 50m², plusieurs cultures sont exploitées à travers un système de rotation. Ainsi, pour une superficie comprise entre 40 et 50m², le maraîcher peut cultiver plusieurs produits. Les parcelles sont surtout divisées en sole, une zone cultivée et une autre mise en jachère. Ce qui permet de garder la fertilité du sol. Nos études ont montré que 100 % des interrogés pratiquent au moins deux à trois cultures simultanément, ils peuvent opter pour le choux, tomate, et piment ou aubergine, chou, et persi.

Par ailleurs, la faiblesse des superficies selon les cultures est fondamentalement liée au manque de moyens financiers, d'usines de conservation des légumes, aux faibles opportunités commerciales et aux difficultés d'accès à la terre et à l'eau.

Tableau n°7 : Tranche des superficies mise en valeur selon les espèces cultivées

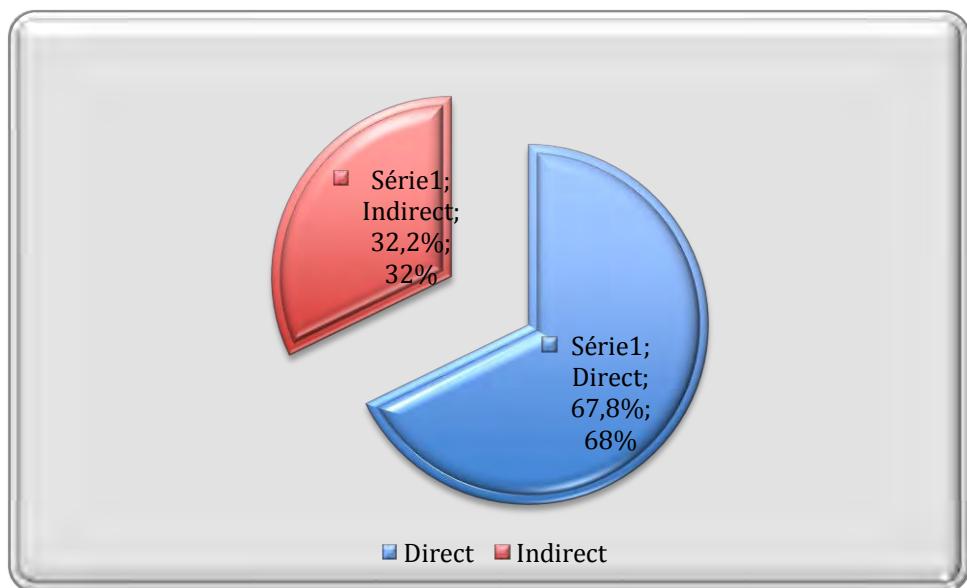
Superficie	Espèces Cultivées
80m ² à 1/2 ha	Oignon
50m ² à 1/2 ha	Tomate
50m ² à 1/2 ha	Choux
40 à 50m ²	Piment
40 à 50m ²	Diayatou
30 à 50m ²	Aubergine

Source : Moussa NDOUR, enquêtes nombre, 2012

II-5-6 Les exploitations selon la méthode de faire valoir

Les migrants pratiquent essentiellement deux méthodes : le faire valoir directement et le faire valoir indirectement. Dans les investissements maraîchers au niveau du maraîchage, nous avons compris que ce sont surtout les migrants de retour qui constituent les plus importants. De ce fait, ils représentent également le pourcentage le plus élevé (67,8%) occupant directement de leurs exploitations. Ils préfèrent s'en occuper directement plutôt de les confier à une ou des personnes comme le font souvent les migrants actuels qui investissent à distance. Les migrants actuels c'est-à-dire ceux qui sont toujours en Europe ou font de la migration circulaire sont parfois obligés de confier leurs exploitations à des personnes constituées généralement des membres de leurs familles (épouses, cousins, neveux ou oncles). Cette méthode de faire valoir indirecte constitue 32,2%. Ils peuvent aussi appuyer financièrement ou en intrants un parent dans la réalisation de son projet maraîcher. Dans ce cas, il n'est pas propriété de l'exploitation mais actionnaire. Le mode de faire valoir direct ou indirect se distingue surtout à travers le profil du migrant.

Figure 12 : Les exploitations selon la méthode de faire valoir

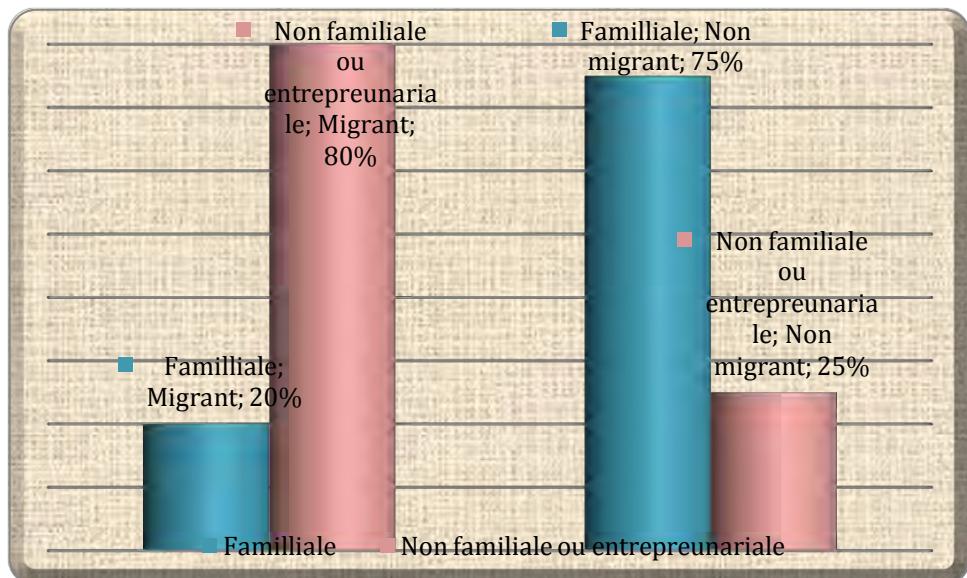


Source : Moussa NDOUR, enquêtes, novembre 2012

II-5-7 Types d'exploitations maraîchères

Dans nos enquêtes, nous avons enregistré deux grands types d'exploitation pratiqués par les migrants y compris les non migrants.

Figure 13 : Les types d'exploitation maraîchère selon le migrant ou le non migrant



Source : Moussa NDOUR, enquêtes, novembre 2012

- **Exploitation familiale**

Le maraîchage familial produit surtout sur des parcelles moyennes est largement pratiqué par les non migrants comme le montre la figure 12 ci-dessus, 75% pour les non migrants contre 20% pour les migrants. Dans l'exploitation familiale, la famille est entièrement présente et constitue la principale bénéficiaire. Les terres exploitées sont souvent héritées et l'exploitation se fait en commun. La femme et les enfants sont impliqués dans tout le processus de la production. Cette manière d'exploitation repositionne la famille et renforce son capital budgétaire. Dans la mesure où les capitaux restent dans la famille contrairement à l'exploitation non familiale où une grande partie des capitaux sont donnés à des «sourgas» qui sont constitués en grande partie des ressortissants de la Guinée et du Mali.

Très souvent, dans certaines familles des pays en voie de développement, une seule personne est active et travaille pour satisfaire tous les besoins de la famille, une famille pouvant composée en moyenne six membres. Parfois, elle n'arrive même pas à s'acquitter de ses tâches les plus rudimentaires. Cependant, l'exploitation familiale permet à chaque membre de la famille d'être actif et autonome car l'exploitation est un bien commun mais chacun est actionnaire. En outre, l'objectif premier de l'exploitation familiale est la reproduction de l'unité familiale à travers la production alimentaire pour la consommation du ménage et par la suite, pour la création des revenus dans le but de satisfaire les autres besoins de ses membres. Elles constituent une réponse aux risques de volatilité des prix des denrées alimentaires. Si on prend à l'échelle de l'Afrique, les exploitants agricoles familiaux satisfont aujourd'hui jusqu'à 80% des besoins alimentaires de l'Afrique en dépit du fait qu'ils reçoivent très peu ou pas de soutien de politiques et de programmes. Par contre, au Sénégal, les recherches menées ont montré que les exploitations familiales agricoles produisent deux tiers de toute la nourriture consommée dans le pays aujourd'hui et pratiquement toutes les céréales sèches qui constituent l'aliment de base de plus de 60% de la population.¹⁶

Elle n'est pas un modèle d'agriculture archaïque dont pensent certains, nous devrons d'ailleurs la promouvoir car elle est la meilleure manière d'assurer la sécurité alimentaire locale et de contribuer à une économie plus dynamique et équitable, d'autant plus que la sécurité alimentaire n'est pas un fait global mais plutôt un fait individuel et familial.

¹⁶FALL. Ndiou, Atelier des agriculteurs africains sur “les investissements dans l’agriculture pour renforcer l’agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables en Afrique” Rapport de Synthèse, 4 et 5 Mai 2011, Mfou, Cameroun, page 11.

- **Exploitation non familiale ou entrepreneuriale**

L'exploitation non familiale ou à l'entreprise est pratiquée par l'ensemble des maraîchers. On doit cependant insister sur le fait que ce sont surtout les migrants qui l'optent le plus. Elle représente 80% des exploitations des migrants pour seulement 25% du côté des non migrants qui sont le plus souvent les gros paysans. Ce type d'exploitation nécessite des moyens financiers et des capacités managériales importantes. En effet, l'esprit d'entreprise présente trois caractéristiques majeures : la perception de créneaux exploitables et rentables, la volonté d'exploiter ce qui est perçu et les compétences organisationnelles pour mener à bien un projet. En outre, avec l'expérience vécue de la migration et les fonds accumulés, les migrants ont gagné en maturité et en expérience qui leur ont permis de prendre conscience des opportunités qu'offre la zone en termes agricoles, en faisant de l'entreprenariat agricole.

« Avant la migration, mon père cultivait justement pour la famille, mais de mon retour de la migration au village, j'ai commencé à développer le maraîchage à l'entreprise. » affirme MBEGUE S, migrant actuel, à Thor. Dans l'optique de la rentabilité de son exploitation agricole, le migrant a adopté un certain nombre d'innovations comme l'entreprenariat maraîcher. Une situation qui a révolutionné le maraîchage en lui donnant une autre figure différente de son caractère familial et culturel. Ce nouveau caractère managérial du maraîchage développé par les migrants ont fait l'objet de création de nombreux emplois fixes ou temporaires en milieu rural. Il a permis aussi d'accroître la production maraîchère et d'augmenter parallèlement les revenus.

II-5-8 Les acteurs impliqués dans le processus de production

Les acteurs intervenant dans la filière maraîchère sont multiples et variés. Nous pouvons citer :

- **Les migrants**

Les migrants constituent de nouveaux acteurs dans les exploitations des produits maraîchers. Ce sont les migrants de retour ou d'actuels. À travers les flux financiers, matériels, et immatériels, les migrants disposent des opportunités d'investir dans le maraîchage, en apportant plus de moyens matériels et financiers mais surtout de compétences. Ils tendent aujourd'hui à se substituer au pouvoir politique (élus locaux) du fait que ces derniers deviennent de plus en plus de véritables bailleurs de fonds. Dans la communauté rurale de Diénder Guedj, ils sont largement présents dans les exploitations maraîchères. Longtemps sous l'emprise des pouvoirs politiques et religieux, le rural, un espace dynamique et évolutif, tend à être aujourd'hui dominé de plus en plus par les émigrés.

- Les femmes

Les femmes sont indispensables dans le processus de la production des produits maraîchers. Elles sont impliquées dans la production et la distribution des produits. Dans certains villages comme Beer Thialane, Thieudeme et Ndieuene, les femmes sont souvent aussi représentatives dans les exploitations maraîchères que les hommes. Elles font de petites exploitations de nanas et de persi nécessitant un temps réduit et peu d'énergie. Cependant, elles investissent aussi dans les cultures comme le navet, concombre et même la tomate, comme dans le village de Thieudeme. D'autres préfèrent le commerce de légumes comme les « banananas rurales ».

Grâce à cette navette de l'exploitation au commerce, ces femmes solides et ingénieuses parviennent à gérer leurs familles à savoir la scolarité de leurs enfants et l'alimentation. L'exploitation des cultures à cycle très court leur permet à tout moment de disposer d'une épargne de précaution. Il n'est pas rare de voir dans ce contexte des femmes qui ont abandonné leur travail au profit du maraîchage. C'est le cas de BA. M, maraîchère « J'ai abandonné mon travail de vendeuse de thé pour faire le maraîchage ».

En somme, les revenus qu'elle gagne lui serviront à satisfaire ses besoins personnels et ceux de ses enfants sans entièrement dépendre de son mari. Le maraîchage serait alors pour la femme, un moyen d'émancipation ou d'autonomisation financière.

Photo n°1



Une femme arrose son exploitation au village de Thieudeme

- Les banabanas

Les banabanas sont des marchands qui achètent des produits de tout genre à bas prix dans le but de les revendre dans les centres urbains à des prix élevés. Ils sont connus dans la commercialisation des produits notamment agricoles.

Dans la communauté rurale de Diénder Guedj, ils sont aussi présents surtout dans les investissements maraîchers. Un nombre important de banabanas spécialement les gros, finance souvent des maraîchers dans l'acquisition de semences et d'engrais. Connaissant mieux les besoins du marché aussi bien en fonction d'offre que de la demande, ils participent dans le choix des produits à cultiver suivant une période bien précise. Ils donnent aux producteurs des informations relatives aux prix sur les spéculations mais aussi les besoins du marché en termes de produits. De ce fait, le producteur étant mieux informé, aménage son calendrier culturel et commercial en conséquence. Il ya en fait un cordon ombilical reliant les banabanas aux producteurs.

- Les associations maraîchères

Dans la communauté rurale de Diénder, on note la présence de nombreuses associations s'activant dans le secteur maraîcher. Ces associations regroupent à la fois les maraîchers migrants et non migrants. Nous avons la Fédération des Producteurs Maraîchers dans la zone des Niayes (F.P.M.N), créée le 18 avril 1994, elle regroupe 2200 professionnels qui travaillent sur 6011 hectares. La fédération comporte 35 Groupements Intérêts Economiques (GIE) et 360 membres individuels y compris les migrants. Son objectif est d'améliorer le développement de l'horticulture et la consolidation des revenus issus de l'activité dans la zone des Niayes. La fédération travaille aussi en collaboration avec les émigrés résidant en Europe notamment en Italie, Espagne, etc. Ces migrants ont mis à leur disposition des semences d'une quantité importante comme le poivron, le piment de squelette, le piment basque, etc.

On peut aussi citer la Fédération Agropastorale de Diénder Guedj (FAD) qui s'active dans le développement avec comme principal but de favoriser une agriculture saine et durable. Elle est une association de paysans et paysannes des 25 villages de la communauté rurale de Diénder Guedj. Actuellement, elle compte environ 2000 membres. Cette fédération a mis sur pied un crédit mutuel qui participe à la maîtrise de nos moyens de production. Pour bénéficier d'un prêt, il faut abonner 7500Fcfa/personne et 12500Fcfa pour une organisation. Les prêts sont proportionnels au montant épargné.

- Les structures financières de proximité

Les structures bancaires de proximité constituent des acteurs non négligeables dans le processus de la production maraîchère. Elles sont conscientes de leur rôle dans le renforcement de la production agricole. Aujourd’hui, le développement du maraîchage et du phénomène de la migration ont entraîné l’implantation de plusieurs structures financières de proximité dans la communauté rurale de Diénder Guedj. Les plus présentées sont PAMECAS, Crédit Mutuel du Sénégal (CMS), Alliance de Crédit et d’Epargne de la production (ACEP) et les banques locales sous l’initiative villageoise comme le Crédit Mutuel de Diénder Guedj (CMD).

Toutes ces structures financières participent au renforcement du système financier des migrants y compris les non migrants mais aussi des non migrants dans leurs investissements. Cependant, le taux de fréquentation de ces maraîchers dans ces structures financières reste faible.

- Les ONG

Les Organisations Non gouvernementales (ONG) participent activement dans la filière maraîchère. Elles interviennent au niveau des entrants (semences), des équipements mais aussi de la formation sur les techniques de production. Parmi, les ONG les plus présents, nous pouvons nommer l’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (connue sous les sigles ONUAA ou, plus couramment, FAO soit en anglais Food and Agriculture Organization of the United Nations) qui est une organisation spécialisée du système des Nations unies, créée en 1945 au Québec. Son siège est à Rome depuis 1951. La FAO regroupe 191 membres (190 États plus l’Union européenne). Son objectif principal affiché est d’« Aider à construire un monde libéré de la faim ». C’est dans cette ligne directrice que la FAO a mis en place un projet de trois (3) ans qui coiffe l’ensemble de la communauté rurale de Diénder Guedj. Le projet porte sur l’appui à la production, la commercialisation et la valorisation des produits et en fin le renforcement des capacités des organisations de base.

L’Organisation des Nations-unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) a aussi signé un accord avec l’Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour aider les travailleurs immigrés à investir dans l’agriculture de leur pays d’origine. Cet accord reflète la reconnaissance internationale croissante du rôle important des migrants dans leurs pays d’origine, leurs contributions financières et leurs expertises étant des atouts majeurs. L’enjeu consiste à encourager l’investissement agricole productif et à fournir aux migrants une

assistance technique pour formuler des propositions de projets d'entreprenariat agricoles susceptibles d'offrir des emplois et de procurer des revenus complémentaires à leurs communautés d'origine.

- **Les structures étatiques**

D'après les résultats de nos enquêtes, les structures étatiques notamment les élus locaux semblent peu ou pas présents dans le processus de financement des migrants ou non migrants pour inciter ces derniers à investir dans l'agriculture. 90% ont dénoncé le manque de collaboration entre les structures étatiques et les paysans. L'aide publique accordée à l'agriculture en général et au maraîchage en particulier, est souvent faible. Néanmoins, ces autorités ont fait l'octroi de quantités importantes de semences aux paysans pour renforcer le développement de l'agriculture. Dans sa politique agricole et migratoire, l'Etat a mis en place plusieurs programmes ou projets. Parmi lesquels on peut citer :

- **La FAISE** ou plus précisément le Fonds d'Appui à l'Investissement aux Sénégalais de l'Extérieur, est une structure du Ministère des Sénégalais de l'extérieur. Les sénégalais de l'extérieur communément appelé la diaspora sont considérés comme la 15^{eme} région du Sénégal avec plus de trois (3) millions d'émigrés. Ainsi, pour capitaliser les fonds issus de la migration et favoriser le retour des migrants, la FAISE a mis en œuvre des projets d'investissement de manière à les appuyer dans leurs entreprises respectives.
- **Le plan REVA**, il est une vision politique migratoire qui traduisait au début le Retour des émigrés vers l'agriculture pour s'évoluer et indiquer en suite le Retour vers l'agriculture. Son crédo est de faire de l'agriculture, une nouvelle opportunité d'affaires, un créneau d'activités compétitives et attractives, afin de faire face aux défis alimentaires nationaux et à l'emploi des jeunes. De ce fait, l'agriculture doit devenir un champ d'investissement rentable, à l'instar des autres secteurs de l'économie nationale. Ainsi, l'Agence Nationale du plan de Retour Vers l'Agriculture (ANREVA) est effectivement devenue l'interlocutrice des sénégalais de l'extérieur dont un nombre croissant de compatriotes lui manifeste chaque jour davantage, leurs projets de revenir s'investir dans l'agriculture.
- **La GOANA** qui signifie la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance, est une initiative qui vise à mettre fin à la dépendance alimentaire. Elle

a été lancée après les émeutes de la faim en 2008. L'objectif est de renforcer et diversifier les activités agricoles, tout en soutenant les produits alimentaires de base, pour atteindre une production en quantité et en qualité.

II-5-9 Matériels agricoles utilisés

La figure 14 ci-après, nous donne une situation comparative du matériel utilisé entre le migrant et le non migrant. La motopompe est utilisée aussi bien par les migrants maraîchers que les non migrants maraîchers. Toutefois, l'usage des motopompes, révolutionné par les migrants a réduit le temps de travail et permis d'exploiter des périmètres plus grands visant à multiplier davantage les capacités productives et les revenus de la population. 71% des migrants utilisent la motopompe contre 58% pour les non migrants. GUEYE. M, maraîcher à Mbissao « Les motopompes réduisent le temps de travail, ce qu'on devrait travailler pour une durée de 4 heures on peut le faire pour 2heures ». Cependant, l'acquisition de la motopompe pose des difficultés financières, son coût peut s'élever à plus de 120.000Fcfa.

Contrairement au système « poli »¹⁷ qui exige extrêmement de temps et d'énergie, peut provoquer parfois une fatigue musculaire. Tous les non migrants interrogés affirment avoir disposé de « polis ». Mais parmi ces maraîchers, il ya certains qui possèdent à la fois de motopompes et de « polis ». Le système « poli » ne rime pas souvent avec de grandes exploitations et très souvent les rendements sont faibles dont la finalité reste l'autoconsommation.

L'utilisation du matériel agricole varie considérablement d'un village à un autre. Les villages situés au Sud de la communauté rurale de Diénder comme Ndieuene et Mbissao dont la profondeur des puits atteint environ 15 à 17m, enregistrent le taux le plus élevé des maraîchers qui utilisent la motopompe. En revanche, les villages à l'ouest (Beer Thialane, Sathie Mame Gor et Thieudeme) à proximité de l'océan atlantique, ont une nappe phréatique peu profonde de l'ordre 4 à 6 m. Ils utilisent plus le « poli » que la motopompe.

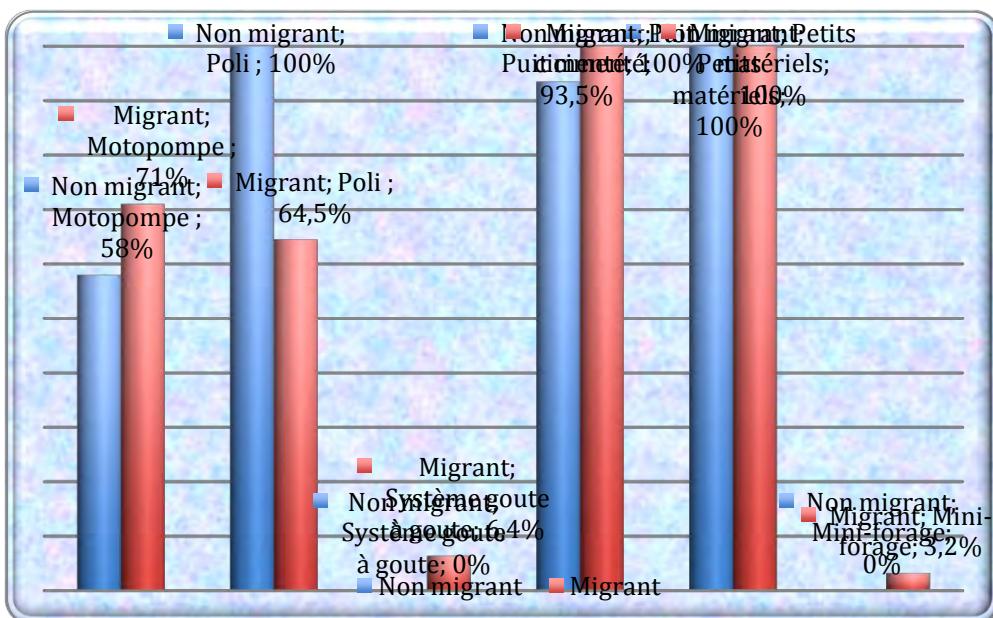
Par ailleurs, comme toute exploitation agricole, les exploitations maraîchères disposent aussi de petits matériels agricoles employés par tous les maraîchers interrogés (migrant comme non migrant). Il s'agit de : seaux, semoirs, arrosoirs, pics, etc.

Aujourd'hui, les puits cimentés se généralisent contrairement aux puits traditionnels communément appelés « céanes » qui se sont quasiment disparus. On peut les trouver à petite portion au niveau de la bordure du lac mbawane dans le village de Keur Abdou NDOYE.

¹⁷Le poli consiste à attacher une corde à laquelle est attaché un seau au bout d'un bâton que l'on met dans le puits pour puiser de l'eau.

Ailleurs, nous avons constaté, dans la zone des Niayes, l'apparition des mini-forages pour faire face à la carence d'eau. La communauté rurale de Diénder Guedj enregistre quelques minis forages comme en atteste la figure 14 ci-dessous (3% des migrants disposent des mini-forages). En fin, nous avons le système de goutte à goutte qui n'est pas entièrement répandu dans la localité.

Figure 14 : Matériel agricole utilisé selon le migrant ou le non migrant



Source : Moussa NDOUR, enquêtes, novembre 2012

II-5-10 Les circuits de distribution des produits

Les circuits de distribution des produits maraîchers se font à plusieurs niveaux. Beaucoup d'acteurs y interviennent. Tout d'abord, elle se déroule à différents lieux. La distribution peut se faire sur place ou dans les champs d'exploitation. Très souvent se sont les « banabanas » généralement des femmes de la localité ou d'ailleurs qui viennent acheter des produits comme la salade, la tomate, etc. En ce qui concerne le prix, il arrive que les acheteurs (banabanas) fixent le prix surtout en période d'abondance, mais si les produits se font rares, il appartient aux producteurs de le fixer. Par contre, il ya d'autres producteurs maraîchers qui vendent à crédit. THIAM. M, migrant de retour, maraîcher, « Pendant les récoltes, les femmes viennent prendre mes produits pour les vendre au marché et reviennent me rembourser. Ce travail d'intermédiaire leurs permettent d'acquérir des revenus importants pour satisfaire leurs besoins ». Dans la communauté rurale de Diénder Guedj, ce système de commercialisation a

permis aux femmes les plus diminuées de travail et de tirer des revenus de l'activité maraîchère. Par ailleurs, il faut noter que la relation de confiance a amené certains « gros banabanas » à financer des producteurs maraîchers dans le cadre du système de « Mbey seddo »¹⁸. Cependant, ce mode découllement des produits (vente à crédit) n'est pas sans inconvénients. Il témoigne parfois de l'absence d'informations sur le prix au marché de la part du producteur mais très souvent le « banabana » ne respecte pas ni le délai, ni la somme à rembourser ou à verser au producteur.

La distribution peut se faire également sur place n'ont pas dans les champs d'exploitation mais au niveau des marchés villageois de proximité. Nous pouvons citer les marchés : Keur Abdou NDOYE, Keur Mbir, et Notto Guouye Diama. Le marché légumier et fruitier de Notto Guouye Diama est l'un des plus grands de la localité, il attire de milliers de grossistes, de boutiquiers, de producteurs, de banabanas, d'homme d'affaire, etc. En effet, c'est au niveau de ces marchés de proximité situés dans les villages que se fait la plus grande distribution des produits. D'après nos enquêtes, 75,3% des maraîchers écoulent leurs produits dans ces marchés locaux. Dans ces marchés, on retrouve les « vendeuses ambulantes » (qui distribuent surtout des produits périssables), et les « vendeuses de rue » proposent des petites quantités de produits pour les ménages du quartier. Il s'agit davantage d'une activité qui implique moins de déplacements et de petits bénéfices. Il s'y ajoute les banabanas, les « coxeurs » de même que les grossistes.

Pailleurs, à travers nos résultats d'enquêtes, un nombre restreint 24,7% de maraîchers commercent leurs produits dans les grands marchés urbains comme celui de Thiaroye, Castor, ou Rufisque. La proximité entre Dakar et la communauté rurale de Diénder Guedj (37km) facilite le choix de certains producteurs maraîchers à amener leurs produits dans ces marchés urbains caractérisés par une forte demande de produits maraîchers.

Nous avons remarqué des migrants qui sont à la fois des exploitants maraîchers et des camionneurs. Ces migrants après avoir écoulé leurs propres produits, se transforment en commerçants camionneurs. Ils achètent des produits maraîchers des autres exploitants et les revendent à l'intérieur du pays ou de la sous région. Ils peuvent être aussi rémunérés en transportant des produits agricoles vers des destinations diverses selon la propriétaire des

¹⁸ Le « mbey seddo », c'est un système d'exploitation à travers lequel, on partage les revenus de la récolte après avoir soustrait les dépenses.

produits transportés. Par conséquent, la migration engendre de nouvelles stratégies dans le système de commerce des produits maraîchers.

En résumé, le circuit le plus répandu représentant environ 90% des transactions est matérialisé par le schéma suivant : Producteurs Bana-bana → Grossistes → Détaillants → Consommateurs.

II-11 Production et revenus maraîchers

- Production

Au cours de ces dernières années, la production maraîchère au niveau de la communauté rurale de Diénder Guedj a sans nul doute progressé, mais l'imprécision des chiffres statistiques ne permet pas d'en dresser le bilan exact. Néanmoins, les périmètres maraîchers visités des sept villages de la localité, nous renseignent d'une gamme très diversifiée de produits. Il s'agit principalement de légumes feuilles, de légumes fruits et de légumes racines et bulbes réparties en type européen (chou, laitue, tomate, aubergine, haricot, melon, carottes, navet, pomme de terre, oignon, etc.) et en type africain (oseille de Guinée, gombo, aubergine amère, la patate douce, manioc etc.). La diversité sur les produits cultivés a fait du maraîchage l'une des composantes les plus porteuses et les plus dynamiques du secteur horticole dans la zone de Diénder Guedj. Cependant, la production maraîchère est largement tournée vers quatre grandes cultures qui sont le chou, la tomate, le piment et l'oignon.

Photo n°2



Tomate produite dans les périmètres à maraîchers à Diénder Guedj (2012)

Photo n°3



Des oignons produits dans les périmètres maraîchers à Diénder Guedj (2012).

- Les revenus maraîchers

Les revenus résultant des activités maraîchères sont difficilement quantifiables. Néanmoins, nous avons, sur la base de nos enquêtes, tenté de chiffrer les revenus des migrants et des non migrants. Leur comparaison en termes de revenus, nous permettra de mieux saisir l'importance de la migration sur la production maraîchère. Le tableau suivant nous donne une idée assez claire. Pour les migrants, les revenus annuels sont compris entre 300000 à plus de 7000000Fcfa. Cependant, sur les 31 interrogés, 18 obtiennent entre 1000000 et plus de 7000000Fcfa soit 58 contre 13 qui gagnent entre 300000 et 1000000Fcfa, soit 42%.

Quant aux non migrants maraîchers, les revenus se situent entre 100000 à 5000000Fcfa où 21 représentants 67,8% reçoivent entre 100000 et 1000000Fcfa, et le reste 10 équivalant de 32,2% gagnent entre 100000 et 5000000Fcfa.

En définitive, le balan montre que les revenus des migrants issus des activités maraîchères est beaucoup plus importants que ceux des non migrants ; de ce point de vue la migration induit certainement des changements dans l'acquisition des revenus.

Tableau n°8 : Comparaison des revenus maraîchers annuels du migrant et du non migrant

Montant des revenus	Migrant	Non migrant
100000 à 300000 F	-	4
300000 à 500000F	2	6
500000 à 700000F	4	8
700000 à 900000F	7	3
900000 à 1000000F	9	7
1000000 à 3000000F	3	2
3000000 à 5000000	5	1
5000000 à 7000000F	-	-
Plus de 7000000F	1	-
Total	31	31

Source : Moussa NDOUR, enquêtes novembre 2012

CONCLUSION PARTIELLE

En somme, la migration a permis de contribuer au renforcement de la production maraîchère. A travers ces retombées financières, les migrants ont la possibilité d'investir dans le maraîchage. Leurs investissements sont déterminés par des logiques qui peuvent être familiales, culturelles, migratoires mais plus particulièrement la rentabilité financière. Les migrants pratiquent également de l'investissement continu non de rupture. La comparaison des exploitations des migrants et des non migrants ont permis de mesurer les changements induits par la migration dans le secteur maraîchers en particulier. En effet, dans le maraîchage, les migrants ont apporté de nouveaux changements aussi bien dans l'acquisition de terres, les types d'exploitation, la taille des exploitations, les moyens agricoles, la commercialisation et les revenus. Ils ont participé à la promotion de l'exploitation à l'entreprise pouvant occasionner de nombreux emplois. Dès lors, la migration ne doit pas être vue comme étant un problème mais comme une activité comparable à une activité rentable.

CHAPITRE II : LES RETOMBÉES DES FINANCEMENTS MARAICHERSDES MIGRANTS SUR L'ÉCONOMIE A DIENDER GUEDJ.

Dans ce chapitre, il sera question d'analyser les atouts et les faiblesses des investissements des migrants internationaux dans les périmètres maraîchers à Diénder Guedj afin de mieux jauger le niveau de participation de ces derniers dans le développement de l'économie rurale.

II-1 LES AVANTAGES DES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS DANS LE MARAICHAGE

Les investissements des migrants dans le domaine maraîcher à Diénder Guedj engendrent des avantages sur plusieurs niveaux.

II-1-1 Les revenus

Les émigrés de la communauté rurale de Diénder Guedj ont investi dans le maraîchage en faisant surtout de l'investissement à l'entreprise. Ils ont augmenté la taille de leurs exploitations, en embauchant une main d'œuvre et en développant des techniques d'irrigation modernes. Ces exploitations modernes et fécondes sont accompagnées sans doute d'une forte production et parallèlement d'un accroissement des revenus. L'activité maraîchère constitue la principale source de revenu de la population. Les revenus annuels des migrants maraîchers peuvent atteindre des sommes allant jusqu'à plus de 7 millions de Fcfa. Ils peuvent aider le migrant et sa famille à acquérir une autonomisation financière qui leur permet de vivre dignement ou, à défaut d'alléger les envois d'argent destinés à la famille. En effet, dans beaucoup de famille au niveau de la communauté rurale, se sont ces migrants maraîchers qui entretiennent leurs familles. De ce fait, ils sont plus considérés et respectés. Le plus souvent, ils sont appelés « migrants chefs de famille » du fait que ces derniers assurent le bien être de la famille et sa survie. Ils assurent le rôle du chef de famille malade, disparu ou retraité.

II-1-2 L'emploi

La question de l'emploi a longtemps été une préoccupation centrale dans le monde rural. Le rural est souvent considéré comme un milieu à faibles opportunités d'emplois et pourtant il regorge d'innombrables atouts capables d'être mis en valeur. Victime des mauvaises politiques et longtemps ignoré et délaissé par les programmes de développement, le rural connaît aujourd'hui un nouvel espoir véhiculé par l'arrivée de nouveaux bailleurs constitués de migrants investisseurs. Ils se présentent comme de véritables entrepreneurs dans le monde rural. Dans la communauté rurale de Diénder Guedj, les investissements des migrants ont

permis la création de nombreux emplois fixes ou journaliers mais aussi de restreindre l'émigration. En fait, aujourd'hui, les migrants ne se limitent plus à l'exploitation familiale mais ils s'orientent de plus en plus dans l'exploitation à l'entreprise qui est pourvoyeuse de mains d'œuvre. Selon, SECK. M, maraîchère à Mbissao, « Investir dans l'agriculture est un moyen de créer des emplois. » DIA. S. M. maraîcher à Beer Thialane précise que « le maraîchage permet même à ceux qui n'ont pas fait les bancs de trouver un emploi. » De ce fait, parmi les 62 maraîchers interrogés, nous avons enregistré 74 employés dont 47 pour les migrants et 27 pour les non migrants. En moyenne, chaque maraîcher a un employé fixe. Ces employés fixes sont rémunérés entre 30000 et 75000f/mois, sans oublier qu'ils sont nourris et logés gratuitement. Les migrants créent plus d'emplois que les non migrants. Ceci se justifie surtout par le fait que les non migrants développent une exploitation essentiellement familiale et les migrants se versent par contre dans les exploitations entrepreneuriales.

Tableau n°9 : La répartition du nombre d'employés fixes

Acteurs	Effectif	Nombre d'employé
Migrants	31	47
Non migrants	31	27
Total	62	74

Source : Moussa NDOUR, enquête novembre 2012

A ces employés fixes, s'y ajoute les employés journaliers qui sont généralement des femmes pouvant aller jusqu'à 30/jour/parcelle et gagnent 1000 et 2000Fcfa/jour/personne. Il est nécessaire de préciser que ces journaliers sont surtout employés pendant le désherbage ou la récole. Les employés sont issus souvent de la localité mais aussi des autres localités du pays (Kaolack, Fatick etc.) et de la sous région (Guinée Conakry, Burkina Faso, Guinée Bissau, Mali, etc.)

Nous avons constaté que le maraîchage fait intervenir également un nombre important d'intermédiaires et offre ainsi de nombreux emplois aux femmes qui font du commerce de légumes. En réalité, les investissements des migrants ont un impact positif sur l'emploi, ils contribuent à la création des commerces et des services agricoles

Photo n°4



Des femmes employées pour la récole de l'aubergine dans une exploitation d'un migrant à keur Abdou Ndoye. Elles sont payées entre 1000 et 2000 Fcfa/jour/femme. (2012)

II-1-3 Les structures bancaires

Les effets des migrants sur le développement ne consistent pas uniquement les activités qu'ils pratiquent mais aussi la création des structures bancaires, des infrastructures qu'ils suscitent. Les migrants constituent des catalyseurs. A Diénder Guedj, l'ampleur de la migration mais plus précisément le transfert d'argent des migrants a été à l'origine de l'implantation et de la densification des structures bancaires et des crédits mutuels qui œuvrent au renforcement des envois de fonds des migrants et des possibilités d'obtention de prêt pour investir dans une activité quelconque. Ainsi, un nombre important de structures financière de proximité est dénombré dans la communauté rurale de Diénder Guedj. C'est le cas de PAMECAS, Crédit Mutuel du Sénégal (CMS), Alliance de Crédit et d'Epargne de la Production (ACEP) et les banques locales sous l'initiative villageoise comme le Crédit Mutuel de Diénder Guedj (CMD).

L'essor des mutuelles a atténué les difficultés financières, en créant de meilleures conditions d'accès aux prêts. Toutefois, il faut préciser que le nombre de migrants agricoles souscrivant à des prêts au niveau des banques est faible, seulement 20 %. Là aussi, il est difficile, à priori, de saisir le déphasage entre le boom spectaculaire des mutuelles et la faible fréquentation des populations.

II-1-4 La création des marchés ruraux

Les investissements des migrants dans les périmètres maraîchers à Diénder Guedj ont impacté significativement sur la création des marchés locaux communément appelés « louma ». En effet, le nombre de marchés villageois a augmenté considérablement dans la communauté rurale ; une situation qui participe sans doute à la distribution et à l'écoulement des produits agricoles. Aujourd’hui, chaque village possède un marché à vocation agricole. Les difficultés de commercialisation des produits agricoles ont été à l’origine de l’implantation de ces marchés villageois et le plus souvent ça vient de l’initiative locale. Ces marchés de proximité ont non seulement favorisé les investissements agricoles mais ont aussi entraîné la création d’emplois où beaucoup de personnes notamment les femmes y gagnent leur vie. Leur but est d’assurer l’écoulement des produits agricoles sur place et aussi de s’approvisionner sur place. Ils accueillent toutes les semaines de milliers de commerçants et de consommateurs venant de l’intérieur du pays mais aussi de la sous région. Nous pouvons citer : les producteurs agricoles, les bananiers, les opérateurs économiques, les ménages ruraux comme urbains, etc.

II-1-5 L'autosuffisance ou la sécurité alimentaire

L'autosuffisance alimentaire qui est la capacité de satisfaire les besoins alimentaires de la population par la seule production nationale, est aujourd’hui le point focal de nombreux débats sur la question alimentaire mondiale. Elle s’analyse en fonction de quoi vivre et non de quoi survivre. Atteindre l'autosuffisance alimentaire et vaincre la faim font parti des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). C'est dans cette optique que les OMD préconisent une réduction de moitié d’ici 2015 la proportion de personnes qui souffrent de la faim.

850 million de personnes à travers le monde souffrent de la faim, soit 15,5% de la population mondiale (PNUD, 2008). Les pays en voie de développement sont les plus touchés par ce phénomène. Mais, il faut souligner que cette situation de difficultés alimentaires est essentiellement manifeste en milieu rural, qu’en milieu urbain. La faim et la malnutrition en Afrique sont fondamentalement imputables aux sous-investissements dans l’agriculture et ceci est valable également au Sénégal et particulièrement dans les Niayes.

Dans un même temps, la part du budget national allouée à l’agriculture dans les pays africains comme le Sénégal, reste faible, alors que l’agriculture est la mère nourricière. Néanmoins, nous avons constaté les investissements agricoles (maraîchers) des migrants dans la zone des Niayes plus singulièrement dans la localité de Diénder Guedj, sont déterminants et peuvent

permettre à la localité de développer son agriculture pour nourrir sa population. Les retombées financières de la migration sont des atouts essentiels pour atteindre la sécurité alimentaire locale. SALL.D, maraîcher à Thor, « le maraîchage est une activité où on peut travailler 3 mois et se nourrir plus de 7 mois. » En outre, pour Ciss. Madoune, chef de village de Beer Thialane, « Si on appuyait les maraîchers on pourrait non seulement nourrir le pays mais aussi exporter... le maraîchage est la seule activité qui nous permet de ne plus acheter des légumes, de disposer des revenus et de créer un nombre important d'emplois. » A son avis, le problème de la sécurité alimentaire est surtout lié au manque de chambres de stock et de conservation dans les zones à vocation agricole, pour une bonne disponibilité des produits durant toute l'année. Les maraîchers vendent très rapidement leurs produits à cause du manque de moyens de conservation, entraînant une longue rupture (Août à Décembre) dans la disponibilité et la distribution des produits alimentaires qui occasionne une dépendance sur le marché extérieur. La plupart des espèces exigeant un délai de trois mois entre le semis ou la plantation et leur récolte, pour couvrir la totalité de ses besoins et notamment en légume comme l'oignon, le Sénégal devrait donc les conserver pendant six mois environ après leur récolte.

Photo n°5

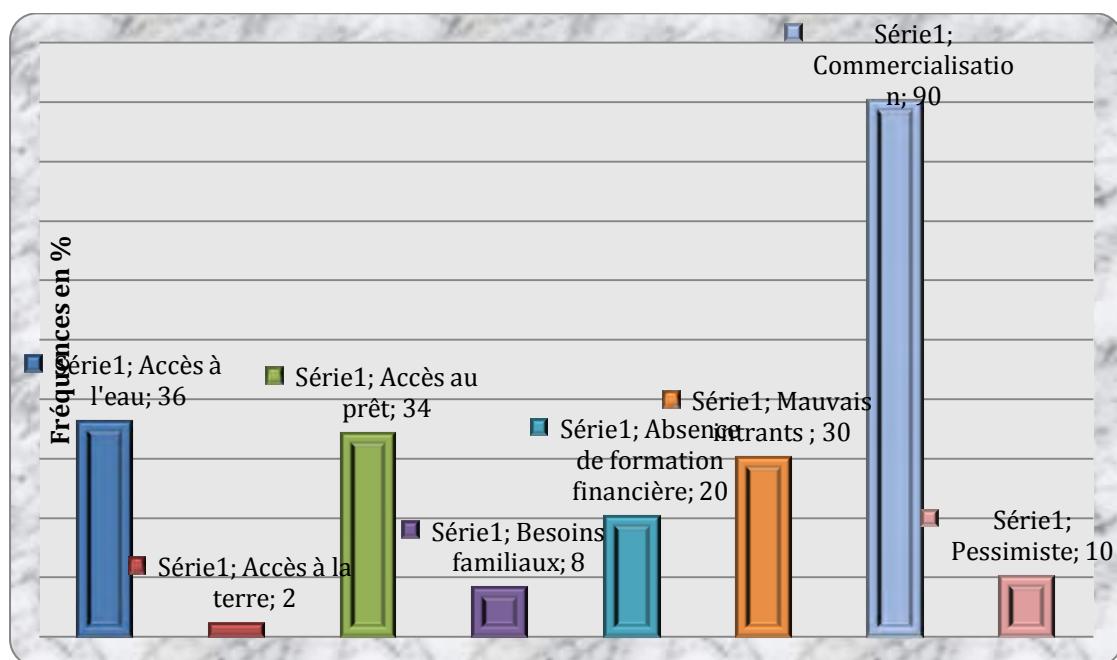


Des légumes de qualité produits à Diénder Guedj consommés par la population

II-2 LES CONTRAINTES INFLUENÇANTES LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES DES MIGRANTS.

La promotion de la filière maraîchère permet de lutter contre la pauvreté. Or, elle est limitée ou freinée par de nombreuses contraintes qui influent sur les investissements agricoles des migrants. Les contraintes qui ressortent de nos enquêtes sont résumées dans la figure 15 ci-dessous.

Figure n°15 : Les contraintes qui influencent les investissements maraîchers des migrants



Source : Moussa NDOUR, enquête octobre 2012

II-2-2 Difficultés d'accès à l'eau

Le problème d'accès à l'eau ou le manque d'eau est l'un des problèmes majeurs qui influent les activités maraîchères des migrants. Le maraîchage est souvent considéré comme une activité consommatrice d'eau. Il exige non seulement de grandes quantités d'eau mais aussi en qualité. MBENGUE. M, maraîcher, village de Ndiar Tidiane « j'ai abandonné mon exploitation à cause d'un manque d'eau. » NDIAYE. C, village de Mbissao « Le problème de l'eau fait que je ne peux pas faire une production à grande échelle. ». Ainsi, d'après la figure 14 ci-dessus, les difficultés d'accès à l'eau représentent 36% des interrogés. Au début, il y'avait des forages conçus pour faciliter l'approvisionnement en eau des maraîchers. Ce programme d'aménagement de forages avait permis d'encourager plusieurs acteurs agricoles

à investir dans la production des produits maraîchers. Cependant, aujourd’hui, les forages qui alimentaient les parcelles agricoles sont en panne depuis plus de 11 ans, posant en réalité, la problématique de la survie du maraîchage qui est fortement dépendant de l’eau. Ainsi, pour palier à cette éventualité, on utilise désormais l’eau de la SDE (Société Des Eaux). Cette eau est utilisée par une grande partie des exploitants maraîchers pour l’arrosage de leurs exploitations ou fermes. Toutefois, l’approvisionnement de cette eau pose de sérieuses contraintes :

« Les quotas alloués aux maraîchers sont faibles, on m’a donné 20 m cube par jour, alors que j’ai besoin de 60 m cube/j. » (NDOYE.B, migrant de retour, Santhiou Dara)

« Si tu dépends de l’eau de la SDE, tu risques d’abandonner ton exploitation à cause de la cherté des factures et des coupures répétitives de la SDE. Tu peux avoir de l’eau le matin mais pas le soir. » (NDOYE.C, Secrétaire du GIE Bokko Dief, Santhiou Dara)

L’usage de l’eau de la SDE suscite également de nombreux interrogations. L’eau de la SDE peut-elle alimentée à la fois le maraîchage et les besoins domestiques ? L’utilisation de cette eau à des fins maraîchères ne peut-elle pas entraîner un déficit d’approvisionnement en eau des ménages ?

Par ailleurs, dans la localité de Diénder Guedj, comme dans la « région des Niayes », avec la disparition des puits de « séanne »¹⁹ et la nappe phréatique profonde, certains migrants ont développer de nouvelles stratégies d’adaptation en creusant des minis forages qui coûtent entre 300000 à 600000fcefa, capables d’alimenter 2 à 3 hectares. De ce fait, la nappe phréatique peut-elle survivre face au développement effréné de ces minis forages ?

En résumé, le tarissement de la nappe, la faiblesse des quotas alloués aux maraîchers, la cherté des factures d’eau et l’absence des infrastructures hydrauliques adéquates poussent la grande majorité des migrants à ne pas investir ou à abandonner leurs exploitations.

II-2-2 Problèmes d'accès aux crédits

Dans la localité de Diénder, nous constatons une présence massive des structures financières de proximité comme les banques et les mutuels de crédit. Aujourd’hui, la politique de «délocalisation» des banques renseigne sur les velléités de conquêtes de clientèles pas forcément agricoles. A travers les résultats obtenus de nos enquêtes, 34% font recours aux prêts contre 66% qui ne le font pas. Et ce taux est beaucoup plus important chez les migrants que les non migrants. Ce faible accès aux services de financement constitue une contrainte qui

¹⁹Puits traditionnel, souvent de faible profondeur, dans lequel le puisage peut se faire manuellement »

réduit les capacités d'investissement des migrants y compris les non migrants. Cela peut s'expliquer par :

❖ **Manque d'informations des migrants sur le système de prêt**

Le manque d'information et l'ignorance des procédures juridiques pour obtenir un prêt constituent les principales raisons évoquées. Beaucoup de migrants ne font pas de prêts, au niveau des institutions bancaires pour renforcer leurs capacités financières, par ignorance ou par crainte. « Il croit que la banque ou le mutuel de crédit ne sont pas au service des maraîchers mais de leurs propres profits. ». (KANE. M, maraîcher au village de Diénder) « J'ai peur de garantir mon parcelle... Ils vont saisir mon exploitation si je ne paie pas. » (THIAM. D, maraîcher, Keur Abdou Ndoye)

Cette situation peut être due à l'absence totale de campagnes de sensibilisation et d'information auprès des migrants et des acteurs agricoles sur les modalités de prêts mais aussi à la faiblesse des structures institutionnelles d'appui spécifiquement orientées vers leurs atteintes en matière d'investissement. Ainsi, la plupart des producteurs manque d'informations sur les structures financières de proximité et considère à priori qu'il ne peut pas y accéder. De plus les quelques producteurs qui disposent d'informations ne les transmettent pas aux autres.

Il ne faut pas ignorer aussi que 20% des enquêtés ont dénoncé l'absence de formation financière des migrants. Car selon eux, il ne suffit pas d'avoir de prêt ou accumuler de l'argent dans la migration pour faire un bon investissement. Etant donné que la majeure partie des migrants est peu ou pas instruit et ceci constitue un frein dans la gestion de leurs financements. Un investissement réussi demande également d'être patient car certains veulent gagner coûte au coûte, ce qui peut nuire à leurs projets.

❖ **Lenteur de l'obtention d'un prêt**

Le retard dans l'octroi du financement peut impacter aussi sur les investissements agricoles plus précisément sur le calendrier cultural et sur la production. La durée de la demande est imprécise, elle peut aller jusqu'à quatre (04) mois ou plus. Elle dépend de plusieurs facteurs qui encouragent ou non la demande. « Depuis quatre (04) mois, je suis entrain d'attendre l'appui financier du Fonds d'Appui à l'Investissement aux Sénégalais de l'Extérieur (FAISE). Je suis obligé d'emprunter de l'argent à des amis agricoles maraîchers pour démarrer mon projet. » (NDIAGNE. M, migrants de retour)

La longue attente conjuguée avec le doute de l'accord ou de non accord de prêt découragent aussi certains à ne pas démarcher pour un prêt de financement mais préfèrent plutôt travailler avec les moyens de bord.

❖ **Conditions d'obtention d'un prêt non favorables**

Les conditions générales d'un prêt au niveau des structures financières (banque ou crédit mutuel) ne sont pas tout à fait favorables pour les paysans maraîchers (migrants et non migrants). En général, ces structures financières mettent plus l'accent sur le profit que sur l'entre aide. La demande d'un prêt de financement est constituée de nombreuses contraintes. Elle est caractérisée par une longue procédure juridique et réglementaire pouvant aller jusqu'à plus de quatre (04) mois et qui exige des garanties solides comme le titre foncier, les biens immobiliers, etc.

Pour MBAYE . F, maraîchers, Bayakh « Les banques sont rigides et ne te prêtent que si tu as le titre foncier ».

Au niveau du maraîchage, la majeure partie des paysans maraîchers non migrants n'a que leurs terres comme garantie. Et ils sont confrontés à des difficultés réelles pour obtenir un titre foncier qui lui permettra de bénéficier d'un prêt. Certains paysans exploitent des terres qui n'ont pas de titre fonciers mais un bail qui leurs permet juste de les exploiter. Par contre, pour les migrants maraîchers, ils ont parfois la possibilité de garantir leurs biens immobiliers à défaut du titre foncier. Etant donné qu'ils construisent souvent une maison à priori avant d'investir dans le maraîchage comme nous l'avons constaté dans la localité de Diénder Guedj. La plupart des banques sont réticents quant à l'octroi de financement à des maraîchers car elles considèrent l'agriculture comme un secteur à risque.« Les banques n'ont pas confiance en nous (maraîchers) car pour elles, les revenus du maraîchage ne sont pas sûrs » (CISSE. B, Maraîcher, Thor)

Cette situation se traduit par la médiocrité des prêts accordés aux agriculteurs en général et aux maraîchers en particulier. Les sommes les plus importantes se tournent entre 100000 et 200000f.

En dehors des garanties, les délais de remboursement sont problématiques car ils dépendent des campagnes agricoles. Ils sont fixés par la banque ou le mutuel de crédit. Ce délai ne prend pas en compte souvent le calendrier cultural maraîcher mais aussi la période de récolte et de vente. Il est fixé généralement à 3 mois ou 6 mois. Certains maraîchers ne respectent pas ce délai, du fait des problèmes d'écoulement des produits, de la fluctuation des prix du marché, conduisant à leur retard de paiement. En conséquence, ce retard peut les conduire à ne peut

plus se bénéficier d'un nouveaux prêts car la banque ressent un sentiment de méfiance et de retenue. De ce fait, beaucoup de maraîchers ne veulent pas faire de prêt parce qu'elles ont peur des difficultés de paiement, ils préfèrent recourir à des prêteurs informels.

II-2-3 Problèmes d'accès à la terre

Dans le contexte actuel, marqué par le développement fulgurant des activités maraîchères et arboricoles à Diénder Guedj, la terre est devenue un enjeu considérable et faisant parfois même l'objet de violences et de conflits. Cette problématique d'accès à la terre constitue un véritable obstacle à l'investissement des migrants et des non migrants dans l'agriculture notamment le maraîchage.

D'après nos enquêtes, la plupart des maraîchers accède à la terre par le système d'héritage. En d'autres termes, ils exploitent des terres qui appartenaient à leurs parents. Ce système d'héritage est plus que jamais bafoué et remis en cause par la loi domaniale. Cette loi préconise que toutes les terres appartiennent à l'Etat et il les attribue à des personnes qui sont en mesure de les exploiter.

« J'ai implanté des manguiers dans mon parcelle et un bon jour des gens sont venus tout raser, en me disant que l'Etat la donné à un opérateur chinois. » MBENGUE. O, maraîcher, village de Diénder.

La loi domaniale ne semble pas protéger les petits exploitants agricoles mais plutôt les hommes d'affaire. Elle devrait être mixte, protéger les petits exploitants agricoles et s'ouvrir vers les autres personnes qui veulent investir.

Les enquêtes ont également montré que les migrants accèdent plus facilement à la terre que les non migrants. Les fonds accumulés de la migration ont permis la plupart des migrants d'acheter des parcelles de terres, contrairement aux non migrants qui accèdent souvent à la terre par héritage ou emprunt.

Il est à noter aussi que dans la communauté rurale de Diénder Guedj, la femme accède surtout à la terre grâce à son mari. Le mari étant polygame, il attribue à chacune de ses épouses une parcelle qu'elle va exploiter avec enfants. Chaque famille exploite une parcelle de terre pour l'autoconsommation mais également pour la vente. Les petits sont initiés dès l'enfance à la pratique du maraîchage. L'activité maraîchère est en quelque sorte une identité, un style de vie.

La pression foncière amplifiée par le développement de l'habitat pose aussi des inquiétudes quant à la disponibilité des terres à vocation maraîchères. Les maraîchers, bien qu'exploitant des surfaces publiques pour la plupart, n'ont pas le sentiment d'être en sécurité foncière et ne

peuvent donc investir dans des équipements durables sur des parcelles qu'ils seront condamnés à abandonner à plus ou moins court terme. Comme le souligne le rapport de la Banque Mondiale paru en 2010 qui souligne que les transactions sur les terres agricoles ont porté en 2009 sur 45 millions d'hectares, soit 10 fois plus que ce qui a été enregistré en moyenne dans le courant de la décennie passé.

Dans un pays comme le Sénégal, ce phénomène est devenu une réalité repérable dans plusieurs communautés rurales, notamment dans les zones ayant de grosses potentialités agro-physiques importantes comme à Diénder Guedj. Ces acquisitions de terres à grande échelle semblent être largement encouragées par certains programmes initiés par l'Etat depuis 2006. Le plan REVA (Retour Vers l'Agriculture), la GOANA (Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance) et le programme biocarburants, ont ainsi été des éléments stimulateurs de ce qu'on peut appeler « la course vers les terres agricoles ».

II-2-4 Contraintes sociales et commerciales

Les investissements des migrants dans le domaine maraîcher sont limités aussi bien par les besoins sociaux que par les difficultés de commercialisation.

❖ Au niveau social

Les investissements des migrants sont surtout handicapés par les nombreuses charges familiales. LO. I, maraîcher à Santhiou Dara, « les charges familiales constituent un obstacle à nos investissements. Tout ce que nous gagnons nous le consommons. On ne peut pas investir et laisser la famille de faim. » La plupart des envois de fonds des migrants sont ainsi orientés vers la satisfaction des besoins vitaux de la famille. Ces derniers engloutissent quasiment les $\frac{3}{4}$ des fonds issus de la migration réduisant considérablement la part des investissements des secteurs productifs. En d'autres termes, ils freinent le développement des autres activités rentables.

Nous avons aussi constaté que les migrants actuels qui investissent à distance dans le maraîchage en confiant le travail à un membre de leurs parents (neveu, oncle, ou ami, etc.), échouent généralement. « Lorsque j'ai été en France, j'envoyais régulièrement de l'argent à mon neveu pour qu'il s'occupe de mon exploitation, mais le travail n'a pas été bien fait. Aujourd'hui, je suis de retour pour gérer moi-même mes investissement » MBAYE. T, maraîcher, Bayakh. Ainsi, beaucoup de migrants ne veulent plus investir à distance et préfèrent attendre leurs retours dans leurs pays d'origine.

Les envois d'argent des migrants et leurs investissements dans la filière maraîchère ont augmenté les inégalités économiques et sociales entre les ménages ayant des migrants et les ménages n'ayant pas de migrants. Les ménages ayants des migrants disposent beaucoup de moyens matériels et financiers que ceux n'ayant pas de migrants. Grace à la migration, ils ont pu rehausser leur niveau de vie.

❖ **Au niveau commercial**

Dans nos résultats d'enquêtes, les maraîchers affirment que leurs soucis ce n'est pas comment produire mais comment écouler les produits. Beaucoup de migrants sont découragés à investir dans le maraîchage du fait de l'incertitude quant à l'écoulement de leurs produits. Les difficultés de commercialisation des produits maraîchers sont liées aux problèmes du « consommer local » (nous ne consommons pas ce que nous produisons mais plutôt les produits importés), à la mauvaise qualité des produits causée souvent par l'ignorance des commerçants sur la qualité des semences et de l'engrais qu'ils vendent aux paysans, et enfin l'absence de régulation du marché où chacun vend à son propre prix. Le « circuit long » de commercialisation n'assure guère une distribution satisfaisante des produits, du fait du nombre important d'intermédiaires par exemple producteur/coleur ou collecteur/camionneur ou grossiste/détaillant. Ces difficultés commerciales font que la plupart des exploitant préfère investir dans de petites exploitations, d'où la faiblesse de la production. Cette réduction de la taille des cultures n'encourage guère l'accès à la sécurité alimentaire.

En effet, la proximité de la communauté rurale de Diénder Guedj avec de grands centres urbains comme Dakar et Thiès, lui confère un rôle incontournable dans l'approvisionnement en produit maraîcher de la population urbaine. Cependant, ces producteurs locaux sont confrontés à la concurrence des fournisseurs étrangers et aux problèmes de pistes d'écoulement. Selon, certains enquêtés, le marché sénégalais n'est pas un marché des produits locaux mais un marché des produits étrangers souvent vendus à des prix concurrentiels.

En réalité, nos systèmes de production agricoles ne sont pas bien structurés pour être concurrentiels. Mada. F, présidente de la section des femmes de la Fédération Agropastorale de Diénder, affirme que « les produits comme l'oignon sont récoltés à la même période et arrivent au marché au même moment. Il y'a alors saturation du marché...il faudrait alors un calendrier cultural et commercial bien adapté aux fluctuations du marché interne comme externe.»

C'est dans ce même sillage que NDOUR. A, migrant de retour d'Italie, «Dans les pays européens comme l'Italie, les paysans cultivent par contrat avec les opérateurs économiques,

le cultivateur sait combien il doit produire et vendre.»...« Les cultivateurs épargnent à la banque pour bénéficier d'une pension de retraite»Ainsi, ne devrons-nous pas renforcer ou modifier nos systèmes de production face à la dynamique mondiale actuelle dont le seul mot d'ordre est la compétition ?

CONCLUSION PARTIELLE

Les retombées des investissements des migrants dans le maraîchage créent des avantages certains dans l'économie de la localité. Ces avantages peuvent être recensés dans les revenus, la diffusion des marchés villageois agricoles, la densification des structures financières de proximité, la sécurité alimentaire et singulièrement la création d'emplois. Néanmoins, plusieurs contraintes contribuent à expliquer la faible valorisation économique des envois de fonds des migrants. La première est l'existence d'un environnement généralement défavorable, voire hostile, à l'investissement. Mais les difficultés d'accès à l'eau, à la terre, au crédit (lenteur de l'obtention des prêts, du manque d'informations sur les modalités de prêts, des conditions d'obtention de prêts non favorables) et en fin des contraintes sociales et commerciales, sont autant d'autres facteurs évoqués pour expliquer l'utilisation non productive des flux financiers. SADY. M, « On ne peut pas optimiser la migration sans régler ces problèmes. Les problèmes de l'émigration ne peuvent être réglés que par les émigrés. L'ambassadeur c'est l'émigré lui-même. On ne peut pas résoudre le problème des émigrés sans vivre les difficultés des émigrés ».

CONCLUSION GENERALE

Au terme de notre étude, il est à constater que les émigrés de la communauté rurale de Diénder Guedj se sont lancés dans l'investissement des activités agricoles comme le maraîchage, nonobstant la recrudescence de la destination des transferts d'argent des migrants pour la satisfaction des besoins purement sociaux pouvant hypothéquer les investissements de nature productifs. En outre, plusieurs facteurs ont concouru à l'investissement de ces émigrés dans l'agriculture, un secteur qui souffre alors d'un déficit financier chronique. L'ancrage économique et culturel ou identitaire du maraîchage au sein de la population a été motivant dans l'administration des revenus transférés des migrants. Le maraîchage est une activité héréditaire, transmis de génération en génération. De cette activité gagne la plupart des populations des revenus essentiels dans l'amélioration de leurs conditions de vie quotidienne. De ce fait, la logique culturelle y compris la logique de rentabilité ont été surtout déterminantes dans les investissements des migrants au niveau de la communauté rurale de Diénder Guedj. Néanmoins, certains migrants conscients qu'il y'a certes une autre vie après la vie migratoire ont notamment investi dans la filière maraîchère dans la logique préparatoire de leur retour. Ces migrants sont généralement les plus âgés et constituent d'ailleurs dans notre étude ceux investissant amplement dans l'agriculture par rapport aux migrants plus jeunes. De plus, pour contre carrée l'insuffisance et l'irrégularité des envois de fonds affectés à résoudre les besoins alimentaires et budgétaires de la famille, un nombre manifeste de migrants singulièrement ceux qui sont toujours à l'extérieur s'aventurent également dans la pratique des activités maraîchères pour créer de nouvelles sources de greniers possibles d'épauler ces transferts d'argent. Les migrants ont compris que la finalité du développement se trouve dans la valorisation de la terre.

Par ailleurs, les investissements des migrants ont induit de nouveau changements aussi bien pour le migrant, l'activité pratiquée que les retombées sur la vie économique de la localité. Grâce aux investissements agricoles des migrants, ces derniers se sont repositionnés dans la nouvelle géographie des acteurs au niveau du monde rural. Ils sont plus présents et davantage concernés dans la dynamique des espaces ruraux. La migration permet alors d'être reconnu, accepté et considéré par la société. Elle a occasionné une profonde mutation qui s'exprime par le fait que le maraîchage n'est plus le monopole des maraîchers « classiques » mais intéresse davantage les migrants.

Les espaces ruraux ont besoin plus que jamais d'un véritable bailleur de fonds comme le migrant investisseur, prêt à investir dans l'un des plus vieux métiers au monde c'est-à-dire l'agriculture, la mère nourricière qui peut pourvoir autant d'emplois sans être saturée. Dans ce sens, l'économiste Mamadou Lamine DIALLO⁶ affirmait qu' « un pays comme le Sénégal devait son salut aux transferts d'argent opérés par ses émigrés dans ce contexte actuel de crise et d'inflation »²⁰. A son avis, la migration a restreint les risques de la faim et de la famine du fait de la contribution des transferts d'argent dans la vie quotidienne de la population surtout rurale.

Du coté de l'activité investie, les migrants ont apporté des modifications quant au type d'exploitation. Les exploitations qu'ils investissent, sont de plus en plus de natures entrepreneuriales contrairement aux non migrants maraîchers encrés dans l'exploitation familiale où la famille y est entièrement présente et les terres exploitées sont souvent héritées. Ces exploitations à l'entreprise ont renforcé la production, les revenus des populations mais plus particulièrement elles ont procuré de nombreux emplois aux femmes comme aux hommes.

En outre, la migration a permis aussi de moderniser et de diversifier les outils de travail comme l'usage de la motopompe, des mini-forages, du système de coute à goutte. Ces nouvelles technologies ont dynamisé le secteur maraîcher, en raison de la diversité des espèces cultivées et surtout des retombées financières sur les principaux acteurs.

De plus, les investissements des migrants sont largement continuels. Ils ont continué à investir dans la filière maraîchère avant et après la migration car ils ont compris que cette dernière constitue l'un des leviers les plus dynamiques dont repose l'agriculture voir l'économie du pays.

La migration a permis le renforcement du secteur maraîcher comme en atteste ces retombées sur la sécurité alimentaire ou encore l'autosuffisance alimentaire. Les populations sont parvenues, aujourd'hui, à développer l'agriculture pour se nourrir et vaincre la pauvreté et la faim ou la sous alimentation. Toutefois, la géographie des produits consommés doit être revue, en mettant l'accent sur les réalités de consommation propre à chaque localité, c'est à dire produire ce que l'on consomme localement.

²⁰Lors d'une conférence à l'ESEA tenue le 20 avril 2011 sur le thème de son livre « le Sénégal un lion économique ? Essai sur la compétitivité d'un pays du Sahel »

Les retombées peuvent être analysées en fonction de la création effrénée des marchés villageois agricoles contribuant sans nul doute à la commercialisation des produits maraîchers et arboricoles mais surtout à la redynamisation de la localité. La migration a aussi entraîné le passage d'un maraîchage de subsistance à un maraîchage créateur d'emplois. Dès lors, il serait difficile de ne pas prendre en compte le rapport des migrants dans la quête de la redynamisation des espaces ruraux. On ne doit pas traiter ainsi la migration comme un problème mais plutôt une mine d'or, un moyen destiné à être utilisé. Créons ainsi des conditions optimales pour mieux cadrer ces migrants en renforçant leur éducation financière pour promouvoir et canaliser leurs investissements agricoles dans les zones rurales tout en développant les concepts suivants : « construire chez soi » et « penser à la campagne ».

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

OUVRAGES GENERAUX

1. BEAUCHEMIN. Cris, KABBANJI. Lama et Bruno SCHOUMAKER, 2009, entre parcours de vie des migrants et attentes politiques, quel codéveloppement en Afrique subsaharienne ?, Document de travail n°166, MAFE, 247 pages.
2. DUMONT. (G.F), 1995, Les migrations internationales les nouvelles logiques migratoires, paris : C.D.U et SEDES, 223 pages.
3. Les Cahiers de l'Alternance, 2007, Enjeux de l'émigration au Sénégal, n°11, FKA, CESTI, 126 page.
4. OIM, 2005, Dialogue international sur la migration n°8 : Intégration du phénomène migratoire dans les objectifs stratégiques de développement, 290 pages.
5. OIM, 2009, migration au Sénégal, profil national 2009, édition OIM, 142 pages.
6. SALL. G. M, 2010, Population et Développement en Afrique, IPDSR, 176 pages.
7. SOME. Narodar. Aymar. , 2009, Migration au Sénégal, Profil national, UCAD, OIM, UNFPA, 142 pages.

THESES ET MEMOIRES

8. AMMASSARI. Savina, 2004, Gestion des migrations et politiques de développement : optimiser les bénéfices de la migration internationale en Afrique de l'Ouest, « Cahier de Migrations internationales », Genève : BIT, 92 pages.
9. BOUP. (B), 2009, Migrant, transfert et développement : Etude de cas de localités situées dans le vieux bassin arachidier sénégalais (Région de Louga), mémoire de Maîtrise, géographie, UCAD, 46 pages
10. ——. 2006, Politique de développement, migration internationale et équilibre villes-campagne dans le bassin arachidier (Louga), Thèse de doctorat 3e cycle, géographie, UCAD, 397 pages.
11. SIDIBE. Adama, 2011, Migration et Développement : Analyse de la contribution du codéveloppement à la réinsertion des émigrés sénégalais et au développement à travers

le financement de Projets Privés Productifs (PPP) dans la région de Dakar, mémoire de fin d'année, 37^{ème} promotion, PEGGO, ESEA, 107 pages.

12. WADE. Idrissa, 2003, Information et Coordination dans les Filières Maraîchères au Sénégal, Mémoire DEA, ENSAM, UMFSE, 85 pages.

RAPPORTS ET REVUES

13. ANDS, Rapport national du recensement général de l'habitat et de la population de 2002 (RGPH 2002).
14. DELVAQUE. J, 1980, Etude pour une planification des cultures maraîchères au Sénégal, Tome III, CDH, 94 page.
15. DIAGNE. Alioune et RAKOTONARIVO. Andonirina, 2010, Les transferts des migrants sénégalais vers la région de Dakar : ampleur et déterminants, MAFE WorkingPaper 9, UCL, FSSH, 22 pages.
16. FALL, Abdoulaye, Amadou, 2007, Étude de cas sur le financement des agriculteurs et agricultrices urbains de la zone des Niayes (Sénégal), CRDI, IAGU, RFAU/AOC, 83 pages.
17. FALL. Ndiogu, Atelier des agriculteurs africains sur “les investissements dans l’agriculture pour renforcer l’agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables en Afrique” Rapport de Synthèse, 4 et 5 Mai 2011, Mfou, Cameroun, 28 pages.
18. FLAHAUX. (M.L), 2009, Les migrants de retour et la réinsertion des sénégalais dans leur pays d'origine, MAFE Working Paper 5, U C L, 114 pages.
19. GUBERT. Flore, Le développement est-il une réponse aux migrations internationales ? La migration facteur de développement : la région de Kayes, dossier, IRD-DIAL, 4 pages.
20. LACROIX. Thomas, Migration, rural development, poverty and food security: a comparative perspective, R.I.M. I.U. O, 52 pages.
21. LESSAULT. David, 2002, L'émigration internationale au Sénégal: les enseignements du dernier recensement de la population du Sénégal (INED), MAFE-SENEGAL, 18 pages.
22. Les Cahiers de l'Alternance, 2010, Le consommer local au Sénégal du slogan à la réalité, FKA, CESTI, 214 pages.

23. Lettre de politique sectorielle des Sénégalais de l'Extérieur (2006), Ministre des Sénégalais de l'extérieur, 30 pages.
24. MAFE Working Paper 1, 2009, Migrations sénégalaises, FSSH, 61 pages.
25. Rapport sur l'Atelier pilote de présentation des outils d'éducation financière, de réinsertion et d'investissement des migrants Sénégalais de France, Du 5 au 7 octobre 2011, Maison des Associations (12^{ème}), Paris
26. SOUCHAUD. Sylvain, 2002, Revue européenne des migrations internationales, Migration et mutations des systèmes agraires : la culture brésilienne du soja au Paraguay, vol. n°2, 24 pages.
27. SOW. Ibrahima, 2006, Etat des lieux de La filière fruits et légumes au Sénégal, InfoConseil MPEA et PAOA, 70 pages.

DICTIONNAIRE

28. GEORGE. (P), et VERGER. (F), 1970, Dictionnaire de la géographie PUF, 472 pages.

FILMOGRAPHIE

29. KALA. D. M, 2011, Dieu a quitté l'Afrique, film documentaire de 50mn 05s.

WEBOGRAPHIE

http://senegal.portailmicrofinance.org/lesressources/actualites/archives2012/Experimentation_des_services_financiers_ruraux-pamecas.pdf

TABLEAU DES MATIERES

REMERCIEMENT.....	1
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION GENERALE.....	4
PROBLÉMATIQUE.....	6
REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE.....	9
CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL.....	19
CADRE OPERATOIRE.....	25
METHODOLOGIE.....	28

<u>PREMIERE PARTIE : LA COMMUNAUTE RURALE DE DIENDER GUEDJ</u>	
UNE ZONE D'EMIGRATION.....	32
<u>CHAPITRE I : CONNAISSANCE DU MILIEU.....</u>	33
I-1 LOCALISATION DES NIAYES ET DE LA COMMUNAUTE RURALE DE DIENDER	
GUEDJ.....	33
I-2 UNE TERRE FAVORABLE AU MARAICHAGE.....	35
I-3UNE HYDROLOGIE ASSEZ INTERESSANTE.....	36
I-4 SITUATION DEMOGRAPHIQUE.....	37
I-5 UNE VIE ECONOMIQUE A DOMINANTE AGRICOLE.....	39
I-6UN ESPACE D'IMMIGRATION A UN ESPACE D'EMIGRATION.....	40
CONCLUSION PARTIELLE.....	41
<u>CHAPITRE II : CARACTERISTIQUES DES MIGRANTS.....</u>	42
II-1LES MOTIFS D'EMIGRATION DES MIGRANTS.....	43
II-2 LE PROFIL DES MIGRANTS.....	46
II-2-1 L'apparition de nouveaux bailleurs dans le monde rural.....	46
II-2-2 Statut des migrants investissant dans le maraîchage.....	47
II-2-3 Une migration à tendance masculine.....	48
II-2-4 Une migration à toutes les catégories d'âge.....	49
II-2-5Profil marital des migrants.....	50

II-2-6Des migrants moins instruits	51
II-2-7 Des destinations élargies.....	52
II-2-8 Durée de séjour en milieu d'accueil.....	54
CONCLUSION PARTIELLE.....	55

DEUXIEME PARTIE : LES INVESTISSEMENTS MARAICHERS DES MIGRANTS A DIENDER GUEDJ.....56

CHAPITRE I : LA SITUATION DES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS DANS LE MARAICHAGE.....57

I-1 PROVENANCE DES INVESTISSEMENTS.....57

I-2- ORDRE DE PRIORITE DES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS.....59

I-3 EVOLUTION DES ACTIVITES INVESTIES PAR LES MIGRANTS.....60

I-4DIVERSITÉ DES LOGIQUES D'INVESTISSEMENT DES MIGRANTS.....62

I-5 LES PERIMETRES MARAICHERS A DIENDER GUEDJ.....65

II-5-1 Le foncier maraicher.....66

II-5-2 Superficie du domaine foncier selon le migrant ou le non migrant.....68

II-5-3 Les exploitations selon l'orientation

70

II-5-4 Les exploitations maraîchères selon la catégorie de cultures

71

II-5-5Superficie des exploitations mise en valeur selon la catégorie de cultures.....72

II-5-6 Les exploitations selon la méthode de faire valoir

73

II-5-7 Types d'exploitations maraîchères.....74

II-5-8 Les acteurs impliqués dans le processus de production.....77

II-5-9 Matériels agricoles utilisés.....81

II-5-10 Les circuits de distribution des produits

83

II-11 Production et revenus maraîchers.....85

CONCLUSION PARTIELLE.....86

CHAPITRE II : LES RETOMBÉES DES FINANCEMENTS MARAÎCHERSDES MIGRANTS SUR L'ECONOMIE A DIENDER GUEDJ.....88

II-1 LES AVANTAGES DES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS DANS LE MARAICHAGE.....88

II-1-1 Les revenus.....88

II-1-2 L'emploi.....	88
II-1-3 Les structures bancaires.....	90
II-1-4 La création des marchés ruraux.....	91
II-1-5 L'autosuffisance ou la sécurité alimentaire.....	91
II-2 LES CONTRAINTES INFLUENÇANT LES FINANCEMENTS MARAICHERS DES MIGRANTS.....	93
II-2-2 Difficultés d'accès à l'eau.....	93
II-2-2 Problèmes d'accès aux crédits.....	94
II-2-3 Problèmes d'accès à la terre.....	97
II-2-4 Contraintes sociales et commerciales.....	98
CONCLUSION PARTIELLE.....	100
CONCLUSION GENERALE.....	101
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	104
TABLEAU DES MATIERES.....	107
LISTE DES CARTES.....	110
LISTE DES FIGURES.....	110
LISTE DES TABLEAUX.....	110
LISTE DES PHOTOS.....	111

LISTES DES CARTES, DES FIGURES, DES TABLEAUX, ET DES PHOTOS

Liste des cartes

<u>Carte 1</u> : La localisation des Niayes.....	34
<u>Carte 2</u> : La localisation de la communauté rurale de Diénder Guedj.....	35
<u>Carte 3</u> : La situation des sols dans la communauté rurale de Diénder Guedj.....	36
<u>Carte 4</u> : Flux Migratoire selon la région géographique.....	41
<u>Carte 5</u> : Le nombre de migrants selon les villages étudiés.....	43
<u>Carte 6</u> : Les pays de destination des migrants de la communauté rurale de Diénder Guedj...53	
<u>Carte 7</u> : Nombre d'exploitations maraîchères selon les villages étudiés.....	66

Liste des figures

<u>Figure 1</u> : Les estimations de la population de la communauté rurale de Diénder Guedj (2010 à 2015).....	38
<u>Figure 2</u> : Les motifs des migrants de la communauté rurale de Diénder Guedj.....	44
<u>Figure 3</u> : Projet d'investissement : Qui sont les migrants qui investissent dans l'agriculture?.....	48
<u>Figure 4</u> : Répartition par âge des migrants.....	49
<u>Figure 5</u> : Répartition des migrants selon leur situation matrimoniale.....	51
<u>Tableau 6</u> : Répartition des migrants selon le niveau d'instruction.....	52
<u>Figure 7</u> : Fréquence de la durée de séjour en milieu de destination.....	54
<u>Figure 8</u> : Les logiques d'investissements des migrants dans le maraîchage.....	62
<u>Figure 9</u> : Superficie du domaine foncier selon le migrant ou le non migrant.....	69
<u>Figure 10</u> : Fréquence des exploitations selon l'orientation.....	71
<u>Figure 11</u> : Fréquence du nombre d'exploitation selon les espèces cultivées.....	72
<u>Figure 12</u> : Les exploitations selon la méthode de faire valoir.....	74
<u>Figure 13</u> : Les types d'exploitation maraîchère selon le migrant ou le non migrant.....	75
<u>Figure 14</u> : Matériel agricole utilisé selon le migrant ou le non migrant.....	83
<u>Figure n°15</u> : Les contraintes qui influencent les investissements maraîchers des migrants...93	

Liste des tableaux

<u>Tableau n°1</u> : La provenance des investissements maraîchers des migrants internationaux...58	
--	--

<u>Tableau n°2</u> : Les priorités d'investissement des migrants.....	60
<u>Tableau n°3</u> : Fréquences des activités investies par les migrants avant leur migration.....	61
<u>Tableau n°4</u> : Fréquences des activités investies par les migrants après leur migration.....	61
<u>Tableau n°5</u> : Le mode d'acquisition des terres selon le migrant ou le non migrant.....	68
<u>Tableau n°6</u> : Superficie mise en exploitation maraîchère selon le migrant ou le non migrant.....	70
<u>Tableau n°7</u> : Tranche des superficies mise en valeur selon les espèces cultivées.....	73
<u>Tableau n°8</u> : Comparaison des revenus maraîchers annuels du migrant et du non migrant... <u>Tableau n°9</u> : La répartition du nombre d'employés fixes.....	86 89

Liste des photos

<u>Photo n°1</u> : Une femme arrose son exploitation au village de Thieudeme.....	78
<u>Photo n°2</u> : Tomate produite dans les périmètres maraîchers à Diénder Guedj.....	85
<u>Photo n°3</u> : Oignon produit dans les périmètres maraîchers à Diénder Guedj.....	85
<u>Photo n°4</u> : Des femmes employées pour la récole de l'aubergine dans une exploitation d'un migrant à keur Abdou Ndoye. Elles sont payées entre 1000 à 2000 Fcfa/jour/femme. (2012).....	90
<u>Photo n°5</u> : Des légumes de qualité produits à Diénder Guedj consommés par la population.....	92

QUESTIONNAIRE DES MIGRANTS /NON MIGRANTS

I. IDENTIFICATION DES ACTEURS

1°/ Age

15 à 34 ans 35 à 54 ans Plus de 55 ans

2°/ Sexe

Masculin Féminin

3°/ Niveau d'instruction

Pre n Seaire ieur No

4°/ Situation matrimoniale

Marié Célibataire Divorcé Veuf

5°/ Quelles sont les raisons qui ont motivé votre départ ?

Recherche de fonds Formation ou étude Crise maraîchère

6°/ Quelle activité exercez-vous avant la migration ?

7°/ Quel était votre lieu de destination ?

France Espagne Italie Etats Unis Autre

8/ Combien de temps avez-vous duré là-bas ?

II. INVESTISSEMENTS MARAICHERS

9/ D'où viennent vos investissements ?

10/ Quelles sont vos priorités d'investissement ?

11/ Quel est votre premier investissement ?

12/ Pratiquez-vous un investissement continu ou de rupture ?

13/ Et pourquoi ?

14/ Dans quelles logiques investissez-vous dans le maraîchage ?

Familiale De retour Rentabilité financière De migrer

Mixte

15/ Et pourquoi ?

III-LES EXPLOITATIONS MARAICHERES

16/ Comment avez-vous accédé à la terre ?

Prêt Partage Location Héritage

17/ Combien de domaines fonciers disposez-vous ?

1 à 4 ha 5ha à 9ha 10ha à 14 ha 15ha à 5 ha Is de 19ha

18/ Quelles activités agricoles pratiquez-vous ?

Maraîchage Cultures sous pluie

19/ Quelles exploitations de cultures vous avez ?

Oignon Tomate Chou ment Autre

20 / Quelle est la taille de la superficie mise en exploitation ?

50m² à 1/2 ha 1ha à 2ha ha à 4 ha ha à 5 ha s de 5ha

21/ Quelle est la taille de la superficie selon chaque culture ?

01 02 s de 04

22/ Quelle méthode de faire valoir utilisez-vous pour votre exploitation ?

Direct Indirect

23/ Et pourquoi ?

24/ Quel type d'exploitation faites-vous ?

Familiale Entrepreneuriale

25/ Et pourquoi ?

26/ Quel matériel utilisez-vous ?

Motopompe Poli Puits cimenté Mini-forage Petits matériels Système goutte à goutte

27/ Combien d'employer avez-vous ?

28/ Quel était votre mode de paiement à vos employés ?

Mbey Seddo Mensualité Journalier

29/Combien payez-vous un employer par mois ou par jour ?

1000 à 2000F 25000 à 50000F 50000 à 75000F

30/ Quel circuit de distribution utilisez-vous pour vos produits ?

31/ Combien s'élèvent vos revenus ?

- 100000 à 300000 F 300000 à 500000F 500000 à 700000F
 700000 à 900000F 900000 à 1000000F 1000000 à 3000000F
 3000000 à 5000000 5000000 à 7000000F Plus de 7000000F

IV-AVANTAGES/CONTRAINTE DES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS DANS LE MARAICHAGE.

32/ Vos investissements dans le maraîchage ont-ils des avantages sur les revenus des migrants, l'emploi, et la sécurité alimentaire ?

33/ Quels sont les contraintes qui influencent vos investissements ?

GUIDE D'ENTRETIEN

GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES INSTITUTIONS

1°/ Quels sont vos programmes en cours ?

2°/ Quelles sont vos actions en direction des migrants, notamment ceux porteurs de projets agricoles ?

3°/ Avez-vous déjà été sollicités par des migrants souhaitant investir dans l'agriculture ?

4°/ Si oui, leur demande portait-elle sur :

- L'accès aux ressources productives (terre, eau, main-d'œuvre, semences, autres intrants)
- un soutien financier
- un appui technique

5°/ Avez-vous des retours concernant leurs activités ?

6°/ Pensez-vous que les migrants devraient investir dans l'agriculture ?

7°/ Pensez-vous que les migrants devraient être financés, à titre individuel ou collectif ?

8°/ Pensez-vous que les politiques d'appui à l'action des migrants dans le développement économique de leur pays favorisent ou peuvent favoriser ce genre de financement ?

9°/ Quelle appréciation faites-vous du rôle des partenaires au développement dans le montage de projets agricoles ?

10°/ Quelles sont les contraintes et les opportunités qui influencent les projets agricoles des migrants ?

GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES STRUCTURES FINANCIERES

1°/ Qu'est ce qui a motivé l'implantation de votre structure bancaire dans la localité ?

2°/Les investissements maraîchers des migrants font-ils partis de vos priorités financières ?

3°/ Votre structure finance-t-elle des migrants ?

4°/Les migrants font-ils des prêts dans votre structure bancaire ?

5°/ Dans quelles conditions vous octroyez des prêts aux migrants ou non migrants à investir dans le maraîchage ?

6°/Qu'est ce qui fait que les migrants ou les non migrants sont dubitatifs à l'idée de faire un prêt ?

7°/D'après vous, les prêts bancaires sont-ils indispensables à la production agricole notamment celle maraîchère ?

GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES FEMMES MARAICHERES

1°/ Comment obtenez-vous vos parcelles de terres ?

2°/ D'où vient vos financements ?

3°/Qu'est ce qui vous a poussé à investir dans le maraîchage ?

4°/ Quelle est la place de la femme dans les activités maraîchères ?
